

EN ÉGYPTÉ

Nouveaux attentats des extrémistes islamistes contre les coptes

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

EN CORSE

La résistance aux « séparatistes »

LIRE PAGE 7 LE REPORTAGE DE DANIELLE ROUARD

La victoire de M. Duarte au Salvador renforce la position de M. Reagan

Un espoir

Le 6 mai 1984 demeurera-t-il une date historique pour l'Amérique centrale, et d'abord pour le Salvador ? Dans cette petite république, durement frappée depuis quatre ans par une guerre civile sans merci, un timide espoir vient de se faire jour avec l'élection du démocrate-chrétien José-Napoleón Duarte à la présidence.

An regard de la démocratie classique, la victoire de M. Duarte est au-dessus de tout soupçon : trop d'observateurs d'opinions diverses étaient sur place et l'ont constaté pour que ce point soit contesté. Au nom, pourtant, de la même démocratie classique, on se prend à frissonner, rétrospectivement : et si le major d'Aubuisson avait gagné ? Si les urnes avaient, le plus régulièrement du monde, désigné comme premier magistrat du Salvador un homme réputé pour ses méthodes sanguinaires, où porter encore ses espoirs dans un monde accablé de dictatures ?

Reste la situation concrète. La guérilla tient un sixième du pays et se meut à l'aise dans un quart environ du territoire. Or, pour elle, ces élections sont une « farce ». Mais elle s'est trompée : pour un régime qui cherche à sortir d'un engagement infernal de violence, les seuls moyens sont bons - et d'abord, pourquoi pas, les urnes !

M. Duarte a tout à faire - et d'abord à administrer rapidement la preuve qu'il peut contenir les crimes des Escadrons de la mort et se faire obéir d'une armée qui, depuis plus d'un demi-siècle, a considéré le Salvador comme sa caserne. Il doit s'accrocher de toutes ses forces à une réforme agraire vivement contestée par cette aristocratie terrienne pour qui le 6 mai est un jour sombre. Il doit relancer, dans une capitale épargnée par la violence, une industrie naissante et aujourd'hui paralysée en raison de la situation générale du pays. Il doit... Que ne doit-il pas ?

Pour ce faire, il peut compter sur l'aide décidée de Washington, où le plus conservateur des présidents semble enfin avoir compris que les prés canadiens des États-Unis en Amérique latine sont ces conservateurs égoïstes et bornés qui se proclament leurs amis. Il devrait pouvoir compter aussi sur le soutien de l'Europe de l'Ouest.

Car M. Duarte présente un énorme avantage : il n'est la marionnette de personne. C'est un nationaliste salvadorien, à la pensée vigoureusement constituée, qui a supporté, dans sa chair torturée, la politique n'est pas un jeu d'opinion, et qui est passionnément métréux de rénaître.

Les démocraties européennes ont une partie à jouer en Amérique centrale. Elles pourraient ne pas ménager leur appui à M. Duarte, en contraignant, par exemple, la gauche démocratique, aujourd'hui alliée de la guérilla, de reprendre le combat par des moyens politiques, si du moins la sécurité lui est assurée. En contrepartie, elles pourraient exiger de leur allié américain qu'il mette fin à sa guerre ouverte contre le Nicaragua : ce pays ne s'apprette-t-il pas, lui aussi, à organiser, en novembre, des élections dans des conditions particulièrement difficiles que celles qui ont précédé celles du Salvador ?

Bien qu'aucun résultat officiel n'ait encore été proclamé ce mardi 8 mai, la victoire du démocrate-chrétien José-Napoleón Duarte ne paraît faire de doute pour personne à San-Salvador comme à Washington. L'adversaire de M. Duarte, le représentant de l'extrême droite, Roberto d'Aubuisson, reconnaissait qu'il avait un léger retard, mais ne désespérait pas, le lundi 7 mai, au fil du dépouillement, de le renouer. En toute hypothèse, la victoire du leader de la DC salvadorienne ne sera pas aussi éclatante qu'il l'espérait.

A Washington, l'administration républicaine et aussi la presse libérale se réjouissent vivement. M. Duarte - dont la victoire ren-

force la position de M. Reagan - pourrait se rendre aux États-Unis avant même sa prise de fonctions, prévue pour le 1^{er} juin.

Dans une interview accordée à notre envoyé spécial Marcel Niedergang, quelques heures avant le scrutin du 6 mai, M. Duarte indiquait que sa première préoccupation serait d'« écraser la violence » dans son pays.

A Panama, en revanche, l'élection présidentielle du 6 mai tourne à la confusion. Des bagarres ont éclaté entre partisans des candidats populistes et conservateurs, qui assurent l'un et l'autre être vainqueurs. Il y a eu quatre morts.

« Ecraser la violence... »

De notre envoyé spécial

San-Salvador. - M. José-Napoleón Duarte est une force de la nature. Plusieurs mois d'une campagne épuisante pour les nerfs n'ont pas entamé la combativité ni la résolution de cet homme de cinquante-huit ans. Des menaces de mort, très précises, l'ont cependant contraint à s'entourer d'une garde particulièrement musclée et à ne pas paraître en public la semaine qui a précédé l'élection du 6 mai.

Dans son bureau, une image religieuse et un poisson stylisé sur les murs, qui est l'emblème de la démocratie chrétienne salvadorienne. « En souvenir des premiers chrétiens qui se cachaient dans les catacombes, dit-il. Comme eux, j'ai connu la clandestinité et la persécution. J'ai l'habitude des menaces et des risques. Je suis prêt à supporter d'autres. Je suis sûr, moi, que je suis comme eux. Je suis sûr. Il m'arrive d'avoir peur. Tout le monde dans ce pays a peur, même les soldats. Ce pays est polarisé. Il y a une extrême gauche et une extrême droite, toutes les deux extrêmement subversives. Or il faut absolument rétablir la sécurité pour tous les Salvadoriens.

Comment pensez-vous affronter les « escadrons de la mort » ?

« Je vais les poursuivre. Il faut écraser la violence. Je vais nommer une commission spéciale qui va enquêter sur les crimes, et tout particulièrement sur le meurtre de Mgr Romero. Ce n'est pas une tâche simple, car il s'agit de mettre fin à une guerre politique qui se poursuit depuis quatre ans. On n'arrête pas une guerre comme ça du jour au lendemain. Il faut une stratégie globale pour affronter cette situation.

« Ne pensez-vous pas que la virulence de la campagne va laisser des traces ?

« Sans aucun doute. Et cela me préoccupe. Les gens de l'ARENA (1) m'ont traité de « communiste ». Moi, je suis poli. Je dis « monsieur d'Aubuisson ». L'extrême droite, dans ce pays, a une conception naïve et crétine. Ils veulent « vaincre » après le premier tour ; mais c'était seulement une tactique. Au Salvador, occire quelqu'un d'être communiste, c'est le condamner à mort. Cela donne une idée de la haine qui s'est accumulée.

Propos recueillis par MARCEL NIEDERGANG. (Lire la suite page 3.)

(1) ARENA : Alliance pour la révolution nationale, formation d'extrême droite dirigée par le major d'Aubuisson.

La forte hausse du dollar inquiète les milieux économiques

L'indice des prix français risque d'être affecté par la remontée de la monnaie américaine

Le mouvement de hausse du dollar, déjà sensible lundi 7 mai, s'est poursuivi mardi 8 mai sur les marchés des changes qualifiés de « très nerveux ». A Frankfurt, la monnaie américaine a atteint 2,78 DM contre 2,75 DM (et 2,27 DM à la veille du week-end). Le marché des changes de Paris étant clos le 8 mai, comme le 7 mai d'ailleurs, la cotation du dollar contre le franc a été relevée à Londres, avec un cours indicatif de 8,51 F contre 8,45 F la veille et 8,31 F vendredi 4 mai. Le « billet vert » se rapproche donc à nouveau de son cours record de 8,69 F touché le 12 janvier 1984 et des 2,85 DM atteints ce même jour à Francfort, au plus haut depuis dix ans.

Deux raisons sont avancées pour expliquer cette remontée rapide du dollar, qui rappelle le fait qu'il a chuté de plus de 10 % en février. La première est la crainte d'une hausse des taux d'intérêt aux États-Unis, à la fin de 1984 et au début de 1985, que M. Henry Kaufman, l'un des experts américains les plus connus, voit « spéculative » (Le Monde daté 6-7 mai 1984). A la faveur d'une « collision » entre les besoins du Trésor pour réduire le déficit budgétaire et ceux des entreprises qui vont solliciter davantage de crédits bancaires, l'expert en question y ajoute une flambée inflationniste, qu'il considère comme inévitable.

La seconde raison est un nouvel accès de faiblesse du mark, à la suite d'un alourdissement du climat social en Allemagne. Dans le conflit opposant le puissant syndicat de la métallurgie allemande, l'IG Metall, au patronat d'outre-Rhin pour le passage à la semaine de trente-cinq heures, l'accord

conclu la semaine dernière avec les mineurs de charbon pour une hausse de salaires de 3,4 % sans réduction de la durée de la semaine de travail, toujours fixée à quarante heures, avait provoqué une accalmie. Mais le vote des métallurgistes de Stuttgart, à la veille du week-end en faveur d'une grève générale, a relancé ce conflit, et ravivé les craintes d'un affrontement majeur, d'autant que les dirigeants de l'IG Metall vont se réunir jeudi prochain pour prendre une décision sur l'extension des grèves.

La remontée de la monnaie américaine, si elle s'explique à court terme, surprend les milieux financiers internationaux, qui, la semaine dernière, s'inquiétaient encore de la croissance rapide du déficit de la balance des paiements des États-Unis. Ce déficit, qui pourrait dépasser 80 milliards de dollars en 1984, était qualifié par eux d'« insoutenable ». Elle surprend également de nombreux experts, qui, la semaine dernière, considéraient le fléchissement de 1,1 % des indicateurs économiques américains comme le signe d'un ralentissement de la surchauffe aux États-Unis, susceptible d'empêcher une tension accrue des taux d'intérêt. Ce fléchissement a entraîné une baisse de dix points de l'indice des prix à la consommation américain. Mais il faut croire que les préoccupations à court terme, qui devaient peser sur ces indicateurs, ont été temporairement reléguées au second plan. En tout cas, cette montée du dollar ne peut avoir que des conséquences négatives pour l'économie française, et notamment pour l'indice des prix : les tarifs des produits pétroliers vont probablement devoir être relevés en juin prochain.

Nouveau séisme en Italie

Les experts craignent d'autres secousses

Rome. - Un séisme d'une forte intensité a secoué, dans la soirée du 7 mai, toute l'Italie du Centre sud, et notamment la région des Abruzzes, créant de nombreuses scènes de panique dans les villages de la zone de l'épicentre. Centre Frosinone et Latina, mais aussi à Rome et à Naples où le tremblement de terre, quoique dans une moindre mesure, y a été aussi ressenti. La première violente secousse a eu lieu à 19 h 53, du 6^e degré sur l'échelle Mercalli, a été suivie, de deux « répliques » du 6^e degré.

Un premier bilan des victimes fait état de trois morts, une vieille femme terrassée par un infarctus, et un homme pris de panique qui s'est jeté d'une fenêtre. On déplore également une centaine de blessés, pour la plupart touchés au moment de leur fuite par des chutes de corniches ou de murs. Les dégâts causés par la secousse seraient assez importants, notamment dans les petits villages des Abruzzes. Certains, comme Opi, dans la province de L'Aquila, ont dû être totalement évacués.

(Lire la suite page 12.)

Echo M. Joseph a dit à France-Inter que la presse avait sa part de responsabilité dans les « tiraillements » entre le PC et le PS. « Si vous n'y faites pas si souvent écho, ça s'est dit, ça les vaient moins. » C'est l'évidence même. Afin d'aider le premier secrétaire du PS dans sa tentative de clarification, nous avons décidé de ne plus faire écho désormais qu'aux signes de rapprochement entre les partis au pouvoir. Ce sera vite dit. BRUNO FRAPPAT.

180 millions de dollars d'indemnités pour les anciens combattants du Vietnam victimes de l'« agent orange » LIRE PAGE 4

Les naufragés de l'îlot Chalon

Il pleut sur Paris. Il pleut sur la rue de Chalon. Il pleut sur le passage Brunoy et le passage Ragninot. Il pleut sur les pavés défoncés et les tas d'immondices qui squattent les pavés trottoirs. Sur la chaussée, mille rigoles vont grossir les nappes où surgent une cuillère cassée en deux, un emballage de sésame. Il pleut, ce matin, sur Paris-à-dope, ces trois rues lépreuses où deux hommes sont morts au cours du week-end.

Soudain, d'une épicurie, jaillissent deux silhouettes massives armées de planches, qui fondent sur un adolescent : « Telle-toi, en ne veux plus te revoir ici ! » L'adolescent décampe, manque glisser sur les pavés fuyants, se rattrape et disparaît au coin de la rue. Encore ivres de rage, les deux hommes regagnent la boutique. La scène ne cessera de se répéter toute la matinée. A coups de gardiens, de barres de fer ou de parapluie, l'îlot Chalon classe le junkie.

« Ça suffit, monsieur, on n'en peut plus ! » L'épicurien, le coiffeur, le boucher, tous Algériens, tous excoriés : « Nous ne sommes pas racistes, mais nous en avons assez de ces Noirs qui n'habitent même pas le quartier et viennent vendre leur drogue. » Deux costauds d'une même espèce, chacun son trocriste ce matin. D'un côté, les colporteurs algériens, les d'aller vendre leurs colifichets aux touristes. Au hasard d'une nuit de commissariat, certains sont entrés en contact avec de petits « dealers » (revendeurs de drogue). Et certains ont décidé de se recruter.

Depuis la fermeture par la police du squat de la rue de Flandre, à l'automne dernier, le marché s'est déplacé ici. « Progressivement mais rapidement », résume M. Philippe Farin, conseiller municipal (PS) de l'arrondissement. De l'autre côté, habitants et commerçants maghrébins, dont le chiffre d'affaires et le moral ont plongé en même temps. Samedi et dimanche, quoique les commerçants s'en défendent, c'est un véritable affrontement racial qui a éclaté.

« La police, elle fait son cinéma, elle fait mettre aux gens les mains contre le mur, mais ils ont tout le temps de se débarrasser de la came. Et cinq minutes après le départ des flics, le trafic reprend comme avant. »

Voici justement une patrouille, nationale et visiblement nerveuse, qui gagne au pas de charge le fond du passage Brunoy. Six gardiens de

la paix, la main sur la matraque et les yeux qui scrutent les fenêtres, d'où peut tomber Dieu sait quel. Un commerçant voit cracher sur leur passage.

« T'es pas content ? - J'ai le droit de cracher, non ? - Vieux singe, la prochaine fois on l'apportera des cacahuètes ! » (Rires dans la patrouille qui se hâte de regagner son fourgon.) DANIEL SCHNEIDERMAN. (Lire la suite page 12.)

Bruce Chatwin Les Jumeaux de Black Hill roman traduit de l'anglais par Georges et Marion Scali "Le dépouillement sculptural d'un Hemingway et la vivacité inspirée d'un Lawrence." John Updike

TRENTE ANS APRÈS DIEN-BIEN-PHU

Les idées et les balles

par CLAUDE CHEVALLIER-APPERT (*) On ne tue pas une idée avec des balles. Ce n'est ni un pacifiste, ni un défaitiste, ni un progressiste qui fait cette réflexion, peu après son arrivée en Indochine en automne 1945, face au nationalisme vietnamien qui vient de se déclarer. Mais un chef de guerre. Pas n'importe lequel. Le libérateur de Paris, de Strasbourg, le général Leclerc, commandant le corps expéditionnaire français en Extrême-Orient, qui mesure que l'idée de faire accéder au pays à l'indépendance est un levain aussi puissant que celle de la dévotion. On nulle armée ne peut empêcher ce levain-là de lever. Et de se réveiller nait sa conviction qu'il faut reconnaître l'indépendance du Vietnam et traiter avec Ho Chi Minh. Les événements n'ont pas marqué pour fonder et faire valoir la conviction de Leclerc, mais, sans doute, qu'il ne démentit à Saigon : l'indépendance du Vietnam proclamée par l'empereur Bao Dai dès mars 1945, renouée, après son abdication, par Ho Chi Minh en septembre de la même année. Mais c'est à cette que, de l'Indochine, Indonésie et Philippines virevoltent de déclarer coup en coup, avec, entre

(*) Journaliste, ancien de la 2^e DB.

idées

Les trois perceptions de la décentralisation

par ROBERT SCHWINT (*)

Régions

La loi de décentralisation entre peu à peu dans les faits. Mais les esprits sont encore loin d'en avoir mesuré la portée, et Robert Schwint souligne la nécessité, à ce propos, d'un grand effort d'éducation. Encore faut-il que les communautés nouvelles ne se sentent pas abandonnées, comme c'est le cas pour la Lorraine, dont Gustave-Nicolas Fischer évoque le « deuil ».

L'ÉDIFICE de la décentralisation engagée par la loi du 2 mars 1982 ne fait encore que sortir de terre, ce qui explique que chacun ne perçoive pas la réforme de la même façon. Trois niveaux peuvent donc être distingués. En ce qui concerne les parlementaires, les universitaires, les responsables administratifs directement impliqués, ceux qui sont restés depuis deux ans au cœur des débats théoriques, en un mot les « initiés », il est frappant de constater qu'une partie d'entre eux ont modifié radicalement leur emportement lors du débat, à l'Assemblée nationale, sur le projet de loi. Jacques Toubon expliquait l'opposition du RPR en récusant à la fin les objectifs et les méthodes. Il s'opposait au transfert de l'exécutif départemental au président du conseil général... comme au système de responsabilité des élus locaux. De même, Charles Millon motifait l'hostilité de l'UDF par le risque de voir s'instaurer des féodalités et le désordre. Ces jugements sont aujourd'hui dépassés. Les plus ardents défenseurs de la décentralisation, ceux qui « poussent à la roue » pour les transferts de compétences, sont paradoxalement ceux-là mêmes qui s'opposaient hier au projet de loi. Au Sénat, où les divergences sont traditionnellement plus estompées, une proposition de loi présentée par

par ROBERT SCHWINT (*) Jean-Marie Ransch, sénateur UDF de Metz, est même allée jusqu'à réclamer la création d'un « haut conseil de la décentralisation et de comités régionaux de la décentralisation » pour assurer un contrôle de l'exécution des lois. Cette volonté de protéger, de chaperonner la décentralisation est tout à fait remarquable. On pourrait, de ce point de vue, esquisser une comparaison hardie entre la décentralisation et la Constitution de 1958 pour constater que, de la même façon, notre président de la République s'est parfaitement glissé dans l'habit de la Constitution de 1958 : de la même façon l'opposition nationale aujourd'hui se glisse avec une satisfaction non dissimulée dans le nouvel habit du pouvoir local. Quelle conclusion en tirer sinon que la décentralisation comme la Constitution ont obtenu leur label de qualité en surtant grandit de l'épreuve de l'alternance politique ? Toujours dans ce sens, une complète objectivité oblige à dire aussi que le report des élections au suffrage universel pour la région peut apparaître comme un frein dans le déroulement des opérations. Tout cela montre bien à quel point le contexte politique joue sur l'application du principe de libre administration des collectivités locales. On observe également que beaucoup de craintes exprimées par les parlementaires, et peut-être surtout par les universitaires, se sont avérées sans fondement. Quelques exemples. La crainte de voir la loi du 2 mars porter atteinte à l'unité nationale se trouvait au cœur des débats parlementaires de 1982. Chacun peut vérifier à présent que décentralisation ne signifie en aucune manière effacement de l'Etat. Le renforcement des pouvoirs des commissaires de la République, seuls représentants de l'Etat dans les départements et les régions, en témoigne largement. Décentralisation et déconcentration ne s'opposent pas, elles vont de pair. C'est d'ailleurs là où la déconcentration était la plus avancée en 1982 que la décentralisation a pu s'opérer au plus vite, comme en témoignent le domaine de la formation professionnelle, par exemple. Les craintes touchant à la constitutionnalité des différents textes ont elles aussi été dissipées par le biais de quelques aménagements. La hantise de voir se développer ce que le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation appelle une « juridictionnalisation » excessive, cette crainte s'est avérée sans fondement. L'activité des tribunaux administratifs et des chambres régionales des comptes en atteste. La dernière crainte, et la plus actuelle, a trait aux transferts de ressources liés aux transferts de compétences. Dans ce domaine, le scepticisme de certains est largement relayé par les médias. Pour s'en tenir cependant aux réalités, le seul avis qui ne puisse pas être contesté est certainement celui de la Commission d'évaluation des charges, installée le 31 mai 1982 sous la présidence d'un magistrat de la Cour des comptes. C'est à l'unanimité que cette instance a estimé conformes les transferts de ressources réalisés au titre de la formation professionnelle, seul champ d'analyse ouvert actuellement aux observateurs. Les promesses sont donc tenues. (*) Sénateur PS et maire de Besançon.

Le signe brisé

par GUSTAVE-NICOLAS FISCHER (*)

LES Lorrains sont encore en état de choc : ils cherchent désespérément à comprendre, mais ont du mal à réaliser ce qui leur arrive. Au-delà de tous les débats et controverses suscités par les décisions de restructuration, une question reste intacte : celle des hommes et de leur amertume. On aurait pu espérer que les mesures exceptionnelles d'accompagnement, décidées pour prendre en considération l'aspect humain et social du problème, effaceraient ou atténueraient les réactions d'hostilité, ou du moins susciteraient des attitudes de compréhension et de compréhension. En réalité, il n'en est rien ; le fait paradoxal, c'est que les mesures d'accompagnement ne semblent guère toucher les principaux intéressés, car ils les rangent dans la longue liste des promesses non tenues. Leur tête et leur cœur sont ailleurs : ils réalisent que c'est une part de leur vie qui est en train de s'effondrer ; ils disent que l'on ne peut pas remplacer ce que l'on a perdu. Ces dernières années, on a lu et entendu beaucoup de considérations sur les aspects économiques et politiques de la situation. Peu se sont réellement arrêtés à la situation humaine de tous ces travailleurs, anonymes ou connus, concernés par des orientations qui viennent bouleverser radicalement leur existence. C'est pourtant ce drame social qui est incontournable et sur lequel il importe de s'interroger. Pourquoi éclate-t-il avec une telle pesanteur ? D'abord, parce qu'en Lorraine la sidérurgie n'est pas seulement une industrie comme les autres, c'est un vaste système social qui, depuis un siècle, a façonné toute une région, créé des modes de vie et une tradition, nés directement de l'emprise des usines sur les territoires d'être et de culture. Ensuite, parce que la Lorraine industrielle a étiré beaucoup d'étrangers ; elle est devenue une terre d'immigrés. Or ces hommes ont recréé des racines autour de leur travail ; ils se sont peut-être plus que d'autres attachés à l'usine ; c'est pourquoi la perte du travail équivaut pour eux surtout à un vide social. Et puis la sidérurgie a forgé les « hommes du fer ». Près des hauts fourneaux, brûlés par le combat avec la matière, les sidérurgistes savent que leur travail est un métier. Ils ont gardé dans leur corps la trace des gestes de leur labeur ; il faut vivre sur place pour se rendre compte à quel point la sidérurgie n'occupe pas seulement l'horizon de nos vies, mais les esprits. Et chacun porte un haut fourneau dans sa tête ; il dit, l'un d'eux. Car leur monde, c'est l'usine. C'est là qu'ils ont appris à travailler, là aussi qu'ils ont trouvé une identité forgée, parfois lamée par ce matériau que leur métier avait pour tâche de transformer. Enfin, une dernière raison peut expliquer cet impact social de la sidérurgie, au niveau de toute une région : c'est à la fois sa place et son relatif isolement, engendrés notamment par l'image négative que les Français ont de leur industrie en général et de la Lorraine en particulier. A contrario, cette situation n'a pas en vain clos à l'usine un monde d'œuvre nuivrière qui a acquis un sens élevé de son métier... et qui a fortement contribué à la bonne marche des usines et à l'innovation technologique. Les ouvriers de la sidérurgie ont fait du bon travail.

Aujourd'hui, on brise le signe le plus fort de leur existence sociale. Toute une population se sent touchée, et pas seulement les sidérurgistes comme tels. Les manifestations à Metz et à Paris ont été à cet égard le vecteur d'une puissante mobilisation sociale. Elles ont créé un courant qui a imposé un mouvement unitaire, où la « base » a ancré les différents organisations syndicales à leurs oppositions partisans. Mais la réelle nouveauté de ces manifestations, c'est qu'elles n'étaient plus réellement revendicatives : la gravité des différents cortèges contenait en vérité une grande violence, car tout le monde savait plus ou moins qu'on ne venait plus pour obtenir une concession, s'offrir une révision du plan acier, mais que, au contraire, on était là parce qu'on n'avait plus rien à perdre. Ces ouvriers de Lorraine vont donc partir de leur usine, quitter un monde qui était leur raison de vivre ; ils se trouvent dépossédés, non seulement d'un salaire, mais encore d'un ensemble d'éléments inscrits dans leurs habitudes, dans leur quotidien, dans leur personnalité, et qui ont habité leur existence sociale. En perdant leur travail, ils se sentent perdus eux-mêmes. Bien plus, ils ont le sentiment d'avoir été abandonnés. Ainsi donc, après avoir été vides jusqu'au bout, ils n'intéressent plus personne. Les notables cherchent quel profit tirer de la situation ; les uns démissionnent sans démissionner, dans un acte sans conséquence ; d'autres chauffent des dossiers locaux pour améliorer l'ordinaire de leur boutique. Mais pour eux il n'y a pas de place. Les erreurs passées, pas plus que les dernières décisions politiques, ne peuvent les consoler ; au contraire, elles les crucifient dans l'impuissance et l'amertume. Désarmés, ils s'interrogent : n'y avait-il pas d'autre solution possible ? Ils se rendent compte que même les experts ne sont pas d'accord entre eux ; les uns pensent que seul le train universel de Gandrange peut assurer l'avenir, les autres y voient dans la construction politique une quêté-hérésie, une opération inouïe. A travers les décisions, la seule chose dont ils sont sûrs, c'est qu'une part d'eux-mêmes est en train de mourir. Car ils savent que, lorsqu'on perd son travail, on perd un peu de son existence. C'est pourquoi toute une région est plongée dans une sorte de deuil social. On oublie si vite que le travail est une part tellement importante de la vie de nous-mêmes. Nos maîtres en politique voudraient que les hommes s'adaptent aux nouvelles restructurations comme une bonne pâte à un moule. Mais on ne s'adapte que lorsqu'il y a de nouveaux horizons possibles, lorsque les gens savent qu'il y a un avenir devant eux. Or aujourd'hui, pour beaucoup, il n'y a plus d'avenir, car la fin du travail est la mort de leur existence sociale. Alors, ils se sont habitués à l'idée de mourir ; ils font aujourd'hui le deuil de la sidérurgie, ils font le deuil de leur travail. Aucune politique sociale, aucun discours de politiciens, ne pourra changer ces réactions viscérales qui parviennent à première vue à s'émousser, mais qui en profondeur de la vie de faire le deuil, quand on vient à prendre un attachement après coup, point le travail a rythmé leur vie et structuré leur identité.

Une longue récompense... (Text partially visible on the right edge of the page)

LU Gerald Durrell, zoologiste et conteur

PENDANT longtemps, Gerald Durrell fut connu outre-Manche comme le frère de Lawrence. Aujourd'hui sa célébrité tend à dépasser celle de son frère. Car non seulement Gerald continua à publier des livres sur ses expéditions zoologiques, mais il écrit aussi des romans et des nouvelles. Les deux ouvrages parus récemment en France illustrent bien ces deux facettes de Gerald Durrell. Dans *Pigeons roses et chauves-souris dorées*, celui-ci nous fait revivre ses séjours mouvementés à l'île Maurice. Cette île attirait l'auteur en raison de sa faune extraordinaire. Le dodo, le dodu, le grès nicaise disparu de l'île Maurice, est l'ombre de Gerald Durrell ; il porte même des cravattes ornées d'un dodo ! Si le dodo a disparu, d'autres espèces étranges de la faune mauricienne sont aujourd'hui très menacées. La but de Durrell était de capturer des spécimens de ces espèces pour ensuite les élever dans son zoo de Jersey à obtenir leur reproduction. Tâche apparemment louable, mais très difficile. Ce n'est pas tout, en effet, de faire se reproduire une espèce en captivité, il faut ensuite parvenir à la réintroduire dans son milieu naturel... L'argument a été longtemps avancé par les responsables de zoos pour justifier leur activité, mais, aujourd'hui, on n'y croit plus. Certes, la compétence de Gerald Durrell est indiscutable, et il a obtenu des succès dans ce

domaine. Il est néanmoins pénible de lire le récit de la capture, au filet ou au piège, de pigeons, de roussettes, de lézards et d'autres animaux de l'île Maurice, qui ont dû passer de bien mauvais moments. Dans le passé, Durrell parcourait le monde dans le dessein d'approvisionner les zoos en espèces rares. Il essaie aujourd'hui de concilier sa passion de la « collection » d'animaux vivants avec la protection de la nature. La fait qu'il expose au public les espèces qu'il veut sauver laisse un certain malaise... Ces réserves faites, le livre de Gerald Durrell demeure un intéressant document sur la faune des Mascareignes, l'une des plus bizarres du globe. L'autre ouvrage de Durrell, *Pique-nique et autres charivaris*, est tout différent : c'est un recueil de nouvelles où l'auteur donne libre cours à son humour. Le dernier chapitre est une histoire de miroir maléfique dans un château des gorges du Tam - nous fait basculer en plein fantastique. On ne s'attendait pas que les animaux y jouent un grand rôle. JEAN-JACQUES BARLOY. * *Pigeons roses et chauves-souris dorées*, traduit de l'anglais par Florence Herbulin. Buchet-Chastel, 230 pages, 75 F. * *Pique-nique et autres charivaris*, traduit de l'anglais par Françoise Cartano. Buchet-Chastel, 260 pages, 75 F.

ERRATUM. - Des erreurs et des coquilles - se sont glissées dans l'article de Jean-Eric Schoell intitulé « La société, mode d'emploi », publié dans la page « Idées » de nos éditions du 4 mai. Au dernier paragraphe, il fallait lire : « Conclusions en faveur des institutions de la III^e République. On voit que le projet défendu ici consiste à trans-

crire le leur dans les formes de la modernité... et non pas « Conclusions en faveur des institutions de la III^e République... ». D'autre part, le club Espace 89 a vocation à exprimer toutes les sensibilités de la gauche. Il ne peut être donc exclusivement qualifié de « socialiste ».

L'identité du psychothérapeute

Par Paul Gérin et Jean-Pierre Vignat

Qu'est-ce qu'un psychothérapeute ? Cette question est sans doute une des manières actuelles de formuler le « Qui suis-je ? », cette interrogation toujours plus ou moins clairement présente en nous. Ce livre fait part de l'expérience vécue par de nombreux psychothérapeutes à ce sujet.

Collection « Psychiatrie ouverte », dirigée par Yves Pellicier et Daniel Widlöcher, 192 pages - 120 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75227 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4287-23 PARIS - T.B. MONDIPAR 659572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER	
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 1,70 B ; Cote-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 36 c. ; Grèce, 100 dr. ; Inde, 300 r. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 25 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 G. ; Portugal, 36 esc. ; Soudan, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,20 L. ; Yougoslavie, 182 ml.	
ABONNEMENTS	
3 mois	6 mois
9 mois	12 mois
FRANCE	
341 F	665 F
829 F	1 000 F
TOUS PAYS FRANÇAIS PAR VOIE NORMALE	
661 F	1 245 F
1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par mandat)	
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	
381 F	683 F
978 F	1 240 F
II. - SUISSE, TUNISIE	
454 F	830 F
1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande. Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les mandats, chèques et capitaux d'impayés.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Alors, en guise de pied de nez à l'histoire, faut-il chanter une dernière fois *Vous n'aurez plus l'Alsace et la Lorraine* ? Faut-il se cramponner et se battre pour garder ce qui peut être sauvé des usines sidérurgiques ? Ou faut-il leur dire adieu, sachant que chacun porte dans sa tête un haut fourneau et qu'il n'y a plus d'avenir ? D'une certaine façon, la question est déjà tranchée. La seule chose incertaine, c'est le coût humain de cette conversion. En Lorraine, les hauts fourneaux s'éteignent ; seuls restent des hommes démunis qui gardent encore de l'espoir, malgré tout. Mais au fond d'eux-mêmes ils savent que rien ne sera plus comme avant : simplement, avec « de moins et un cerveau », ils sont là pour recommencer, ailleurs peut-être, un autre travail. Alors, ils entendent une fois de plus les emplois nouveaux promis pour que cette région continue à vivre demain. Mais cela est déjà une autre histoire. (*) Professeur de psychologie sociale, université de Metz. Auteur de *Espace industriel et Liberté. L'industrialisation dans l'espace*, PUF, 1980, et *Le Travail et son espace*, Dunod, 1983.

étranger

L'ÉLECTION DE M. NAPOLEON DUARTE A LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE DU SALVADOR

Le nouveau chef de l'Etat devra louveryer entre des groupes de pression violents et contradictoires

De notre envoyé spécial

San-Salvador. - **Napoleon Duarte** l'emporte, mais se garde de tout triomphisme. Il s'est présenté, le lundi 7 mai, comme le président de tous les Salvadoriens. Il a lancé un appel à tous les partis en faveur du pluralisme. Il a demandé à l'ARENA (extrême droite) de faire preuve de responsabilité et de collaborer à la construction de la démocratie.

Le major d'Aubuisson, leader de l'ARENA, n'admet pas de défaite que du bout des lèvres: il demande à participer au prochain gouvernement. Quelques choses qui ressemblent à un débat démocratique moderne s'esquissent au Salvador, déchiré par la guerre et la violence depuis quatre ans, mais dont le peuple a de nouveau manifesté, le 6 mai, un remarquable sens civique.

Bien des obstacles restent pourtant à surmonter sur ce long chemin de la paix et de la réconciliation nationale.

Le leader de la démocratie chrétienne n'a pas obtenu le pourcentage de voix qu'il espérait. Sa marge est raisonnable, mais un peu faible dans le contexte salvadorien. M. Duarte a justement fait valoir, lundi, qu'une seule voix de plus que l'adversaire suffit pour se prévaloir de la majorité. Mais son pays, fragile et blessé, n'est pas encore une démocratie à l'europpéenne. D'autant plus que le prochain président - il doit prendre ses fonctions le 1^{er} juin - devra naviguer au plus près et louveryer entre des groupes de pression violents et contradictoires.

La démocratie chrétienne salvadorienne est un parti populaire, c'est évident. Mais il a été durement frappé et il manque de cadres. Les comités populaires attendent de M. Duarte qu'il remplisse sa promesse de faire un « gouvernement pour le peuple ». Qu'il lutte contre le chômage (le taux moyen est de 35 %), qu'il poursuive et reprenne une réforme agraire très discutée, qu'il s'intéresse au sort des plus humbles. M. Napoleon Duarte a été notamment soutenu par M. Camacho, le leader des associations de coopératives agricoles (ACOPRA). Les organisations syndicales, qui ont acquis un retour notable, malgré la violence et les menaces de mort, n'ont certainement pas l'intention d'être complaisantes avec le nouvel élu.

M. Duarte est habile et pragmatique. Mais il aura du mal à répondre aux requêtes de la population sans

trop heurter les milieux d'affaires, les commerçants et une petite bourgeoisie effrayée par les réformes de la démocratie chrétienne, en qui elle voit le cheval de Troie du communisme. M. Napoleon Duarte a aussi fait appel lundi au secteur privé, puissant et entreprenant dans ce petit pays sursaturé et combattu. Mais il y a une frontière - particulièrement dans la réforme agraire - au-delà de laquelle le nouvel élu risque de déclencher des vagues de violence. Il le sait et son souci majeur, à court terme, est de rétablir ce qu'il appelle les « bases de la sécurité pour tous ».

L'impartialité de l'armée

L'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) est, elle, un parti neuf dont les progrès sont spectaculaires. Son leader charismatique, le major d'Aubuisson, un officier de réserve, est un violent peu enclin à la conciliation. Mais il a beaucoup appris en quelques semaines. Son entourage l'a bien conseillé et il a fait une bonne campagne. Dimanche, il a pris une initiative de politicien professionnel: il a visité en hélicoptère la plupart des capitales départementales. Le forçage de dernière minute de ses partisans, dans la capitale et en province, leur savoir-faire et leur dévouement à la cause expliquent en partie la remontée de l'ARENA par rapport aux sondages des derniers jours.

La clientèle de ce parti est hétérogène: milieux d'affaires, bourgeoisie, moyenne et petite, grands propriétaires terriens - mais aussi un secteur de sous-prolétaires et beaucoup de petits paysans sans terre. M. Duarte triomphe dans la capitale et dans les centres urbains en général. Mais l'ARENA l'emporte dans beaucoup de zones rurales et dans les régions les plus touchées par la guérilla: Chalatenango, Cuscatlan, Cabanas, Morazan, Usulután. Partout, au fil de la guérilla est présente, l'ARENA apparaît comme un rattrapage. Le parti de d'Aubuisson gagne même à San-Vicente et à San-Miguel (dans cette dernière ville, la troisième du pays, les actions armées lancées dimanche par l'ERP (armée révolutionnaire du peuple, de Joaquin Villalobos) ont favorisé l'ARENA.

Il y a sans aucun doute dans l'ARENA des tendances faaci-

santes; mais il n'y a pas que cela. Ultrarationaliste, anticommuniste, l'ARENA n'est pas seulement, depuis le 6 mai, un parti d'extrême droite. C'est une formation puissante qui peut jouer un rôle politique important si elle ne se contente pas de réclamer l'impartialité. Ses chefs - en particulier les colonels qui commandent les unités en opération - ne tarissent pas d'éloges sur la façon dont le « peuple s'est comporté pendant les élections ». C'est une armée qui manque manifestement de moyens (ses bataillons d'intervention rapide n'ont pas assez d'hélicoptères et se déplacent en camion); mais elle a progressé. Toutes les troupes ne sont pas de même qualité. Une visite de différentes casernes est, de ce point de vue, très instructive. La discipline, les méthodes de combat laissent parfois à désirer. Mais c'est une armée qui a aussi maintenant des officiers de premier ordre (le lieutenant-colonel Monterrosa, commandant de la troisième brigade de San-Miguel est de ceux-là; mais il n'est pas le seul) qui donnent l'exemple.

« Non aux troupes étrangères »

L'armée dispose de bataillons d'élite, formés en partie dans la zone du canal de Panama, et, depuis 1983, au centre d'entraînement de Puerto-Castilla, au Honduras. Certains des meilleurs officiers supérieurs salvadoriens ont également suivi des cours aux Etats-Unis et à Taiwan, à l'école Ft. Benning. Les hommes et les officiers des bataillons d'élite sont capables d'affronter la guérilla, de jour comme de nuit, et de rester en opération pendant des semaines. Ceux du bataillon Arce, basé à San-Miguel, sont rentrés vendredi après dix jours et dix nuits de marche dans le Morazan, pour repartir deux heures plus

tard pour les villages isolés au nord de l'Union.

L'armée, dans sa majorité, accepte Napoleon Duarte et entend respecter la légalité et la « volonté du peuple ». Certains colonels sympathisent avec la démocratie chrétienne; d'autres se méfient de son programme de réformes. Presque tous souhaitent que le pouvoir civil ne s'immisce pas dans les affaires militaires, en tout cas pas dans les promotions. Or, aux termes de la Constitution, M. Duarte devient le commandant en chef des forces armées. C'est là une situation délicate.

Autre problème épineux: l'armée accepte M. Napoleon Duarte car il est la garantie du maintien - et de l'accroissement - de l'aide militaire américaine. Il y a donc là un test qui sera rapidement passé par le nouvel élu. M. Duarte va entreprendre rapidement un voyage à Washington. Qu'en résultera-t-il? Les bases de la démocratie chrétienne sont manifestement contre une présence militaire américaine excessive. « Non aux troupes étrangères », a dit lundi Napoleon Duarte; « qu'elles soient américaines, nicaraguayennes ou cubaines ». Il a dit non aussi aux troupes étrangères dans la région. C'est une affirmation qui peut être l'amorce d'un conflit avec les chefs de l'armée.

Reste la guérilla. Elle demeure puissante, bien organisée (sur le modèle pyramidal d'une armée). Elle a, elle aussi, ses unités d'élite comme le bataillon Braz (bataillon révolutionnaire Arce Zabra) envoyé la semaine dernière dans la région d'Ilo-Ilo, dans le Cabanas, et qui occupe encore Tejuapetén. Mais son comportement depuis la mi-mars est un peu cahotique. Elle agit en ordre dispersé et sa radio (Venceremos) présente des actions de desperados - comme celles de San-Miguel, dimanche - comme de « grandes victoires ». Mais elle conserve une capacité opérationnelle solide et peut à tout moment frapper un coup vraiment spectaculaire et efficace. Elle veut le « partage du pouvoir » - une revendication évidemment irréaliste. M. Duarte lui offre de s'intégrer au jeu politique légal. Il y a encore un abîme entre les deux positions. Ce n'est pas le moindre défi que doit affronter le nouvel élu.

MARCEL NIEDERGANG.

Un succès majeur pour M. Reagan

De notre correspondant

Washington. - La victoire de M. Duarte représente un succès majeur pour M. Reagan. Vivement espérée à Washington, elle va permettre au président américain de défendre de façon plus convaincante qu'auparavant sa politique centriste; d'autres se méfient de son programme de réformes. Presque tous souhaitent que le pouvoir civil ne s'immisce pas dans les affaires militaires, en tout cas pas dans les promotions. Or, aux termes de la Constitution, M. Duarte devient le commandant en chef des forces armées. C'est là une situation délicate.

Les bonnes conditions dans lesquelles s'est déroulé le scrutin, le fait surtout que ce soit à un partisan de la démocratie qu'il ait permis de l'emporter, viennent donner une justification morale à l'aide militaire que les Etats-Unis apportent au Salvador. « Le plus satisfaisant, a aussitôt déclaré, lundi 7 mai, M. Reagan, est qu'il y ait eu des élections réussies, et cela a prouvé à nouveau que des progrès vers la démocratie avaient été faits (dans ce pays) ».

Le Washington Post, qui ne ménage habituellement pas ses critiques contre l'engagement en Amérique centrale, se montre ce mardi matin presque plus enthousiaste encore en ne tarissant pas d'éloges sur le « courage », « l'intégrité », la « volonté de « réforme sociale », de « réconciliation » nationale et de respect des droits de l'homme de M. Duarte, qu'il faut maintenant aider, estime le quotidien libéral, à résister à la guérilla, à contrôler les militaires et à ouvrir le dialogue. Le principal candidat à l'investiture démocrate, M. Mondale, a abondé dans le même sens en se déclarant « heureux » de la victoire de M. Duarte et en laissant entendre qu'il serait maintenant favorable à l'octroi de crédits supplémentaires au Salvador.

Continuer l'aide aux « contras »

M. Reagan a donc maintenant de bonnes chances d'obtenir de la Chambre des représentants, à majorité démocrate, qu'elle débloque, si ce n'est les 93 millions de dollars d'aide d'urgence qu'il réclame pour l'armée salvadorienne, à tout le moins les 62 millions que le Sénat, à majorité républicaine, a déjà votés le 5 mai.

Compte tenu de la tempête qu'avaient suscitée au Congrès, juste après le vote du Sénat, les révélations sur le rôle de la CIA dans le minage des ports nicaraguayens, ce

serait déjà là une belle réussite pour M. Reagan. Il compte d'ailleurs, en appelant mercredi soir, dans un discours télévisé, les parlementaires à ne plus marchander les crédits pour l'Amérique centrale, s'engager personnellement dans cette bataille et tenter ainsi devant le pays, à six mois des élections présidentielles, une démonstration d'autorité politique sur un terrain considéré comme dangereux pour lui.

Conforter

la politique centre-américaine

L'avantage que représente l'élection de M. Duarte pour le président et le candidat Reagan ne se limite pourtant pas à cela. En refusant par deux fois, ces derniers mois, un visa d'entrée aux Etats-Unis à M. d'Aubuisson, en dénonçant officiellement aussi ses liens avec les « escadrons de la mort », le gouvernement de M. Reagan a largement contribué à la défaite du candidat de l'extrême droite salvadorienne. Les dirigeants américains se sont ainsi acquis l'avantage de pouvoir dire que ce n'est pas le renforcement des dictatures sanguinaires, mais le développement d'évolutions démocratiques qu'ils défendent en Amérique centrale face aux mouvements de guérilla et aux menaces pesant sur les intérêts géopolitiques des Etats-Unis.

Cet argument, que M. Reagan ne manquera sans doute pas de développer mercredi soir, sera fort utile pour justifier la poursuite de l'aide plus du tout secrète apportée aux mouvements de guérilla antisandnistes et essayer d'obtenir de la Chambre des représentants qu'elle vote - comme l'a déjà fait le Sénat - les 21 millions d'aide supplémentaire que l'administration voudrait leur octroyer.

Il est déjà prévu que M. Duarte vienne aux Etats-Unis d'ici à la fin du mois, donc avant même d'être officiellement investi. C'est pour son seul pays, et certainement pas pour la politique nicaraguayenne de M. Reagan, qu'il plaidera devant la presse et le Congrès américains; mais sa seule présence à Washington ne pourra que conforter l'ensemble de la politique centre-américaine du président.

BERNARD GUETTA.

Une longue patience récompensée

M. Napoleon Duarte, aussi loquax qu'on remonte dans la partie comice de sa vie, a soudain été président de son pays. C'est aujourd'hui un rêve réalisé. Fondateur, en 1960, avec un minuscule groupe de représentants de la petite bourgeoisie salvadorienne, du Parti démocrate chrétien, il en est rapidement devenu le leader incontesté.

Né en 1926, cet ingénieur est un redoutable orateur, et un « animal politique » - n'a jamais perdu l'espoir d'accomplir ses hautes ambitions, même durant les années les plus difficiles de son existence, où il vivait en exil à Caracas après les événements confus de 1972. Il avait alors échoué à faire reconnaître, même au prix d'un début de soulèvement militaire, sa victoire à l'élection présidentielle. Arrêté, torturé par les militaires, il dut s'écarter pour sept ans de cette ville de San-Salvador, dont il avait été maire dans les années 60, et où il est visiblement « chez lui ».

La démocratie chrétienne internationale (et d'abord celle du Venezuela) n'abandonne jamais cet homme dont il était évident, qu'il avait « de l'avenir ». Plus petit, râblé, fort noir, José Napoleon Duarte rayonna de conviction tout en sachant habilement concéder ce qu'il faut à l'interlocuteur pour ne point paraître secouer.

Revenu au Salvador presque aussitôt après le coup d'Etat des jeunes officiers qui avaient renversé le général Romero, incapable et corrompu, le 15 octobre 1979, il devint après l'éclatement du gouvernement d'unité nationale, président de la junte de gouvernement qui se constituait alors. On ne sait trop si l'éclatement fut, à la fin de 1980, du colonel Mejano, représentant le secteur progressiste des forces armées, a précipité M. Duarte, comme on le laisse croire. Cet événement le laissa, certes, en tête

à tête avec les militaires les plus réactionnaires, mais il écarta aussi un homme dont le « profil » aurait pu fournir une solution de rechange à la sienne - solution qui aurait, elle, sans doute eu l'aval des milieux de gauche, et peut-être de la guérilla...

M. Duarte dut, comme chef de la junte, endosser les crimes qui se perpétrèrent alors au Salvador: non seulement ceux des Escadrons de la mort d'extrême droite - ce qui s'appliquait, certes, aussi de leurs liens étroits avec certains forces de l'ordre, mais aussi, ce qui était plus paradoxal, ceux - infirmité moins nombreux, il est vrai - commis par l'extrême gauche. De fait, ce fut l'une des périodes les plus sanglantes de l'histoire d'un pays qui, pourtant, n'en a pas manqué. Le leader de la DC s'est défendu en faisant observer qu'il se devait de préserver l'avenir et que, pour le présent, ses sympathisants n'étaient pas épargnés par la violence des deux bords, ce qui était parfaitement exact.

Lors des élections à l'assemblée constituante, en 1982, son parti, quoique arrivé en tête, n'en dut pas moins céder la place à la coalition de la droite et de l'extrême droite. On évita certes de passer à la présidence le major d'Aubuisson qualifié de « tueur psychopathe » par l'ancien ambassadeur américain à San-Salvador, M. White, pour son rôle présumé dans l'action des Escadrons de la mort et l'assassinat de Mgr Romero, en mars 1980. Mais M. Duarte n'en dut pas moins rentrer dans le rang, tout en pratiquant une opposition « constructive » au sein de l'assemblée constituante.

Sa longue patience, son intelligence politique, sa rouerie aussi, trouvent aujourd'hui leur récompense. Mais M. d'Aubuisson saura-t-il, à son tour, pratiquer l'opposition constructive? J.-P. C.

(Suite de la première page.)

Les guérilleros qui sont dans la montagne aussi sont habitués par la haine. C'est très grave, cette montée de la haine. C'est ce qu'il y a de plus grave en ce moment dans ce pays.

- Voulez-vous lancer un appel aux insurgés?

- Il faut bien réfléchir. Si vous parlez de négociation sur la base des vingt et un points du Front Farabundo Martí (2), je dis catégoriquement: non. Il n'est pas question de négocier. Pas question de partager le pouvoir. Mais si vous songez à la recherche de possibilités permettant à la guérilla d'abandonner les armes et de se joindre à la lutte politique légale, je dis oui. Mais attention: il faut d'abord bien assurer ce que j'appelle les bases de la sécurité générale. Cela prend du temps. Et il faudra convaincre beaucoup de monde à l'idée de cette recherche de solution. C'est un grand défi.

- Est-ce que vous avez été aidés par les Etats-Unis?

- Absolument pas. J'ai même entendu dire avant le premier tour que les Américains préféraient Che-Chi Guerrero (3).

quarante mille morts

- Mais les Etats-Unis ont refusé un visa d'entrée à d'Aubuisson?

- Oui, mais c'était bien avant les élections. Moi aussi, on m'a refusé des visas, particulièrement en France. Cela dit, cette affaire de visa a peut-être joué un rôle. En tout cas, l'ARENA l'a exploitée de manière nationaliste, comme un affront au nationalisme salvadorien. Ils l'ont présenté comme une victoire. Il ne faut pas en tirer des conclusions générales. Ce qui est vrai, c'est que l'étranger intervient dans nos affaires. François Mitterrand aussi est intervenu dans les affaires du Salvador (4).

- Que pensez-vous de la mise en garde des militaires contre toute modification structurelle des forces armées?

« Ecraser la violence... »

- Je réponds que l'armée n'est pas un Etat dans l'Etat. La Constitution définit parfaitement le rôle de chacun et celui des forces armées. Un civil qui devient président de la nation devient, ipso facto, le chef suprême des forces armées. Il devient un militaire à son tour. En 1981, la situation était différente. Je n'étais que le chef de la junte de gouvernement.

- Est-ce que quatre ans de guerre ont changé le Salvador?

- Certainement. Le plus grave, ce sont nos victimes. Les quarante mille morts. Un désastre. Et aussi la dynamique de la haine et de la violence. Il est encore plus difficile de revenir en arrière avec un tel bilan. Je le dirais aussi que le peuple a acquis une plus grande conscience politique.

- Qu'est-ce que vous entendez par « communitarisme »?

- Ça vient du terme « communauté ». L'idée est d'instaurer des relations qui ne soient pas seulement de voisinage entre les hommes, mais des relations comme celles qui existent dans une même famille.

- Il peut y avoir confusion entre communitarisme et communisme?

- C'est l'ARENA qui s'est emparée de cette querelle sémantique pour faire campagne contre nous. D'après les sondages sérieux, 2% seulement se sont laissés abuser.

(2) Le Front Farabundo Martí de libération nationale, ou FMLN, regroupe les cinq organisations de guérilla salvadoriennes.
(3) M. Francisco Guerrero était le leader du Parti de conciliation nationale (PCN, une formation de droite créée par le précédent régime militaire) lors du premier tour de l'élection présidentielle, le 25 mars.
(4) Allusion à la déclaration franco-mexicaine du 28 août 1981 reconnaissant au Front Farabundo Martí et au Front démocratique révolutionnaire (FDR) la qualité de « forces politiques représentatives » des Salvadoriens.

- Qu'est-ce que vous attendez de l'Europe?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Qu'est-ce que vous attendez de l'Europe?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la

AMÉRIQUES

Le nouveau président M. Febres Cordero entend mener une politique économique libérale

D'un tour à l'autre de l'élection présidentielle, la victoire a soudainement changé de camp en Equateur. Le 29 janvier, le candidat de la gauche modérée, M. Rodrigo Borge, avait déjoué les sondages en devenant d'un coup le principal adversaire conservateur, le dimanche 6 mai, c'est ce même prétendant de la droite, M. Leon Febres Cordero, qui, à son tour, crée la surprise en remportant le deuxième tour décisif.

Une fois de plus, le réflexe régionaliste aura pris le pas, en Equateur, sur les considérations purement politiques. Le duel entre la gauche et la droite se double en effet d'une traditionnelle rivalité entre la sierra (la montagne) et la côte. Au bout de comptes, c'est Guayaquil, principale ville du pays et grand port sur le Pacifique, qui fait la différence. Identifié à tort ou à raison aux intérêts de Quito, la capitale et sa ville d'origine, M. Borge a eu beau bénéficier du désistement de trois candidats du centre et de gauche, éliminés au premier tour, il n'est pas parvenu à vaincre les réserves des gens de Guayaquil et de sa puissante communauté d'affaires.

Bareau du populisme qui a nagé fortement marqué la vie politique équatorienne, Guayaquil a toujours été une ville impénétrable. « Que voulez-vous, nous disaient récemment M. Borge, Guayaquil change selon l'humeur du moment. » Avec les transformations apportées par le boom pétrolier des années 70, le port du Pacifique et son secteur d'exportation avaient quelque peu pâli du renforcement de l'administration publique et du nouvel essor industriel de Quito. Depuis l'indépendance, le cacao, le café puis la banane avaient, tour à tour, assuré la prééminence économique du Guayaquil. Mais, avec l'apparition de l'or noir, une partie de ce pouvoir avait commencé à lui échapper.

Lé de près au groupe Noboa, l'un des principaux sacrifiés d'impair-export de Guayaquil, M. Febres Cordero s'est affirmé comme la porte-parole, à la fois, des milieux d'affaires traditionnels et de sa ville. Né en 1931, le futur président a bâti toute sa carrière, d'abord professionnelle, puis politique, sur la côte. Après avoir achevé ses études d'ingénieur aux Etats-Unis, il est entré au service de plusieurs grandes entreprises de sa ville natale. Depuis 1965, il était directeur de la chambre d'industrie de Guayaquil, et il a également présidé la chambre des industriels latino-américains. Membre de l'Assemblée constituante de 1966, il a ensuite été sénateur jusqu'en 1970.

Après l'éloignement des militaires en 1979, M. Febres Cordero est élu député du petit Parti social-chrétien. Au Parlement, il se montre l'un des

Equateur

adversaires les plus acharnés et les plus remuants de la politique timide-ment réformiste des présidents Roldos, puis Osvaldo Hurtado. Avec les encouragements des milieux d'affaires et l'ancienne oligarchie, qui se sentent menacés dans leurs intérêts, il deviendra tout naturellement le candidat du Front de reconstruction nationale. Dès le premier tour, il avait rallié autour de lui les principales formations de droite, des conservateurs aux libéraux, en passant par les fidèles de l'ancien président populiste Velasco Ibarra.

Aurélios de sa crinière blanche, le regard niaiseta derrière la fines lunettes, le sourcil bruisseuseux et la moustache polve et sal, M. Febres Cordero n'a pas lésiné sur les moyens pour se donner une image de meneur d'hommes. Tantôt à cheval jouant les cow-boys, tantôt sous l'apparence plus rassurante d'un père tranquille, il a inlassablement parcouru le pays. Partout, il a répété qu'il était possible de sortir l'Equateur de la grave crise économique et sociale qu'il traverse. Soigneusement orchestrée par un bureau de relations publiques colombien, sa campagne aura sans doute été l'une des plus coûteuses de l'histoire électorale du pays.

« L'ordre et la morale »

Plutôt que de s'étendre sur son programme, M. Febres Cordero a préféré s'en tenir à des généralités aux relents populistes. « L'Equateur est mon parti », ou encore : « L'ordre et la morale seront notre bannière. » Afin d'encourager l'honnêteté, il s'est engagé à combattre la corruption et la spéculation. Sous le slogan « Pain, toit et emploi », il a promis, pélo-méto, d'anrayer la hausse des prix, de fournir un logement à tous et de donner du travail aux chômeurs. Sa recette est d'en revenir aux règles classiques du libéralisme, en limitant au minimum les interventions de l'Etat. Pour relancer la production, il propose de redonner confiance aux investisseurs et d'ouvrir les portes du pays au capital étranger. Pour restreindre les dépenses publiques, il entend aussi mettre un terme « au paternalisme de l'Etat » et limiter la bureaucratie.

Ces ramades néolibérales ont donneront-ils de meilleurs résultats en Equateur que dans d'autres pays de la région ? En tout cas, avec une majorité parlementaire hostile et une affarvescence sociale latente, M. Febres Cordero aura fort à faire pour naviguer entre les écueils en prenant, le 10 août, la succession du président sortant, la démocrate-chrétien, M. Osvaldo Hurtado.

JEAN-CLAUDE BUIRER.

Panama

GOUVERNEMENT ET OPPOSITION REVENDIQUENT LA VICTOIRE AUX ÉLECTIONS Des affrontements ont fait quatre morts

De notre envoyée spéciale

Panama. — Sans attendre la publication des résultats officiels, gouvernement et opposition ont revendiqué, lundi, la victoire aux élections générales du dimanche 6 mai. L'Union nationale démocratique (UNADE), coalition des six partis au pouvoir, dirigée par M. Nicolas Ardito Barletta, et l'Alliance d'opposition (ADO) de M. Arnulfo Arias avaient l'une et l'autre organisé des « caravanes de la victoire » qui ont défilé toute la journée de lundi dans les rues de Panama, brandissant leurs emblèmes respectifs et rivalisant dans un vacarme de pétards, d'avertisseurs et de roulements de tambours. Cette effervescence a dégénéré, et de violents incidents se sont produits dans la soirée aux abords du Parlement, où siège le tribunal chargé du dépouillement des votes. Dans la soirée, les forces armées annociaient que quatre personnes avaient été tuées par des francs-tireurs et trente autres blessées au cours des affrontements.

Les élections s'étaient pourtant déroulées dans un climat très serein. Les observateurs internationaux dépêchés dans tout le pays s'étaient accordés à juger cette consultation exemplaire, même dans les provinces de Chiriqui et de Colon, où le duel promettait d'être particulièrement dur. Le dépouillement, en revanche, a donné lieu à tant de conflits que trente-six heures après la clôture du scrutin aucun résultat partiel n'avait encore été annoncé.

Le président du tribunal s'est plaint de cette lenteur : « Nous travaillons dans un tel climat de méfiance que je ne demande vraiment quand nous pourrions donner des résultats définitifs, d'autant plus de graves erreurs mathématiques ont été faites dans certains bureaux de vote. Nous devons donc reprendre à zéro le dépouillement de chacune des urnes. » Selon l'ADO, les autorités sont responsables de tous les contretemps : « Cette lenteur est orchestrée par le camp gouvernemental pour gagner du temps afin d'organiser une fraude monumentale. Nous sommes dans l'opposition, et donc nous n'avons pas la possibilité de falsifier les résultats. »

La coalition de droite que préside M. Arias avait appelé lundi ses partisans à « défendre leur vote dans la rue, pour obliger le gouvernement à reconnaître sa défaite ». Elle affirmait avoir remporté les élections avec 45 000 voix d'avance. Face aux menaces de l'opposition, M. Barletta, de l'UNADE, exhortait la population à la sérénité en attendant le verdict du tribunal. Il affirmait avoir remporté les élections avec un

avantage de 10 000 voix sur son rival et avait même sa déception en reconnaissant qu'il avait espéré un meilleur score.

Le général Manuel Antonio Noriega, commandant en chef des forces armées (autrefois garde nationale), a estimé pour sa part que les menaces proférées par l'Alliance d'opposition témoignaient de son « désespoir » devant l'échec. Les forces armées, a-t-il souligné dans un message à la nation, respectent le verdict des urnes ; elles « sont une institution du peuple... qui se porte garante de la liberté des citoyens ».

NICOLE BONNET.

République Dominicaine

UNE CENTAINE DE DIRIGEANTS POLITIQUES ET SYNDICAUX AURAIENT ÉTÉ ARRÊTÉS

Saint-Domingue (AFP). — Une centaine de dirigeants politiques, syndicaux et paysans, ont été arrêtés au cours des dernières vingt-quatre heures dans plusieurs villes de la République Dominicaine, a-t-on appris, le lundi 7 mai, de plusieurs sources syndicales et politiques concordantes.

Ces arrestations, non confirmées officiellement, auraient été menées par des membres des services de renseignements dominicains, dans la capitale et dans les villes de Higüey, Santiago, Bonao et Barahona.

Il s'agit sans doute d'une opération préventive, face à la possibilité de nouvelles manifestations contre le coût de la vie et les exigences du Fonds monétaire international les jours prochains.

Le Sénat a approuvé, le 5 mai, un projet de loi faisant passer de l'équivalent de 1 000 francs à 1 500 francs par mois le salaire minimum. Mais cette augmentation a été jugée insuffisante par les syndicats.

Parmi les personnes arrêtées, figurent, selon les mêmes sources, le secrétaire général du Parti de libération dominicaine (PLD, gauche néo-socialiste), M. Lido Cadet, arrêté à Higüey, 50 kilomètres à l'est de Saint-Domingue, ainsi que le dirigeant du Front de la gauche dominicaine (FID, proche du Parti communiste), M. Rafael Taveras, arrêté dans la capitale, et le député, M. Luis Dominguez, arrêté à Santiago, seconde ville du pays.

A la fin d'avril, de violentes manifestations contre la hausse des produits de base et les exigences du FMI avaient fait quarante-cinq morts, selon un bilan officiel, et deux cents morts selon le comité dominicain des droits de l'homme.

DIPLOMATIE

LES RELATIONS EST-OUEST

Le pacte de Varsovie demande des « consultations multilatérales » sur un pacte de non-recours à la force

Au moment où le pacte de Varsovie renouvelle sa proposition de pacte sur le non-recours à la force, la conférence sur le désarmement en Europe, ouverte en janvier à Stockholm, et suspendue le 16 mars pour les fêtes de Pâques, a commencé, ce mardi 8 mai, sa seconde session. Cependant, rien n'indique que les travaux sortiront bientôt du stade exploratoire où ils sont restés confinés jusqu'à présent. L'URSS, qui n'a présenté aucun document de travail, a réaffirmé dimanche, par un communiqué de l'agence Tass, que Washington « refuse toujours d'adopter une position constructive » et reproche au projet d'accord déposé par les Occidentaux d'être « dicté par les intérêts des services spéciaux américains, dont le but est de découvrir la structure et les activités des forces armées des pays socialistes ».

Cependant, M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, a déclaré, à l'issue d'une entrevue avec M. Reagan à la Maison Blanche, que le gouvernement américain est prêt à « extraire, dès maintenant, des discussions avec l'URSS sur la question des armements dans l'espace ». Le chef de la diplomatie de Bonn avait insisté sur ce sens, faisant valoir que les armements spatiaux « affectent des intérêts vitaux de sécurité en Europe ». Un porte-parole de la Maison Blanche a confirmé que Washington est prêt à en discuter, mais le président n'a évoqué, selon lui, « aucune nouvelle initiative » au cours de son entretien avec M. Genscher. — (AFP, Tass.)

De notre correspondant

Moscou. — Dans un texte remis lundi 7 mai aux ambassadeurs occidentaux à Budapest, les Etats membres du pacte de Varsovie proposent aux pays de l'OTAN « de prendre sur une base de réciprocité, et sous forme de traité, l'engagement de ne pas recourir en premier, les uns contre les autres, ni aux armes nucléaires ni aux armes conventionnelles, et par conséquent de ne pas recourir en premier, les uns contre les autres, à la force militaire. Cet engagement concernerait le territoire de tous les Etats signataires du traité, ainsi que leurs personnels civils et militaires, les vaisseaux maritimes, aériens et spatiaux, ainsi que les autres engins qui leur appartiennent, où qu'ils se trouvent ».

Le projet avait été présenté pour la première fois le 5 janvier 1983, à Prague, lors d'une réunion au sommet des pays du pacte de Varsovie. La formulation est plus précise cette fois-ci, puisque le texte publié lundi, prenant en compte d'hypothétiques progrès dans les conversations bilatérales qui ont eu lieu depuis quinze mois sur la proposition soviétique, appelle à des « consultations sur une base multilatérale ». Les Soviétiques estiment donc que la période d'approche pays par pays est terminée, et que les deux alliances militaires en tant que telle, peuvent s'asseoir autour d'une table de conférence.

Cette opinion est loin d'être partagée par la plupart des Etats occidentaux, qui ont accueilli fraîchement le document qui a été remis lundi à Budapest, au ministère hongrois des affaires étrangères. Dans les milieux diplomatiques à Moscou, les commentaires insistent sur le désir soviétique de fournir un matériel de propagande renouvelé aux mouvements pacifistes d'Europe de l'Ouest, alors que ceux-ci cherchent un second souffle.

Le document, rendu public lundi, n'est pas pour autant un outil de pro-

pagande idéal. Le goût marqué des Soviétiques pour les formules juridiques redondantes ne favorise ni la clarté ni la concision. Il s'agit toujours de prouver que l'URSS a, de toute éternité et quelque sorte, avancé la meilleure proposition qui soit en matière de réduction des risques de guerre. Ces a priori se sont compatibles avec le désir de présenter chaque démarche comme une « nouveauté », ou un « pas en avant ». On notera cependant la souplesse de la formulation concernant le terme de « consultations multilatérales » souhaitées. « Pour ce qui est des modalités de celles-ci, y compris le lieu où elles se tiendront, les Etats signataires du traité de Varsovie sont d'avis qu'on pourrait s'entendre sans difficulté particulière », peut-on lire dans le document.

Il est enfin indiqué que ces « consultations multilatérales » ne devraient pas porter ombrage à la conférence de Stockholm sur le désarmement en Europe. Les Etats membres du pacte de Varsovie se disent en effet « prêts à poursuivre les échanges d'opinions sur leur proposition d'accord de Stockholm, ainsi que sur une base bilatérale, avec tous les Etats intéressés ».

Bref, les pays de l'Est vont mettre à l'ouvrage l'accent, dans les semaines qui viennent, sur leur projet de traité de non-recours à la force, mais ils ne vont pas pour autant consacrer l'intégralité de leur activité diplomatique. La place accordée lundi soir à l'événement, lors du journal télévisé, était d'ailleurs modeste puisque celui-ci n'était traité qu'en troisième position, après le message adressé aux dirigeants de la RDA, à l'occasion du treizième anniversaire de la victoire sur le nazisme, et après la visite à Moscou du ministre hongrois de la défense.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Etats-Unis 180 millions de dollars d'indemnités pour les anciens combattants du Vietnam victimes de « l'agent orange »

New-York (AFP). — Un accord de principe portant sur l'indemnisation de quinze mille anciens combattants du Vietnam qui auraient été contaminés par « l'agent orange », un défoliant à base de dioxine utilisé massivement pendant la guerre par les Etats-Unis, a été conclu, lundi 7 mai, à New-York entre les plaignants et sept sociétés de produits chimiques américaines. Ce règlement à l'amiable est intervenu alors que le procès devait s'ouvrir lundi devant un tribunal fédéral du New-York après cinq ans de batailles juridiques.

Selon les avocats des deux parties, les compagnies chimiques ont accepté de verser 180 millions de dollars qui seront répartis entre les anciens combattants ayant réclamé des indemnités. Cependant, les compagnies chimiques n'ont pas reconnu leur responsabilité. Le juge chargé de l'affaire, M. Jack Weinstein, doit en-

core donner son accord à cet arrangement, qui, s'il est antérieur, mettra fin au procès avant même qu'il ait commencé.

Plusieurs vétérans de la guerre du Vietnam ont porté plainte au nom de quelque quinze mille anciens combattants américains, australiens et néozélandais, qui ont servi au Vietnam entre 1961 et 1972 ; cinquante mille autres anciens combattants affirment également avoir été exposés à l'« agent orange » et pourraient ultérieurement réclamer des indemnités.

Les anciens combattants affirment que, après avoir été exposés à des doses importantes de l'agent orange, ils ont souffert de cancers, de troubles nerveux, de maladies du foie et de la peau. Leurs épouses auraient fait des fausses couches et

certaines de leurs enfants seraient nés avec des malformations congénitales.

Les sept compagnies chimiques incriminées, dont les plus importantes sont Dow Chemical et Monsanto, ont toujours réitéré ces accusations. Elles soutiennent que les recherches scientifiques ont prouvé qu'une faible exposition à la dioxine est sans danger et que les anciens combattants n'ont pas été soumis à des doses suffisamment fortes au Vietnam pour en subir les effets.

Le procès aurait pu durer plusieurs mois tant le dossier est complexe. Le gouvernement américain est, lui aussi, poursuivi dans cette affaire : une loi interdit aux militaires de se retourner contre l'Etat, mais le juge avait décidé que cette loi ne s'entendait pas aux femmes et aux enfants des anciens combattants.

A TRAVERS LE MONDE

Gabon

ACHAT DE SIX MIRAGE-5 A FRANCE. — M. Charles Herno a annoncé, lundi 7 mai, devant le Congrès Paris à l'issue d'une visite de quarante-huit heures au Gabon, que la France avait vendu à Libreville six bombardiers de type Mirage-5. L'aviation militaire gabonaise disposait déjà de trois Mirage. Le ministre de la défense a évoqué la possibilité d'une médiation gabonaise au Tchad au cours d'une audience de deux heures que lui a accordée le président Bongo. — (AFP.)

République Sud-Africaine

QUINZE MORTS LORS D'UNE RIXE ENTRE ZOULOUS. — Un affrontement entre deux clans rivaux zoulous a fait quinze morts et de nombreux blessés au cours du week-end dans la province du Natal, a annoncé lundi 7 mai la police sud-africaine, qui a procédé à une centaine d'arrestations. L'incident est le dernier en date d'une série de véritables batailles rangées ayant fait près de cent morts entre impi (combattants) de différents clans zoulous.

RFA

RÉCLUSION A PERPÉTUITÉ POUR LE TERRORISTE PETER JURGEN BOOCK. — Peter Jürgen Boock, trente-deux ans, impliqué dans les assassinats du banquier Ponto, du chef du patronat Hans Martin Schleyer, du procureur fédéral Buback, et dans le détournement d'un Boeing de la Lufthansa en octobre 1977, a été condamné, au terme d'un procès de quinze mois, à trois fois la réclusion à perpétuité plus une peine supplémentaire de quinze ans de prison. — (AFP.)

Turquie

MANIFESTATIONS TURCS. — Quelque deux cents opposants turcs, qui avaient participé à trois marches pacifiques de Paris, Genève et Düsseldorf, ont manifesté, le 7 mai à Strasbourg, au siège du Conseil de l'Europe. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe devait voter, ce mardi 8 mai, en faveur de la réintégration des parlementaires turcs exclus de l'Assemblée après le coup d'Etat militaire de 1981. D'autres manifestations hostiles à cette réintégration ont été organisées par des Kurdes de Turquie lundi en Suisse. — (AFP.)

Nigeria

Le général Buhari a présenté un budget d'austérité

Lagos (Reuter). — Le général Buhari a présenté lundi 7 mai un budget d'austérité pour 1984, caractérisé par d'importantes coupes dans les dépenses gouvernementales et dans les crédits et par une hausse des taux d'intérêt. Dans un discours à la nation, le chef de l'Etat a indiqué que les dépenses publiques seraient cette année inférieures de 15 % à celles prévues par le budget de l'administration civile de l'ex-président Shehu Shagari, présenté

deux jours avant le coup d'Etat militaire de la Saint-Sylvestre. Le gouvernement continuera de freiner les importations, afin de réduire le déficit de la balance des paiements. Le général Buhari a également annoncé la suppression du dépôt obligatoire préalable à toute autorisation d'importation qui, estime-t-on dans les milieux bancaires, bloquait près de 2 milliards de naira (2,7 milliards de dollars) de la trésorerie des entreprises. Le chef de l'Etat a promis en outre des facilités de crédit pour les petits agriculteurs.

Le Nigeria devra trouver 2,5 milliards de naira (3,3 milliards de dollars) annuellement jusqu'en 1987 pour rembourser les intérêts et le principal d'une dette extérieure évaluée à 15 milliards de dollars. L'administration fera tout son possible pour maintenir la production pétrolière à 1,3 million de barils par jour, quota alloué par l'OPEP. L'or noir représente pour plus de 9 % des rentrées en devises de Lagos.

Les négociations engagées avec le Fonds monétaire international (FMI) pour l'octroi d'un prêt de 2 milliards de dollars se poursuivent. Ces pourparlers s'appuyent sur la rétrocession manifestée par Lagos à dévaluer le naira et à réduire ses subventions sur les carburants. Mais le budget présenté lundi apparaît de nature à satisfaire le FMI.

Cameroun

L'ÉTAT D'URGENCE A ÉTÉ DÉCRÉTÉ DANS LA RÉGION DE YAOUNDÉ

Yaoundé (AFP). — L'état d'urgence n'a été instauré pour six mois dans la capitale du Cameroun et dans le département du Mfoondi (région de Yaoundé) par un décret présidentiel publié dans le Journal officiel du mois de mai, qui vient de paraître.

L'instauration de l'état d'urgence, entré en vigueur « à compter de la date de signature du décret », le 18 avril dernier, soit deux jours après la tentative de putsch, n'avait jamais été annoncée publiquement jusqu'à présent.

En vertu de l'état d'urgence, les autorités civiles et militaires disposent de pouvoirs spéciaux importants mais rigoureusement définis.

L'article 8 de l'ordonnance fixe la compétence de la juridiction militaire. Selon cet article, celle-ci « est applicable selon les règles fixées par la loi ». Le tribunal militaire peut alors appliquer « la loi pénale et les règles de procédure spéciales à l'état d'urgence ». Ce pourrait être dans ce cadre juridique qu'un tribunal militaire a condamné à mort et fait exécuter mardi, à Mbalizyo (48 kilomètres au sud de la capitale), trente-cinq personnes accusées d'avoir participé au récent soulèvement d'éléments de la garde républicaine.

Le... POUR LES DROITS DE... (Large advertisement on the right side of the page)

EUROPE

Le socialisme grec à l'épreuve

II. - Les États-Unis, alliés nécessaires et maudits

De notre envoyée spéciale CLAIRE TRÉAN

Le parti de M. Papandréou, le PASOK, tiendra le 10 au 13 mai son premier congrès. Quelques semaines plus tard, les élections européennes seront l'occasion de mesurer la popularité du premier ministre, dont l'opposition affirme qu'elle s'est fortement érodée en deux ans et demi d'exercice du pouvoir.

Athènes - Quelques milliers de personnes manifestent, dans les rues d'Athènes fin mai, lors de la visite du secrétaire américain à la défense, M. Weinberger. La réception d'un tel hôte, dans la capitale aurait fait descendre dans la rue un demi-million de Grecs il y a quelques années, lorsque le parti socialiste (PASOK) était encore dans l'opposition. Les troupes, incontestablement, se lassent. Est-ce à dire qu'elles ont été désabusées par le double langage du premier ministre, M. Papandréou, virulent verbalement et assez conciliant en fait?

Lorsqu'il est arrivé au pouvoir en octobre 1981, M. Papandréou tenait un discours résolument émancipateur. « La Grèce aux Grecs », disait-il à un pays qui se souvenait encore de l'époque pas si lointaine où la « démocratie » répand à Athènes sous couvert d'une très formelle indépendance, et qui avait quelque raison - qu'il fût de gauche ou de droite - d'en vouloir particulièrement à l'« ami américain » à qui les Anglais avaient passé le flambeau en 1947.

Le soutien des États-Unis au régime des colonels, leur attitude dans l'affaire de Chypre, tout cela n'était pas si ancien et leur complaisance à l'égard de l'ennemi héréditaire - la Turquie - restait et reste encore tout à fait d'actualité.

Cette blessure dans la conscience grecque, M. Papandréou l'aipaisait beaucoup mieux qu'une droite qui en son temps avait profité du soutien des Américains. Son langage était radical et ce teintait des accents généraux du pacifisme ou du tiers-mondisme, de la solidarité avec tous les peuples qui entendent être maîtres de leur propre destin et le soutien au conflit entre les deux super-puissances. Si l'on ajoute que dans l'inconscient collectif des Grecs, la grande menace de l'est est, depuis des siècles... celle de la Turquie et aucune autre, on comprend le succès rencontré par le « nationalisme » de M. Papandréou.

Il est aussi loin qu'était allée la droite (la Grèce s'était retirée du commandement militaire de l'OTAN de 1974 à 1980), mais les bases militaires américaines, régies par un accord qui arrivait à échéance en juillet 1983, sont toujours là. Fait significatif du « style Papandréou » : le jour même où le premier ministre signait avec les Américains un accord prorogant de fait pour cinq ans leur présence militaire, son parti, le PASOK, avec les communistes, appelait les Athéniens à descendre dans la rue au cri de « US go home ». M. Papandréou, bien sûr, sut présenter l'accord comme une grande victoire grecque, insistant sur le fait qu'il pourra dans cinq ans être dénoncé par l'une des deux parties. Mais nul n'était dupe : rien d'essentiel - hormis certains avantages matériels obtenus des Américains - n'était changé sur le fond et personne - en dehors des communistes - n'y trouvait à redire.

L'erreur du capitaine

Si les Grecs ont besoin de régler leurs comptes sentimentalement, moralement, verbalement, ils savent très bien que M. Papandréou n'a pas les moyens de ses ancêtres et que toute politique d'émancipation et de non-alignement rencontre très vite ce butoir : un désengagement américain en Grèce se ferait au profit de la Turquie. Cette quadrature du cercle rend d'autant plus nécessaires les compensations symboliques, la fuite en avant rhétorique dans l'anti-américanisme et la dramatisation de tout incident ou pseudo-incident avec la Turquie. Ainsi en mars, lorsque des navires turcs en manœuvre en mer Egée, s'approchèrent un peu trop d'un contre-torpilleur grec, Athènes réagit au quart de tour : mise en alerte de toutes les forces, convocation d'un conseil de sécurité, rappel de l'ambassadeur à Ankara, virulentes attaques de M. Papandréou contre les Américains pour leur politique de soutien à l'agresseur. Dès le lendemain, tout était rentré dans l'ordre, et l'incident était clos : le gouvernement d'Athènes, officiellement, « acceptait les explications » de la Turquie, en réalité, il reconnaissait l'erreur du capitaine de vaisseau qui s'était cru agressé et qui s'était ailleurs tenu déçu.

C'est un peu selon les mêmes ressorts que fonctionnent les relations du gouvernement grec avec ses partenaires européens. Le PASOK avait fait campagne contre l'entrée de la Grèce dans le Marché commun, œuvre de M. Caramanlis, ancien chef du gouvernement devenu président de la République. Mais outre que la remise en cause de cette appartenance supposait une rupture majeure au niveau des institutions, il n'est pas dit que le gouvernement socialiste, en dépit de ses déclarations, « regrette » tellement l'adhésion à la CEE. Dans les discours officiels, les choses sont toujours présentées comme si la Grèce, en adhérant, avait fait un cadeau aux autres Européens, aux investisseurs, aux exportateurs étrangers. « Le bilan est pour nous

globalement négatif », dit M. Pengalos, secrétaire d'Etat aux affaires européennes. Or s'il est vrai que les courants d'échanges ont été profondément perturbés par l'entrée dans la CEE, il n'est pas moins certain que la Grèce a obtenu des conditions qui sembleraient d'un favoritisme exorbitant, n'était la petitesse du pays. Les revendications que le gouvernement d'Athènes avait présentées dans son mémorandum de 1982 faisaient valoir légitimement les structures particulières de l'économie grecque : elles ont été largement exaucées. Les aides et subventions ont été nombreuses, de même que les exceptions au bénéfice de la Grèce qu'il s'agisse des mesures transitoires concernant les réglementations douanières, du lait, ou du prélevement sur la TVA qui doit financer les ressources propres de la Communauté. Le gouvernement grec n'en continue pas moins à jouer les éternels insatisfaits à l'extérieur, tout en se flattant à l'intérieur des succès remportés.

Le front des pauvres

L'échec du sommet d'Athènes avait été ressenti comme une atteinte à l'orgueil national, ou du moins à celui de M. Papandréou (à qui personne pourtant ne reprochait rien en la circonstance) et avait déclenché une nouvelle vague d'attaques du premier ministre grec contre la CEE. A l'approche des élections européennes, M. Papandréou reprend un autre type de critiques : elles sont à vrai dire purement internes : il en prend au « directoire » de la CEE (France, Grande-Bretagne, RFA), « incapable de faire face à la crise internationale du capitalisme » ; il accuse ces pays de prendre « des mesures restrictives, réactionnaires et poussant à une compétition acharnée » au détriment des plus faibles. La CEE est présentée comme un « champ de bataille » où se livre le conflit Nord-Sud (le « Sud » comprenant la Grèce, l'Italie et l'Irlande), et l'on voit un PASOK qui avait fait campagne contre l'adhésion à la CEE prôner, au motif des risques de concurrence, l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté pour « élargir le front des pauvres ».

Mais si tout cela est mal vécu par les partenaires européens d'Athènes, rien n'a été aussi irritant que les positions « dissidentes » prises par M. Papandréou sur certains thèmes internationaux où l'avis de l'Europe n'a de poids que s'il est unanime. Qu'il se soit agi de la Pologne, de l'installation des missiles de l'OTAN ou de l'affaire du Boeing sud-coréen, la façon dont M. Papandréou a joué les mauvais garçons dans le cercle européen ne pouvait que satisfaire Moscou. « Nous avons été dans toutes ces affaires », dit l'un des conseillers du premier ministre, M. Nektarou, « les seuls vrais Européens, les autres se contentant d'un alignement pur et simple sur les positions américaines » ; et de reprendre l'argument bien connu de tous les partis communistes

d'Europe « contre tout ce qui risquerait d'aggraver la tension Est-Ouest ».

En fait, le prétendu « rapprochement » d'Athènes avec l'Union soviétique paraît être de même nature que le refroidissement des relations avec les États-Unis : plus verbal que concret. La coopération avec l'URSS, même après la visite à Athènes de M. Tikhonov, chef du gouvernement soviétique, reste assez limitée. La Grèce s'est fermée, après l'entrée dans le Marché commun, à certains produits traditionnellement importés des pays d'Europe de l'Est. Ces derniers constituent en revanche un débouché important pour des produits agricoles, notamment les agrumes. Le projet de coopération le plus ambitieux est la construction, avec l'aide de Moscou, d'une importante usine d'aluminium (de 450 millions de dollars), dont la production ira pour l'essentiel en URSS. Mais ce projet - qui s'est traduit par un accord récent - avait été conçu il y a plus de six ans, alors que la Nouvelle Démocratie était au pouvoir à Athènes. C'est elle d'ailleurs qui a renoué avec l'URSS en 1978, avec la visite à Moscou de M. Rallis et, l'année suivante, avec celle de M. Caramanlis.

Sur le plan diplomatique, les positions dites « prosoviétiques » de M. Papandréou semblent correspondre davantage au souci de se démarquer systématiquement des États-Unis plutôt qu'à une complaisance vis-à-vis du grand voisin du Nord. Le souci de ménager Moscou, s'il existait, n'a d'ailleurs pas été payé de retour : le président du Conseil soviétique s'était bien gardé, lors de sa visite à Athènes, de se prononcer clairement au sujet de la querelle gréco-turque dans la mer Egée. Sur-tout, le peu d'empressement mis par Athènes en novembre dernier à condamner la proclamation unilatérale d'indépendance de la « République » du nord de Chypre a été très mal vécu à Athènes.

Démobilisation

Les pays arabes ne se sont guère montrés plus empressés en cette occasion. La politique d'ouverture vers le monde arabe lancée à l'arrivée au pouvoir du PASOK, pour contrebalancer elle aussi des relations jugées étouffantes avec les États-Unis, n'a guère porté de fruits diplomatiques. Sur le plan économique, la Grèce a perdu ces dernières années, au profit de la Turquie, plusieurs marchés importants dans les pays musulmans. Du coup, la véhémence d'Athènes vis-à-vis d'Israël commence à faiblir.

La Grèce a donc fait, ces dernières années, l'expérience d'un non-alignement purement sentimental. Elle a appris que si elle n'a pas grand-chose à attendre de l'Occident dans le conflit qui l'oppose à la Turquie, elle n'a rien à espérer du tout d'autres régions du monde.

Il reste qu'on est frappé par l'absence totale d'inquiétude dans les milieux politiques (y compris ceux de droite) et à plus forte raison dans l'opinion à propos du voisinage avec le bloc de l'Est. Cette sérénité, alors que la Bulgarie, en certains points de sa frontière, n'est qu'à une trentaine de kilomètres de la mer Egée, est sans doute explicable par l'histoire : ce pays n'a jamais eu à souffrir de la Russie. En participant à certaines des manœuvres de l'OTAN, la Grèce se prépare ainsi contre une menace dont elle ne reconnaît pas officiellement l'existence.

Cette démobilisation morale, assez exceptionnelle en Europe occidentale, n'est pas l'œuvre du PASOK, même s'il y contribue. Du moins, peut-on penser que M. Papandréou canalise un anti-américanisme dont on ne sait trop comment il évoluerait sans lui et que, dans une certaine mesure, il le désamorce.

FIN

PROCHE-ORIENT

Egypte

Les extrémistes islamistes ont repris leurs attentats contre les coptes

Le Caire. - Moins de trois ans après le vaste coup de filet qui avait suivi l'assassinat du président Sadate, et de soixante-quatre policiers, en octobre 1981, les extrémistes islamistes sont repassés à l'action. Attentats, actes de vandalisme et incendies criminels ont été perpétrés, durant les fêtes de Pâques, dans la province de Fayoum (100 kilomètres à l'ouest du Caire), jusqu'à présent épargnée par le « virus de la sédition confessionnelle ».

En effet, une nouvelle organisation extrémiste islamiste, Al Taouqouf Wal Hégira (Repli et Méditation), a pris pour cible des personnalités et des commerçants coptes de la ville de Fayoum, ont révisé les services égyptiens de sécurité et des images religieuses chrétiennes, ainsi que trois véhicules dont deux appartenaient à des personnalités coptes.

On indique de même source que les membres de l'organisation ont ébauché un attentat contre un avocat copte, auquel ils avaient tendu une embuscade. Pour les membres de l'organisation, les chrétiens sont des « impies », et il est licite d'acquiescer de leurs biens ainsi que de ceux des musulmans renégats qui frayeraient avec eux. Selon le ministre de l'Intérieur, l'organisation a été fondée par Mohamed Abdel Baqi, un ancien frère musulman, en 1980, et cherche à provoquer des troubles confessionnels en s'attaquant aux chrétiens.

On note au Caire que la reprise des activités des extrémistes islamistes ne s'est pas limitée au Fayoum, mais a largement débordé la province natale de l'ancien président de l'Assemblée du peuple (Parlement), M. Soufi Abou Taleb, qui s'était fait le champion de l'application de la Charia (légalisation islamique).

Correspondance

avant d'être écarté à la demande du président Mubarak.

Depuis le vol, début avril, des pièces de conviction (armes) du procès du groupe Al Jihad, dont 302 membres sont accusés de la tuerie d'Assiout en 1981, les forces de l'ordre ont procédé à des coups de filet à l'échelle nationale dans les milieux islamistes. A la suite de cette discrète campagne, 52 personnes ont été inculpées d'appartenance à l'organisation extrémiste Al Taouqouf Wal Hégira (Anathème et Émigration), qui s'était notamment illustrée par l'enlèvement et l'assassinat, en juillet 1977, de l'ancien ministre des Wakfs (biens religieux de maintenance) le cheikh Al Dababi. Un grand nombre de membres de l'organisation avaient été arrêtés à l'époque et le fondement du mouvement, Choucri Moustafa, avait été pendu avec quatre autres « émir » en mars 1978. Selon le ministre de l'Intérieur, les parmi les 52 personnes récemment arrêtées figurent des anciens membres d'Al Taouqouf Wal Hégira relâchés après avoir accompli leur peine, ainsi que de nouveaux affiliés.

On apprend d'autre part de source proche du ministère de l'Intérieur que les forces de l'ordre prennent « très ou sérieusement » l'éventualité d'une recrudescence des activités des extrémistes islamistes en « cette période sensible précédant les élections législatives prévues pour le 27 mai ». On estime dans ces milieux que les extrémistes musulmans défilés devant le parquet et les tribunaux de la sécurité de l'Etat (près de 600) depuis l'assassinat du président Sadate en 1981 ne représentent que 25 % des membres de ces organisations. « Nous avons frappé les têtes mais nous gardons l'œil ouvert pour prévenir toute velléité de reprise des activités par les autres membres de moindre importance », ajoute-t-on.

Mais la lutte du gouvernement contre les islamistes n'a pas unique-

ment un aspect policier. Au niveau politique, le Parti national démocratique (PND au pouvoir) du président Mubarak a pris une certaine distance en ce qui concerne l'application de la Charia depuis que les Frères musulmans - avec qui le président Sadate s'était allié pour combattre la gauche - ont rejoint les rangs du Waqf. Pour le PND, « la législation islamique est déjà appliquée sauf en ce qui concerne certains détails du droit commercial et criminel (intérêts et établissements corporels) ». D'ailleurs, ajoutent-ils, la Charia sera appliquée à ces articles - dès que les commissions parlementaires ad hoc auront terminé leur étude approfondie de tous les aspects législatifs de ces questions ».

Enfin le gouvernement a battu l'appel des cheikhs « modérés » ou « loyalistes » pour condamner l'« extrémisme religieux » tant au cours des procès du vendredi que dans les médias. A la télévision, un programme hebdomadaire est consacré depuis deux ans aux joutes oratoires entre Ulémas et islamistes. Au cours de ces débats les télespectateurs égyptiens consternés ont entendu un « barbu » affirmer qu'il a reçu des révélations du prophète Mahomet malgré tous les démentis des savants théologiens de l'université El Azhar.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Soudan

PLUS DE MILLE PERSONNES ONT ÉTÉ ARRÊTÉES DEPUIS LA PROCLAMATION DE L'ÉTAT D'URGENCE

Khartoum (AFP, Reuter). - Plus de mille personnes ont été arrêtées depuis la proclamation de l'état d'urgence au Soudan la semaine dernière. Selon le quotidien Al Sahafa, les personnes emprisonnées, qualifiées par les autorités de « trafiquants », seront jugées par les tribunaux d'exception créés mercredi dernier et présidés par des magistrats civils aidés de deux officiers de l'armée ou de la police. Leur verdict sera exécuté immédiatement, sauf en cas de la peine capitale, qui doit être confirmée par le chef de l'Etat.

Une campagne similaire avait été menée il y a deux ans et demi et s'était traduite par l'expulsion de plusieurs milliers de personnes de la capitale soudanaise. D'autre part, le nombre de Soudanais qui traversent la frontière pour se réfugier en Éthiopie pour fuir la répression ne cesse de croître : 13 000 en janvier, 21 000 en février... Depuis le début de mai, ils arrivent au rythme quotidien de plusieurs centaines. De tous les témoignages recueillis par l'envoyé spécial de l'AFP dans un camp du haut-commissariat pour les réfugiés, à proximité de la frontière éthiopienne, il ressort qu'enlèvements, assassinats, destructions de village et de récoltes ne sont pas des incidents isolés dans le sud du Soudan.

LA GUERRE DU GOLFE

Bagdad annonce qu'une nouvelle offensive iraquienne en direction de Bassorah est imminente

Un porte-parole du gouvernement irakien a affirmé lundi 7 mai que l'Irak était sur le point de lancer une nouvelle offensive en direction du port de Bassorah. Faisant état de « nouvelles et importantes concentrations militaires irakiennes » à l'est de Bassorah, il a ajouté : « Nous ignorons la date exacte de l'offensive iraquienne. Tant que nous savons, c'est qu'elle est imminente et pourrait être déclenchée demain ou dans quelques semaines. »

A Téhéran, le premier ministre iranien, M. Mir Hossain Mousavi, a indiqué pour sa part qu'une route de 14 kilomètres de long et 7 mètres de large avait été construite à travers les marais d'Al-Hawizé et reliée désormais à l'Irak aux îles Majnoun, au sud de l'Irak.

Les deux îlots artificiels de Majnoun, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Bassorah, ont été occupés par les forces irakiennes au cours de leur offensive du 22 février dernier. Un pont flottant de 13 kilomètres avait été installé aussitôt, mais ne permettait pas le passage de chars et de véhicules lourds. La nouvelle digue, construite dans des matériaux profonds, assure une liaison stable et permet d'acheminer sans problèmes sur ces deux îlots dont la superficie totale est de 150 kilomètres carrés, tout le matériel souhaité.

Les troupes irakiennes, après plusieurs contre-attaques infructueuses début mars, semblent avoir renoncé à récupérer ces îlots et se trouvent une cinquantaine de puits de pétrole, et ont inondé la partie méridionale de l'îlot sud, très proche de la terre ferme irakienne. - (AFP.)

POUR LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

Après les élections législatives de 1983, le gouvernement d'Ankara ayant demandé que ses parlementaires siègent à nouveau au Conseil de l'Europe, celui-ci, avant de statuer, va examiner, le 9 mai 1984, la situation des droits de l'homme en Turquie.

Le gouvernement civil issu de ces élections devait rétablir les libertés démocratiques. Malheureusement, il n'en est rien. En dépit de la propagande largement répandue par les médias occidentaux, le régime reste non démocratique et fortement répressif : n'étaient autorisés à présenter des candidatures que les partis officiellement investis par les généraux. L'Assemblée nouvellement élue n'a aucun pouvoir de décision sans l'approbation du président de la République, le général Evren, et des membres du Conseil national de sécurité - c'est-à-dire de la junte militaire. Les libertés fondamentales ne sont nullement rétablies : liberté d'expression et d'association restent étroitement surveillées. La presse, les arts et, plus particulièrement, le cinéma sont soumis à une censure pesante.

Ces graves atteintes au droit des gens doivent être condamnées. Voilà pourquoi, aujourd'hui, et de façon pressante, nous faisons appel à tous les intellectuels, à tous les artistes, à tous les démocrates :

- pour, avec eux, exiger l'arrêt des tortures et des pendaisons dans toutes les prisons de Turquie ;
- pour le respect des droits élémentaires de l'homme aux plans économique et politique ;
- pour qu'un terme soit mis à la politique de répression et d'assimilation forcée des Kurdes de Turquie ;
- pour l'amnistie générale de tous les condamnés et détenus politiques ;
- pour l'établissement de la démocratie.

Première liste des signataires :

Bibi Andersson ; René Andrieu ; Paul Balmigère, député ; J.-M. Belorgey, député de l'Allier ; Georges Bustin ; Guy Chanfrault, député de la Haute-Marne ; Robert Chapuis, député, membre du bureau exécutif du Parti socialiste ; Paul Chaumat, député de la Loire ; Raymond Dumont, sénateur du Pas-de-Calais ; Guy Durbec, député du Var ; Claude Evin, député de la Loire-Atlantique, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale ; Michel de la Fourmière, Parti socialiste, secrétaire national aux droits de l'homme et aux libertés ; Jacqueline Freyze-Cazalis ; Edmond Garcin ; Marcel Garrouste, député du Lot-et-Garonne ; José Agustín Goytisolo, Espagne ; Yilmaz Güney, cinéaste ; Jérôme Kanapa, cinéaste ; Jean Lacombe, député ; Louis Maignan ; Georges Marchais ; B.S. Mamstien, directeur du Centre dramatique national de Genevilliers ; Paul Merceica, député du Val-de-Marne ; Robert Moutardant ; Kendal Nezan, historien ; Louis Odru ; Vincent Porelli ; Jean Provez, député ; Emile Roger ; Michel Saint-Marie, député de la Gironde ; P. Santini, comédien ; F. Sérusclat, sénateur ; Jean-Daniel Simon ; Michel Simon, professeur à l'université de Lille ; Bernard Stasi, député de la Marne, maire d'Épernay ; Théo Vial-Massar ; Marcel Vidal, sénateur de l'Hérault ; Claude Vinci.

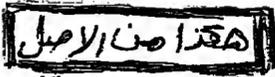
Signatures à envoyer à :

Yilmaz GÜNEY, B.P. 592, 75830 PARIS CEDEX 17

(Publicité)

مكتبة الامم المتحدة

EUROPE ASIE



LE VOYAGE DE JEAN-PAUL II EN MÉLANÉSIE

Chants et danses traditionnels ont salué le pape dans les montagnes de Papouasie-Nouvelle-Guinée

Espagne
ARRESTATION DU CHEF PRÉSUMÉ DES GRAPO

Madrid (AP). - Le chef présumé des GRAPO (Groupes de résistance antifasciste du 1^{er} octobre), une organisation extrémiste de gauche, rendue responsable d'une trentaine d'assassinats politiques, a été arrêté la semaine dernière dans la banlieue de Barcelone, à 400 km de son domicile de sources policières.

M. José Balboa Castañ, quarante ans, avait été libéré l'an dernier, après avoir purgé une peine de prison pour le meurtre d'un capitaine. Il serait, à présent, impliqué dans l'assassinat de deux policiers abattus en janvier dernier, ainsi que dans l'enlèvement en avril d'un homme d'affaires libéré en échange d'une rançon de 800 000 francs.

Les GRAPO, constitués après l'assassinat de quatre policiers le 1^{er} octobre 1975, sont rendus responsables, depuis, de meurtres de dix-neuf militaires et policiers, ainsi que d'un mois de neuf civils.

Tchécoslovaquie
L'HISTORIEN KAREL BARTOSEK DÉCHU DE SA NATIONALITÉ

L'historien Karel Bartosek, émigré en France depuis décembre 1982, a été « déchu » de la nationalité tchécoslovaque. La décision, datée du 23 mars, a été portée à sa connaissance le lundi 7 mai, par une lettre qui fait référence à « l'engagement actif » de l'historien, « en particulier au travers de publications, dans des actions hostiles à la République socialiste tchécoslovaque ». La lettre du ministre tchécoslovaque de l'intérieur cite à l'appui de ses accusations un article publié dans le Monde du 28 juin 1983, sous le titre « Territoire de choix pour la répression » (le Monde a publié le 22 avril dernier un autre article de K. Bartosek, consacré au dixième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de M. Gustav Husak).

K. Bartosek avait été condamné à six mois de prison en 1972, pour « subversion » et il avait été brièvement détenu en décembre 1981 pour avoir dit à haute voix, dans un taxi, ce qu'il pensait de la proclamation de l'état de guerre en Pologne. Marié à une Française et père de trois enfants, M. Bartosek avait été autorisé à émigrer en France à la fin de 1982 pour des raisons familiales. La mesure qui l'affecte à présent lui a été signifiée trois jours avant la visite officielle à Paris du ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, M. Bohuslav Choupek.

Roumanie
Un prêtre catholique de la minorité hongroise de Transylvanie, le Père Geza Palfi, est mort récemment des suites de violents sévices que lui aurait infligés la police politique roumaine pour le punir d'un sermon prononcé le jour de Noël, annonçant-on dans les milieux de l'émigration hongroise à Paris.

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI
documentation sans engagement
COURS LE FÉAL
387 25 00
30, rue des Dames, Paris 7^{ème}

J'❤️ LA PAIX SOVIÉTIQUES HORS D'AFGHANISTAN

• L'AM.A.F.A.F., association française Les Amis des Afghans et de l'Afghanistan, créée en septembre 79, AVANT l'invasion soviétique en Afghanistan.

AIDEZ-LES

□ Je commande des affiches : 1^{ère} la paix, Soviétiques hors d'Afghanistan (format 72 x 25 cm, 3 couleurs), 5 F pièce + 7 F pour frais d'envoi.

□ J'envoie un chèque de à l'Association AM.A.F.A.F., B.P. 1303, 21000 DIJON - Tél. 16 80 31.51.26.

Facultatif : désira recevoir des documents sur les activités de l'AM.A.F.A.F.

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal :

Vos dons sont déductibles du revenu imposable dans les limites définies par la loi.

Mount-Hagen. - Au fond de ces « hautes terres », à 550 kilomètres de Port-Moresby, dans ce cœur du pays qu'est la montagne, Jean-Paul II a pris contact, ce mardi 8 mai, avec la réalité profonde de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, prise entre l'âge primitif et l'époque moderne. Célébrant une messe en plein air, sur un ancien terrain de golf, il a été accueilli par une foule de plus de trente mille personnes qui, pour certains, avaient fait deux à trois jours de marche à travers la forêt pour venir l'entendre. Cette étape avait été particulièrement souhaitée par l'épiscopat local, car les hautes terres sont une région d'évangélisation récente et les habitants n'auraient pu venir à Port-Moresby en raison de l'absence de communications.

Depuis l'aéroport, le long de la route traversant une végétation luxuriante, trouée parfois d'un éblouissant buisson de flamboyants, se succèdent des huttes et quelques missions. Sorties des champs de maïs, des familles attendent le passage du pape, acclamées par terre ou juchées dans les arbres. Au fur et à mesure qu'on s'approche du lieu de la cérémonie, la foule se faisait plus dense, parsemée de têtes emplumées et de visages peinturlurés ou enduits de boue séchée. Ces « mud men » sont des asarar qui, lorsqu'ils combattent, se couvrent le visage d'un masque de boue.

L'autel en forme de pallole surmontée d'une croix portait à ses angles des boucliers de bois peints. Au pied, faisant la haie, se trouvaient des groupes de femmes et d'hommes de différentes tribus, portant de fabuleuses coiffures de plumes d'oi-

UNE MULTITUDE DE TRIBUS

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, membre de Commonwealth, a accédé à l'indépendance le 16 septembre 1975. D'une superficie de 462 000 kilomètres carrés, peuplée d'environ trois millions d'habitants - d'ethnies mélanésiennes, - elle se compose de l'ex-territoire sous tutelle de Nouvelle-Guinée (enclavement allemand) et de l'ancienne colonie de Papouasie, tous deux administrés naguère par l'Australie voisine. L'autre partie de la grande île de Nouvelle-Guinée, l'Irian Jaya, appartenait à l'Indonésie, fait partie de l'Indonésie. Des incidents ont régulièrement lieu le long de la frontière, souvent causés par les militaires indonésiens qui exercent un droit de « suite » contre les séparatistes papous de l'OPM (Operasi Papua Merdeka) qui réclament l'autodétermination du territoire et viennent de demander les bons offices du pape.

Une multitude de tribus se partagent le pays, parlant sept à huit cents idiomes différents. Divisées en provinces autonomes, la Papouasie-Nouvelle-Guinée est un État démocratique résolument pro-occidental dont le premier ministre actuel, M. Michael Somaré, a été élu en 1982. Déjà premier ministre lors de l'indépendance, il avait été remplacé - de 1980 à 1982 - par M. Julius Chan.

Les principales ressources de la Papouasie-Nouvelle-Guinée sont le cuivre, l'or, des produits agricoles tels que le café, ainsi que les forêts et la pêche.

P. de B.

seau de paradis, le visage noir, rouge ou jaune, le torse luisant d'huile ou d'huile d'une substance leur donnant une teinte vermillon. Ce sera une femme d'un de ces groupes qui lira l'épître. De chaque côté de l'autel, deux grandes croix étaient recouvertes de fleurs ; pesant quelque 100 kilos, elles étaient venues à dos d'homme de la côte, à travers la forêt, suivant la route qu'avait prise le premier missionnaire qui, en 1937, arriva dans les Highlands.

Joie et foi confondues

Rarement Jean-Paul II a été accueilli de façon à la fois si chaleureuse et si bon enfant. Dès qu'il a posé le pied, lundi, sur la piste de l'aéroport de Port-Moresby entouré de collines au vert sombre rendu plus dur encore par un ciel chargé de nuages, en cette fin de saison des pluies, on avait commencé à ressentir cette atmosphère de fête, où la joie et la foi se confondaient, qui n'aura pas cessé au cours de ces premiers vingt-quatre heures de la vi-

site papale en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Dans une aimable confusion, tenu par le bras comme un vieil ami par le gouverneur général, Sir Kingsford, épée au côté, et dont le teint d'ébène tranchait sur le blanc et les dorures de sa grande tenue, le pape a serré des mains, pris des enfants dans les bras, embrassé de jeunes Mélanésiennes en costume traditionnel et au visage peinturluré, qui lui ont passé un collier de dents de chien autour du cou.

Dans son discours d'arrivée, Jean-Paul II a rappelé qu'il était déjà venu en Papouasie-Nouvelle-Guinée en 1977, alors qu'il était évêque de Cracovie. Lorsqu'il prononce quelques phrases en motu et en pidgin (anglais modifié) - les deux dialectes les plus répandus dans le pays, - ses propos furent scandés par les applaudissements et les rythmes de ces longs tambours en forme de sauteurs, battus par un groupe de la tribu des Mekko, danseurs et danseuses emplumés, pratiquement nus, que le pape est ensuite allé saluer. Une atmosphère presque familiale, un peu comme celle d'une sous-préfecture recevant son évêque, donnait à la cérémonie un caractère un peu irréel. Ces hommes vêtus de blanc et de rouge, ces hauts personnages de la curie un peu lointains, prenaient leur bain de foule, bousculés par les reporters souriants, un peu surpris peut-être par la tolérance d'un service d'ordre, dont les

représentants étaient apparemment hésitants entre l'utilisation de la matraque et de leurs propres appareils photographiques. Le protocole s'était évanoui. Le pape avançait, béni et souriant, tout à fait à l'aise, avant de monter dans une voiture blanche exceptionnellement découverte.

« Vous êtes un très gentil peuple »

« Pope, we love you », entonna la foule, dans une ovation frénétique rappelant celle d'un concert de rock des années 60, lorsque Jean-Paul II apparut sur le stade de Port-Moresby pour y célébrer sa première messe. Sur le terrain de rugby où avait été élevé l'autel, vingt mille personnes l'attendaient. Extravagantes coiffures de plumes en corolles autour du crâne, fantastiques maillages de poudre jaune, tatouages bleutés, et poitrine nue pour les femmes, quelque deux cents Mélanésiens des tribus Mekko et Roro saluèrent le pape à leur manière : en dansant. Un peu plus tard, avant que commence la messe, ils se signèrent puis ramassèrent à leurs pieds un petit livre pour suivre la liturgie. La folk music, le tempo rapide de certains chants, la moiteur de la nuit, cette foule pressée, les femmes allaitant leurs bébés, la captivante ponchance gestuelle des habitants des pays tropicaux, don-

Vietnam
Trente ans après Dien-Bien-Phu

(Suite de la première page.)

Sans doute, ce choix traduisait-il les propres hésitations, les contradictions même, de l'homme du 18 juin devant une explosion nationaliste si subite qu'elle le prenait de court. A Brazzaville, en janvier 1964, si son discours témoignait qu'il avait bien pressenti l'éveil des nationalités, il n'en avait qu'insuffisamment mesuré l'ampleur.

Sans doute, aussi, le libérateur de sa patrie, jaloux de lui conserver l'intégrité de son empire, craignait-il, s'il n'en perdait même qu'une fraction, que l'histoire lui reproche, un jour, d'en avoir été le braqueur.

En désignant d'Argenlieu et Leclerc, dont il ne pouvait ignorer les oppositions fondamentales de nature, ne mettait-il pas deux fers au feu ? Balançant sur le choix d'une politique coloniale, il laissait à ces deux hommes, si possible conjointement, chacun de son côté et à sa manière si nécessaire, le soin d'en élaborer une à partir des contacts pris, sur place, avec les chefs nationalistes. La suite des événements devait démontrer que ce fut la politique préconisée par l'amiral (ou celle de Gaulla appliquée par ce dernier ?) qui prévalut. Leclerc un peu, beaucoup même, mais pas l'essentiel : l'indépendance. Tout autre était, on l'a vu, celle du libérateur de Strasbourg.

L'amiral était convaincu que, sur tout ou partie, la force pouvait arrêter le cours des choses et mater cette rébellion formée par un révolutionnaire communiste. Que Leclerc commandait le corps expéditionnaire, certes, mais lui était subordonné et se trouvait lui pour l'aider à rétablir la souveraineté de la France sur sa colonie. Par la force si nécessaire. Par la conquête ou le dessein.

La France hésite entre guerre et paix

A ses côtés, lui faisant face, pour ne pas dire front, Leclerc, qui n'avait jamais transigé, était une nouvelle fois résolu à ne pas composer, ni avec l'amiral, son chef, ni avec de Gaulle, tout homme-fière qu'il en fût depuis juin 1940. Leclerc, qui n'avait cessé de forcer le destin, refusait, cette fois-ci, de le violer encore en affrontant ce nationalisme naissant, présentant qu'il ne pourrait le réduire par les armes ; que la recon-

CÉRÉMONIES A PAU

Le trentième anniversaire de la fin de la bataille de Dien-Bien-Phu a été célébré à Pau le 7 mai. Près de cinq cents anciens de la garnison française, qui succomba après cinquante-sept jours de siège aux assauts des divisions du Vietnam assistaient aux cérémonies qui se sont déroulées dans l'enceinte de l'École des troupes aéroportées. Parmi eux, le général de Castries qui commandait le camp retranché et qui s'est déclaré très ému d'être, trente ans après, « parmi ses amis et camarades de combat ».

quête, en particulier celle du Tonkin, cette Prusse du Nord, serait une folle entreprise où les armées s'englouiraient comme celles de Napoléon en Espagne. Et lui qui, sans relâche, avait recherché tous les combats avant de les gagner, tout - de Koufra à Berchtesgaden, - répugnait à engager son âme, sachant la vanité d'un combat contre une idée.

Pour lui, il n'y avait de solution que politique. Il fallait reconnaître l'indépendance au Vietnam en accordant la fédération des trois Ky, pierre d'achoppement d'un accord avec Ho Chi Minh. Leclerc allait engager tout son prestige pour appuyer sans réserve la politique courgeuse et éclairée de Jean Sainty, haut commissaire de la République au Tonkin, qui devait aboutir aux accords du 6 mars 1946 avec Ho Chi Minh. Ceux-ci, pourtant, seraient aussitôt démentis, sinon désavoués, dès, par la rencontre, le 24, d'Ho Chi Minh et de l'amiral sur un croiseur de bataille. Ainsi, en mars, tout était en train de se nouer. La France hésite entre guerre et paix. Rien n'est joué, mais, désormais, l'action de Sainty et de Leclerc conjuguée sera puissamment à contrebalancer l'influence de l'amiral auprès de de Gaulle, demeuré maître à penser dans sa retraite, et des gouvernements éphémères qui se succèdent.

Se sentant isolé, sans appui, critiqué même, Leclerc se fit rappeler en juillet 1946, au moment où s'ouvrait la conférence de Fontainebleau. L'incohérence de la politique coloniale française devait s'y étaler : le gouvernement recevait Ho Chi Minh avec les honneurs réservés aux chefs d'État mais refusait d'entériner les accords Sainty. Les événements allaient alors se précipiter. En août, Ho Chi Minh regagnait le Vietnam, déçu, amer, sans le soutien français dont il avait, pourtant, tellement besoin pour affronter ses extrémistes de tous bords et l'ennemi millénaire chinois, occupant encore le Tonkin, sourd qui aurait pu faire de lui le « Tito de l'Asie ». Au climat de confiance, voire d'amitié, qui avait existé entre Leclerc et lui devait succéder une tension qui aboutirait aux événements irremédiables de novembre.

En décembre, le Tonkin soulevé, Léon Blum, brièvement au pouvoir et pour la dernière fois, rappela Leclerc, qu'il a en haute estime. Ce celui-ci acceptera une mission qui lui fera recommander, une nouvelle fois, « à traiter à tout prix », il refusera de remplacer l'amiral, après avoir beaucoup balancé et consulté de Gaulle, à « la Boissierie », fortement opposé à ce projet. L'entrevue, si-on dit, fut orageuse. La ton monte. Les deux hommes se quittèrent en froid, pour ne plus se revoir, semble-t-il. Leclerc devait disparaître à l'automne suivant. Quand l'amiral sera relevé, en mars 1947, par Ernie Bollaert, il est trop tard. L'heure de la paix est passée. Le Vietnam est en flammes. La guerre a commencé. Elle va durer trente ans. Coûter ce que l'on sait. A qui l'on sait.

C'était une grande querelle qui l'avait provoquée. Celle, antique, qui

divise l'homme contre lui-même avant de l'opposer aux autres. Qui met aux prises, en chacun de nous, colombe ou faucon, deux parts dont aucune n'est complètement raison ni tout à fait tort. La part prête à offrir et celle décidée à retener, celle qui félicite l'évolution et celle qui la contrarie, celle qui ne croit pas que les guerres de libération et celle qui accepte la violence pour conquérir ou maintenir. Cette querelle-là, que l'homme ne cesse de susciter, elle dut diviser aussi, assurément, Charles de Gaulle contre lui-même, avant de déchirer entre elles ces hautes figures de la France libre qu'étaient d'Argenlieu et Leclerc. Avant de déchirer les gouvernements, les assemblées et le pays tout entier. Avant de provoquer, plus tard, en d'autres circonstances, un changement de République, en France, et de contribuer à la chute de deux présidents, aux États-Unis.

Quoi qu'il en soit, cette indépendance faite et la France n'avait pas laissé Sainty et Leclerc accorder au Vietnam, en 1946, qui aurait évité tant de sang versé, en vain, et fait d'elle la première puissance à affronter une de ses colonies, l'Angleterre, sa vieille rivale coloniale, elle la faire concéder, en 1947, au fleuron de son empire, l'Inde, par son dernier vice-roi, un amiral aussi : Lord Mountbatten. Entre-temps, elle avait fait évacuer l'Égypte par ses troupes, sans combat. A la France, il aura fallu la capitulation de Dien-Bien-Phu, en 1954, il y a six ans et sept ans le 7 mai, pour que Pierre Mendès France puisse faire admettre l'indépendance à une opinion publique, cette fois unanime. Il aura fallu, aussi, sans doute, ce désastre militaire pour que des hommes comme Edgar Faure et Georges Izard, soutenus par François Mauriac mais désavoués par de Gaulle, fassent accepter, dans la foulée, en 1955, à une opinion, à un gouvernement et à un Parlement à nouveau divisés, l'indépendance de la Tunisie et, après avoir remis sur son trône le sultan déporté, celle du Maroc, évitant ainsi l'embrasement général du Maghreb au moment où venait d'éclater l'insurrection algérienne.

C'est, sans doute, aussi, le souvenir de ce désastre de Dien-Bien-Phu qui vaudra, en 1958, à l'Union française, muée en Communauté, de reconnaître le droit à l'indépendance des États qui la constituent. Si la phase asiatique de la décolonisation avait échoué tragiquement, celle de l'Afrique noire était réussie, après celle de la Tunisie et du Maroc, l'Algérie n'étant pas, délibérément, mentionnée ici. L'une de nos plus anciennes colonies, remontant au règne de Louis XIII, le Sénégal, pour ne parler que de lui, était accédé à l'indépendance totale sans qu'une belle ait eu à être évacuée.

C'est l'honneur de notre pays que l'Académie Française vienne d'accueillir son premier Africain en la personne de l'inventeur de la négritude, du poète, de l'ancien condisciple de Georges Pompidou avec la Tonkinnoise Pham-Duy-Kiem, futur ambassadeur du Vietnam à Paris, celui-là, aussi, dont Edgar Faure avait fait un secré-

taire d'Etat en 1955, avant de le recevoir sous la Coupole, il y a quelques semaines à peine, le premier président de la République du Sénégal : Léopold Sédar Senghor.

Ainsi, les hasards du calendrier de l'histoire font que, dans le même temps où sont évoqués, dans ces lignes, une face meurtrie de la France à Dien-Bien-Phu et les origines du conflit qui aboutit à cette capitulation du meilleur de nos forces d'alors, la lumière peut être projetée sur l'autre face, rayonnante celle-là, du pays qui a donné la liberté à l'Europe, proclamé les droits de l'homme et y a bientôt deux siècles et aboli l'esclavage. Ce pays, aussi, qui, en formant des élites dans ce qui fut son empire colonial - quel autre ancien colonisateur peut-il s'enorgueillir d'un Léopold Sédar Senghor ? - a accepté le risque que certaines se retournent contre lui, par la force des choses le plus souvent. (Glaip et Ho Chi Minh n'étaient-ils pas sans la France en 1946, avant l'éclatement du conflit ?)

Mais, pour servir de point final à ces lignes sur l'immense problème de la décolonisation française et sur le drame de Dien-Bien-Phu qui en fut une étape décisive, rendons un juste hommage à ceux qui y moururent héroïquement après cinquante-sept jours de siège au lieu des quinze qui leur étaient assignés. Leur sacrifice, ou tout du moins, n'aura pas été inutile. Il aura évité d'autres conflits - pas tous, hélas ! - aussi vains, aussi sanglants, sous d'autres drapeaux. Car les idées, décidément, ont la vie plus dure que les balles. Si elles vont mieux vite, elles vont plus loin.

C. CHEVALLIER-APPERT.

Afghanistan
LA MAIN COUPÉE POUR TRENTE FAUX RÉSISTANTS

Kaboul (AFP). - Trente Afghans accusés d'avoir commis plusieurs vols et de s'être fait passer pour des Moudjaheddines, ont en la main droite coupée le mois dernier après avoir été jugés par un tribunal islamique de la résistance, a rapporté, le lundi 7 mai, l'agence de presse islamique afghane, proche des insurgés.

Selon l'agence, ce groupe d'Afghans se présentait comme des Moudjaheddines - a commis plusieurs vols et hold-up dans la province de Baghlan, au nord de Kaboul, un cours des derniers mois, jusqu'à lever des impôts et extorquer de vrais Moudjaheddines pour leur dérober leurs biens. Mais les résistants ont capturé les trente membres de la bande, qui ont été jugés par un tribunal islamique de la résistance.

Un tribunal islamique avait déjà appliqué la loi islamique à cinq hommes accusés de vol l'an dernier dans la même province. Trois voleurs avaient été exécutés et deux autres avaient eu la main coupée.

Le Monde

Charles Herminet romancier

Messe solennelle de Saint

CELEBRATION DU

DE MAI EST PARU

Le Monde

politique

pape tuinée

M. JOSPIN : la gauche s'est succédée à elle-même

Interrogé lundi 7 mai lors de l'émission "Face au public" de France-Inter sur le comportement du Parti communiste, M. Lionel Jospin a déclaré : « Pour une bonne part, j'en prends effectivement mon parti. Je considère que les débats existents, qu'il faut en réduire l'ampleur et que, pour le reste, chacun s'engage essentiellement par ses actes. »

A propos des critiques émises par M. Jean-Pierre Chevènement sur la politique économique du gouvernement, le premier secrétaire du Parti socialiste remarque qu'il y a accord entre socialistes sur la nécessité de la modernisation du pays, sur les restructurations, sur la recherche de la croissance. « Au fond, sur le plan économique, où est la différence? Elle est sur certains moyens », a ajouté M. Jospin.

« J'entends Jean-Pierre Chevènement critiquer Jacques Delors mais approuver hautement l'action de François Mitterrand, a-t-il déclaré. Or Jacques Delors et François Mitterrand ne paraissent pas si éloignés l'un de l'autre. (...) Cela veut dire soit que Jean-Pierre Chevènement est moins près qu'il ne le croit de François Mitterrand, soit qu'il est beaucoup plus près de Jacques Delors. A moins qu'il ne s'agisse d'une petite habileté politique, mais si on en est encore au temps de l'habileté, c'est que la situation n'est pas grave et que les divergences peuvent être réduites. »

Interrogé sur l'évolution de la politique économique de la gauche, M. Jospin a affirmé : « Nous n'avons pas le choix. Nous étions obligés d'appliquer notre politique. Je l'ai déjà expliqué, nous sommes depuis trois ans en position et il s'est produit pour la gauche quelque chose de nouveau : elle s'est succédée à elle-même. Elle a dépassé la simple phase des réformes de structures et des réformes sociales ; elle a donc eu à gérer la réalité de l'économie tout entière, les données internationales et y compris, dans une certaine mesure, le résultat de sa propre gestion. Il faut donc que nous assumions cela. C'est une révolution culturelle dans la gauche qui, d'ailleurs, surprend aussi et il s'agit de bien voir que nous gagnerons les élections de 1986. Nul ne peut établir que nous les ayons perdues et ce moment, ni les élections de 1986, ni encore moins les élections de 1988. Mais nous avons pas le choix, et le problème était de faire notre devoir, de redresser la situation là où elle devait l'être et, maintenant, il est de se redonner progressivement des marges. Si nous pouvions y arriver dans la perspective de 1986, tant mieux. »

Le premier secrétaire du PS considère, à ce propos, que « la grande nouvelle économique de la période, c'est la reprise des investissements en France ».

Au nom de la Corse française La résistance aux « séparatistes »

Gargèse. - Ici est née la CFR, l'Association pour la Corse française et républicaine, dans ce village perché au-dessus des plages de sable fin et au maquis qu'embaument les cétales. La bourgade est d'origine grecque. Le lundi de Pâques, le rite orthodoxe déploie une longue procession. La tradition est vivace. Les ancêtres des mille habitants actuels arrivèrent il y a trois siècles, chassés par les Turcs. Ce sont eux, disent du moins leurs descendants, qui apprirent aux Corsais à greffer l'olivier. Depuis, la bourgade est devenue prospère. De nombreux hôtels et commerces accueillent les touristes. Mais dix-sept plasticiens, revendiqués par l'ex-FLNC au cours des saisons 1982-83, ont mis le feu aux poudres. Ils contaminaient les affaires. « Résistons ! » fut le cri du cœur.

Le 2 septembre 1983 sonna l'appel à la mobilisation... Sur la place, les boulistes terminent leur partie, quand surgissent au village Canta a populu corsu, des chanteurs aux sympathies nationalistes commues. Le groupe doit participer à une fête organisée par leurs amis. Les joueurs se dressent : « Ils ne passeront pas ». Finalement, les chanteurs doivent repartir.

Trois vite, Emile Dragacci, propriétaire d'un petit supermarché, prend la tête d'un « comité de défense ». Cet homme, la soixantaine, débouffé, a une conviction de fer : non à la violence, oui à la France. N'aurait-il pas refusé de baisser son rideau, alors que tous les commerçants de Corse participaient à l'opération « Ile morte », pour protester contre les emprisonnements à la suite des événements d'Aléria en 1974? Son supermarché a été plastiqué.

Le comité de défense regroupa rapidement plus de vingt-cinq signatures parmi les villageois. S'y retrouvent pélo-nèle des électeurs de tous bords. L'union sacrée contre l'anti-France est animée par MM. Dragacci, qui vote RPR, Xavier Rossi, retraité des ponts et chaussées, qui vote radical, et le colonel Villanova, dont les sympathies vont à l'UDF.

Le comité de défense regroupa rapidement plus de vingt-cinq signatures parmi les villageois. S'y retrouvent pélo-nèle des électeurs de tous bords. L'union sacrée contre l'anti-France est animée par MM. Dragacci, qui vote RPR, Xavier Rossi, retraité des ponts et chaussées, qui vote radical, et le colonel Villanova, dont les sympathies vont à l'UDF.

De notre envoyée spéciale

Aux accents de la Marseillaise et sous la bannière tricolore, la première manifestation de la CFR à Calvi réunit, le 14 janvier, près de deux mille personnes. « Enfin la majorité silencieuse sort de sa peur pour clamer son refus du terrorisme et son attachement à la France », concluent les organisateurs. Deux mois plus tard, l'association réunit sept mille personnes à Porto-Vecchio, le fief de M. Jean-Paul de Rocca-Serra (RPR), devenu adhérent CFR dès novembre. M. François Giacobbi, leader MRG, ce soir-là, fut aussi salué par de nombreux hommes politiques du mouvement radical et de l'opposition.

De ce fait, l'image « apolitique » de la CFR ressort quelque peu ternie. Le PS et le PCF ont préféré créer un autre pôle : le Mouvement

logistique de l'instance dirigeante, a été pris en flagrant délit.

La légalité est respectée. « On n'arrête plus pour délit d'opinion, comme avant mai 1981 », vous fait-on fréquemment remarquer. Sur l'île, la différence est appréciée. Personne n'est descendu dans la rue pour protester contre l'interpellation de M. Luciani. Le conseil CFR de Gargèse a rappelé dans un communiqué avoir été le premier à « interdire » N. Luciani, membre du groupe de chanteurs repoussés par le village en septembre dernier.

Certains à la CFR sont même impatientés d'aller plus vite. Le gouvernement ne serait pas « assez ferme » dans sa lutte contre les séparatistes. La télévision insulaire est accusée de complaisance. Antenne 2 devrait donc être la cible. Elle a en effet programmé pour le 13 mai une émission réunissant une famille

La chasse aux abus

« Veiller avec un soin particulier à la gestion conforme des crédits publics », c'est le thème qui a été donné d'actualité par M. Daniel Bernard, député, commissaire de la République.

Devant la presse à Ajaccio, le 4 mai, M. Bernard a fait le point de ces actions « pour la bonne organisation des services de l'Etat et au respect de la légalité dans tous les domaines ». Ainsi une vingtaine de dossiers ont été examinés. Huit rapports de missions d'inspection ont été suivis de mesures. Dix missions d'inspection et de contrôle ont été menées. Cinq sont en attente. Trois demandes d'arrestations

financières ont été faites à la Trésorerie générale de la Chambre régionale des comptes. Enfin, cette dernière a été saisie pour dix-sept collectivités ou syndicats, dont treize pour vote tardif, deux pour déséquilibre et deux pour équilibre fictif.

La chasse aux abus et aux imperfections a touché des domaines aussi divers que les organismes sociaux, les centres hospitaliers, l'office départemental d'ILM de la Corse du Sud, l'aide sociale à travers la COTOREP de Corse du Sud, les soins médicaux gratuits aux anciens combattants et victimes de guerres. Ces actions de contrôle vont continuer.

pour la Corse démocratique, mais celui-ci demeure à l'état d'embryon.

Fin juin se tiendra à Ajaccio, fief de M. Charles d'Ornano, bonapartiste et adhérent CFR, un grand rassemblement. L'association ira entendre à Bastia, puis à Corte. Elle entend aussi s'adresser aux contestataires. Selon ses animateurs gargésiens, près de vingt-cinq mille personnes adhèrent à une cinquantaine de comités, dont quelques-uns en métropole. La Ligue des droits de l'homme, section d'Ajaccio, dénonce depuis plusieurs années le « racisme » et, plus récemment, les « pressions » exercées par le FLNC contre les enseignants venus du continent. Mais la CFR domine la contestation contre le terrorisme.

« L'ex-FLNC n'a plus le soutien du silence », souligne la CFR. Les bandits comme jadis, rappellent-ils, tombent, lâchés par une population qui ne supportait plus d'être rackettée. Mais l'appel lancé par la CFR à la délation pour l'intérêt supérieur de la nation a-t-il un grand écho? Difficile question... Quoi qu'il en soit, le préfet de police, M. Broussard et ses collègues chargés de faire respecter l'ordre public, insistent sur le rôle des renseignements recueillis à chaque occasion. L'activité de M. Broussard est appréciée de la gauche à la droite. En deux ans, le nombre d'attentats a chuté de moitié. Il y en eut néanmoins deux cent cinquante et un an cours des six derniers mois. Depuis janvier 1984, plusieurs cadres présumés du mouvement clandestin ont été arrêtés. Le 25 avril, Natale Luciani, présumé être un cadre

d'Aléria, les Carlotti, à l'occasion d'un repas dominical. La « famille » au sein de laquelle, pense-t-on en Corse, beaucoup de choses peuvent encore s'arranger...

A la table des Carlotti, tout l'échiquier des sensibilités insulaires est représenté. Léo Battelli, porte-parole du MCA, proche de l'ex-FLNC, naguère condamné à neuf ans de prison par la Cour de sûreté de l'Etat, puis amnistié et aujourd'hui sous contrôle judiciaire, sera à la table familiale. « C'est un scandale », dénonce la CFR, qui entend demander l'interdiction de la diffusion de cette émission.

Pour sa part, M. Dragacci, fondateur de la CFR, soulignerait que la garde à vue soit portée à six jours, comme avant. Certains ultras voudraient même en revenir aux lois d'exception. Nombreux sont les Corsais à refuser l'escalade. « Cela ne ferait que valoriser l'ex-FLNC et les victimes de la répression », vous explique-t-on.

Le mouvement clandestin lui-même se bat pour que soit reconstruite l'attente à la sûreté de l'Etat. Dans une lettre adressée récemment au président de la République, M. Gladieu, « militant du FLNC, prisonnier politique corse », incarcéré à Paris, demande à être « comme les nationalistes guadeloupéens », poursuivi pour « crimes contre la sûreté de l'Etat ». Il réclame, au nom d'une « trentaine » de détenus, le régime politique, c'est-à-dire « le droit légitime à une défense collective ».

De son côté, l'UPC dénonce, dans une lettre à M. Badinter, « des abus regrettables tant du côté de l'appareil judiciaire que du côté des forces de police et de gendarmerie ». Evoquant un « genre de chasse aux sorcières », alimentée par quelques « boutefeux professionnels », l'UPC précise que « ce n'est pas ainsi que sera établie une paix civile que nous souhaitons tous ». La CFR paraît victorieuse. Elle assure réclamer la paix civile à sa façon. Mais elle est loin d'avoir convaincu une jeunesse plus prompt à s'enflammer pour l'ex-FLNC que pour les « vieux de la CFR ». A la sortie des lycées, on ne cache pas son drapeau. C'est bien là le problème de fond. La CFR a aussi ses jeunes, mais les idées nationalistes font généralement plus recette que l'attachement à la France dans la jeunesse de l'île.

DANIELLE ROUARD.

● Une délégation d'anciens combattants d'Afrique du Nord reçue à l'Elysée. - Conduisant une délégation de l'UNCAF, M. Porteu de La Morandière, président de cette association, a été reçu mercredi 2 mai à l'Elysée. Il a exprimé au président de la République son étonnement devant la participation de l'armée aux cérémonies commémoratives du 19 mars dernier. M. Mitterrand a donné des instructions au secrétariat aux anciens combattants, a-t-il précisé à sa sortie de l'Elysée, que pour toutes les associations de combattants puissent célébrer, le 16 octobre prochain, le retour en France, en 1977, du corps du « soldat inconnu d'Algérie », inhumé au cimetière Notre-Dame-de-Lorette (Pas-de-Calais).

APRÈS L'ÉLECTION DE NOISY-LE-GRAND Qui va diriger la ville nouvelle de Marne-la-Vallée ?

L'élection de M^{me} Françoise Richard (RPR) à la mairie de Noisy-le-Grand, ex Seine-Saint-Denis (Le Monde du 8 mai), donne arithmétiquement à l'opposition la présidence de l'Établissement public d'aménagement (EPA) de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, dont Noisy-le-Grand forme le premier secteur. Arithmétiquement seulement, car le conseil d'administration de l'EPA, constitué pour trois ans après les élections de mars 1983, ne devrait pas être modifié avant 1986.

Ce conseil est composé de quatorze membres dont sept représentants de l'Etat, lesquels ne prennent pas part à l'élection du président. Les sept autres membres sont désignés pour trois d'entre eux par le conseil régional et les conseils généraux de Seine-Saint-Denis et de Seine-et-Marne, et pour les quatre restants par une assemblée spéciale de cinquante-six membres désignés par toutes les communes formant la ville nouvelle.

Compte tenu de la situation politique en mars 1983, cette assemblée spéciale était composée de vingt et un membres de l'opposition et de trente-cinq membres de la majorité, dont huit désignés par la ville de Noisy-le-Grand avant l'invalidation de M^{me} Marie-Thérèse Goumann (PCF). Ce sont donc quatre conseil-

lers de la majorité (deux communistes et deux socialistes) qui ont été nommés au conseil d'administration de l'EPA en 1983 pour représenter les communes de la ville nouvelle. La convocation d'une nouvelle assemblée spéciale aujourd'hui, après l'élection de la liste de M^{me} Richard, compte tenu qu'elle serait formée cette fois de vingt-sept représentants de la majorité et de vingt-neuf représentants de l'opposition, permettrait à cette dernière de disposer de quatre représentants supplémentaires au conseil d'administration de l'EPA.

Le représentant du conseil régional d'Île-de-France appartenant à l'opposition, tout comme celui du conseil général de Seine-et-Marne, la majorité ne disposerait plus que d'un représentant au conseil, en la personne de M^{me} Adam (PCF), désignée par le conseil général de Seine-Saint-Denis, et perdrait donc la présidence de l'établissement public.

Malgré le résultat de l'élection de Noisy-le-Grand, rien n'empêche juridiquement les quatre conseillers représentant les communes de se maintenir à leur poste pour les deux années du mandat qu'il leur reste à accomplir sous la présidence de M. Daniel Guillaume, maire-adjoint communiste de Champs-sur-Marne.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

M. Chirac en Gironde : il ne faut pas voter avec ses tripes mais avec son cerveau

De notre envoyé spécial

Bordeaux. - Il aura donc fallu attendre exactement dix ans après la mort de Georges Pompidou pour que cessent officiellement les batailles fratricides dans le camp gaulliste et que les rancunes soient spectaculairement « jetées à la rivière ».

Les deux porte-parole du mouvement gaulliste, qui s'étaient si rudement opposés à la mort de l'ancien chef de l'Etat (1), se sont publiquement réconciliés lundi soir 7 mai. Dans le palais du cardinal de Roban devant le Tout-Bordeaux politique et municipal, se donnant ostensiblement du « cher ami », à défaut de « cher Jacques ». Les deux anciens premiers ministres ont porté un toast aux victoires futures et écumoyées de l'opposition non seulement en Aquitaine mais partout ailleurs.

M. Jacques Chaban-Delmas avait même surpassé son concurrent deux heures de son temps à participer aux côtés de M. Jacques Chirac à un débat avec les responsables économiques du département et de la ville, placé sous l'égide de l'Union patronale de la Gironde.

Cette manifestation d'écuménisme de l'opposition sous les auspices de « chabanisme » et de « chiracisme » coïncidait surtout permis aux deux chefs de file de s'affirmer avec autant de force l'un que l'autre dans le camp des adversaires de la majorité actuelle. « Vous et moi », a affirmé M. Chaban-Delmas, avons de solides raisons de penser que l'alternance politique se reproduira », pour s'entendre répondre : « L'opposition doit être unie et déterminée en vue des prochaines élections européennes et surtout des cantonales ».

M. Chirac, tout au long de l'après-midi, avait eu effet lancé cette double campagne ou plutôt souligné la nature continue de la campagne électorale qui durera jusqu'à l'alternance souhaitée. S'il a présenté l'élection européenne du 17 juin un peu comme un prélude aux consultations ultérieures, c'est que, pour les Girondins de l'opposition, les élections cantonales de mars 1985 apparaissent comme déterminantes. A trois sièges près, le conseil général de ce département peut en effet passer des socialistes aux gaullistes.

L'enjeu est d'autant plus important qu'une telle victoire entraînerait aussi pour l'opposition actuelle la conquête du conseil régional d'Aquitaine. Or, après leurs succès aux municipales de 1982, les opposants du Sud-Ouest se sentent le vent en poupe et ne cachent plus leur soif de victoires avec comme perspective les législatives de 1986 ou moins!

Au cours de sa tournée du 7 mai, M. Chirac a visité les communes de l'agglomération bordelaise « courtoises ». L'année dernière sur la gauche : Le Bouscat, dont le maire est désormais M. Jean Valéix, député RPR; Talence, que dirige le docteur Castagnera (RPR), et où il a inauguré une rue Georges-Pompidou; Bouliac, village de la rive droite de la Garonne, dans le fief socialiste de M. Madrelle, président du conseil général et du conseil régional, et enfin, reconquis par le docteur Jean-Claude Dalbos, ancien député UDR.

C'est là, devant près de trois mille personnes, que le maire de Paris a parlé avec force des élections européennes qui constituent aussi un enjeu national pour la préparation des échéances qui suivront, les cantonales de 1985 et les législatives de 1986. « Il est donc capital que la liste unique de l'opposition républicaine conduite par Simone Veil recueille le plus grand nombre de voix possible. Le résultat substantiel de l'opposition démontrera que le pouvoir actuel est largement minoritaire et que, à ce titre, il n'a pas le droit de faire n'importe quoi et notamment de poursuivre pour des raisons idéologiques un certain nombre de réformes de la société qu'il n'a pas été mandaté pour transformer en 1981 ».

A propos de l'aspect international du scrutin il a affirmé : « Jamais la relance de la construction européenne n'aura été aussi essentielle. Il faut redonner aux Européens leur fierté, car la voix de l'Europe se fait de moins en moins entendue dans le monde. Du résultat du scrutin du 17 juin, l'étranger retirera un préjugé sur les prochaines élections législatives et il pourra de ce fait reprendre confiance ou pas en la France de demain. » Pour la première fois, le président du RPR a condamné les « petites » listes qui « se constituent ici ou là et qui, en définitive, qu'elles le veuillent ou non, font le jeu des socialistes et des communistes en limitant l'impact de l'opposition », et il a lancé : « Il ne faut pas voter avec ses tripes mais avec son cerveau. »

ANDRÉ PASSERON.

(1) Dès le lendemain de la mort, le 2 avril 1974, de Georges Pompidou, président de la République, M. Chaban-Delmas a déclaré sa candidature à l'Elysée et obtenu le soutien officiel du comité central de l'UDR. Toutefois, M. Jacques Chirac, alors ministre de l'Intérieur, estimant que M. Valéry Giscard d'Estaing avait davantage de chances de battre M. Mitterrand, avait constitué un groupe dit des « 43 », comprenant essentiellement des députés UDR, pour soutenir la candidature du ministre de l'Économie et des Finances qui devait être élu chef de l'Etat le 19 mai.

LA CÉLÉBRATION DU 8 MAI 1945

M. Charles Hernu remplaçait M. Pierre Mauroy à la messe solennelle de Saint-Louis des Invalides

La célébration de l'armistice de 1945, signé à Reims - où la France était représentée par le général de Lattre de Tassigny - a débuté, lundi 7 mai, par un hommage rendu, au mémorial du Mont-Valérien, aux martyrs de la Résistance, par M. Jean Laurina, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants.

Des torchères ont été déposées en l'église Saint-Louis des Invalides, au-dessus de la crypte où ont été inhumés les maréchaux Léclerc de Hautecloque, Juin et de Lattre de Tassigny, tandis qu'une veillée était organisée au Panthéon devant la crypte où repose le corps de Jean Moulin, organisateur et premier président du conseil national de la Résistance, torturé par les Allemands et mort en 1943 sur le chemin de la déportation.

La messe solennelle célébrée, mardi matin 8 mai, à Saint-Louis-des-Invalides par Mgr Fiebig, vicaire aux armées, s'est déroulée en présence de M. Charles Hernu, ministre de la défense, remplaçant M. Pierre Mauroy. La cérémonie suivait à ce lieu, à partir de 10 h 45, à l'arc de triomphe de l'Étoile, où, par un froid assez vif, le président de la République est venu déposer une gerbe sur la tombe du soldat inconnu, signé le Livre d'or et

salué les emblèmes des régiments dissous.

La flamme devait être ravivée, mardi en fin d'après-midi, par l'association Rhin-et-Danube, en présence de M. Jean Laurina, qui offrait ensuite une réception aux invalides.

M. LE PEN A REIMS

Heurts entre la police et des contre-manifestants : Sept blessés et une dizaine d'interpellations

De notre correspondant

Reims. - Près de deux mille personnes ont manifesté à Reims, lundi 7 mai en fin d'après-midi, pour protester contre la tenue d'une réunion publique organisée par le Front national et présidée par M. Jean-Marie Le Pen. Pendant deux heures, elles ont défilé dans les rues de la métropole champenoise à l'appel des partis de gauche (PS, PC, PSU, LCR), de syndicats (CGT, CFDT, FEN) et d'organisations telles que le MRAP ou le Collectif local des travailleurs étrangers, qui regroupent quatre associations.

Le cortège, après avoir marqué une halte devant l'ancien quartier général de la Gestapo s'est dissolu dans le calme. Cependant, plusieurs centaines de personnes, échappant au contrôle des responsables, ont tenté, dans la soirée, de se rendre sur les lieux du meeting. A une centaine de mètres du chapiteau sous lequel avaient pris place un millier de militants du Front national, elles ont scandé des slogans hostiles au parti de M. Le Pen et peu amènes à l'endroit de M. Falala, député, maire (RPR) de Reims, à qui il avait été demandé, en vain, d'interdire le rassemblement.

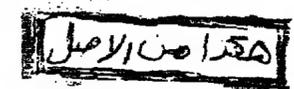
Pendant plusieurs heures, des escarmouches ont opposé les contre-manifestants aux forces de l'ordre. Ces incidents ont fait sept blessés parmi les forces de l'ordre; trois d'entre eux ont été hospitalisés. Il a été procédé à une dizaine d'interpellations.

Au cours d'un entretien avec la presse, avant ce rassemblement, M. Le Pen a notamment estimé : « La querelle entre M^{me} Veil et ses concurrents, M. Stirn et M^{me} Gomez, est une querelle de famille car ces trois listes brouillent dans le même pré. (...) L'important est que l'opinion publique sache faire un choix clair entre l'opposition parlementaire qui a gouverné le pays avant 1981 et l'opposition nationale que je représente et qui est, selon moi, la véritable alternative au socialisme et au communisme. (...) L'objectif que nous nous sommes fixés, celui de battre le PC aux élections européennes, semble de plus en plus, chaque jour, de notre portée », a affirmé le responsable du Front national.

DIDIER LOUIS.

Le Monde DE MAI EST PARU

OISE OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH Collégiens - Lycéens : matin 15 H de cours par semaine - groupes de 8 élèves maximum - professeurs britanniques - après-midi : tennis, équitation, golf, natation, voile, planche à voile



CHRONOLOGIE

Avril 1984 dans le monde

La chronologie établie par Philippe Boucher et Edouard Masurat paraît chaque mois dans le Monde de mercredi, entre le 6 et le 12. Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent la datation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

ÉTRANGER

1. - FRANCE-GABON : M. Pierre Mauroy achève au Gabon une visite officielle de quarante-huit heures ; plusieurs entretiens avec le président Bongo ont permis de sceller la réconciliation entre Paris et Libreville. M. Mauroy fait escale au Tchad avant de regagner Paris le 2 (31/III, 3 et 4/IV).

13. - NICARAGUA : Alors que le gouvernement de Managua fait face à une offensive sans précédent des « contras », les guérilleros de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE) de M. Eden Pastora prennent le contrôle de San-Juan-del-Norte, petit port de la côte atlantique proche du Costa-Rica. La ville est reprise le 17 par les forces sandinistes (du 14 au 21, 14 et 28).

15. - IRAN : Les Iraniens votent pour élire les 270 députés de leur Parlement parmi les 1 203 candidats agréés par la justice islamique. Les résultats de ces secondes élections législatives depuis l'instauration de la République islamique ne sont pas connus en avril (14, 15-16 et 17).

FRANCE

6. - Mort d'André Wormser, écrivain, éditeur à l'Humanité (7, 8-9 et 12).

18. - Le conseil des ministres adopte le projet de loi sur l'enseignement privé qui mécontente aussi bien les laïques que les responsables catholiques. Mais c'est surtout contre le projet de décret prévoyant la titularisation des maîtres du privé que ces derniers protestent. Mgr Lustiger, archevêque de Paris, avait affirmé dans une déclaration diffusée le 17 : « Je dis non à un processus de fonctionnarisation des enseignants qui mettrait en péril l'identité de l'école catholique » (6, 7, 10, 11, du 15 au 26 et 28/IV, 2/V).

CULTURE

4. - M. Mitterrand déclare au cours de la conférence de presse qu'il est favorable à l'introduction de la publicité sur les radios locales privées (6, 7, 8-9, 12, 13, 14, 18, 22-23 et 24).

La question du Proche-Orient

2. - ISRAËL : Trois terroristes ouvrent le feu à la mitraille et lancent des grenades sur la foule en plein centre de Jérusalem. Une personne est tuée et quarante-sept autres blessées ; l'un des agresseurs est aussi tué et les deux autres arrêtés. L'attentat est revendiqué par le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) de M. Nayef Hawaaneh (du 3 au 9).

13. - ISRAËL : Quatre terroristes qui avaient déjoué la veille l'autobus Tel-Aviv-Aschkelon sont tués par l'armée israélienne. Une soldate israélienne est également tuée. Le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) de M. Georges Habache revendique la responsabilité de cette attaque. Une commission d'enquête est créée le 27 sur les circonstances de la mort d'un des membres du commando, photographié vivant après sa capture (du 14 au 20, 26 et 29-30/IV, 2/V).

19. - LIBAN : M. Amine Gemayel s'entretient à Damas avec M. Hafez el Assad pour la deuxième fois en moins de deux mois, alors que, depuis le 15, le cessez-le-feu prévu par la conférence de Lausanne est à peu près respecté à Beyrouth et dans la montagne. Le 25, le désengagement des forces de l'ing de la ligne de front est avancé : mille deux cents policiers libanais et cent soixante observateurs dont quatre-vingt Français se sont interposés entre les belligérants (du 6 au 29).

La sidérurgie, les communistes et le pouvoir

Le 2, M. Georges Marchais, invité de L'Express de « réitérer son soutien », déclare que « si l'esprit n'a la lettre », des accords PS-PC ne sont respectés et estime que si le président de la République maintient ses décisions concernant les restructurations industrielles, il doit admettre qu'il s'est « trompé » en 1981.

Économie

2. - LOGEMENT : M. Paul Quilès annonce dix mesures pour relancer l'achat et la construction de logements (3 et 4).

SCIENCE ET FUTUR

3-11. - Trois cosmonautes, dont un Indien, rejoignent à bord du vaisseau spatial soviétique Soyuz-T-11, la station orbitale Salyut-7, à bord de laquelle trois autres cosmonautes séjournent depuis le 6 février (3, 5, 6, 8-9, 12, 17, 20, 25 et 28/IV, 2/V).

Un choix d'enquêtes et de reportages

- IRAK : Le siège de la guerre (4, 5 et 6).
FRANCE : Le commandant Prouteau mis en cause dans l'affaire des Irlandais de Vincennes (10, 11, 13, 15-16, 21, 27 et 28).
ÉCONOMIE : Le cuivre et les nouveaux développements de l'industrie des métaux (10 et 17).
ZIMBABWE : Le Zimbabwe en mal de parti unique (12, 13 et 14).
NOUVELLE-CALÉDONIE : L'épreuve de l'autodétermination (13 et 14).
FRANCE : La poste en souffrance (17 et 18).
DOSSIER : La sécurité routière en France (18).
FRANCE : La bataille de la modernisation industrielle (19 et 20).
HONGKONG : Une passerelle entre deux mondes (22-23).
TAIWAN : Taiwan face aux infidélités de l'ami américain (26 et 27).
PORTUGAL : L'ex X de la liberté (26).

Le Monde

culture

NOTES

Théâtre

« ANCIENNETÉ CHEZ LOUISE »

Un parfum froid

On pourrait, pour vivre l'aventure, improviser la vie, comme on disait naguère, décider un beau jour d'aller au bout de sa ligne d'autobus, là où on n'est jamais descendu. On trouverait un café fermé « Anciennement chez Louise », et l'on rencontrerait un enfant qui lit Zola dans le métro, à cent pas de son arrêt, comme s'il n'attendait pas le bus.

L'homme tentera maladroitement d'engager le dialogue, de sortir du carcan de ses habitudes. L'enfant est un rien opaque, renfermé dans ses images et ses secrets, fier. Pourtant, entre eux, le mystère du café fermé les entraîne peu à peu vers une vraie rencontre et une exploration de l'autre côté du mur avec ses verres poussiéreux - quel fut le dernier verre ? - ses bouteilles colorées et le sort de Louise - est-elle en Amérique ?

C'est une situation, et comme l'ébauche d'un sujet qu'à choisi pour son dernier spectacle François-Pillet, de la Pomme Verte.

Ce spectacle, peut-être un peu court, souffre d'un excès de pudeur, de retenue : il exhale un parfum un peu froid, en dépit de la présence certaine de Bernard Montali (l'homme) et de Barthélemy Robin (l'enfant). Le sujet, pour être très fort, manque de chair.

BERNARD RAFFALLI

* La Pomme Verte, Centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse, rue Louise-Michel, 75500 Sartrouville. Tél. : 16.3.914-33-51.

Art

Couleurs à La Villette

Des « journées de la couleur » auront lieu, mercredi 9 et jeudi 10 mai, dans le cadre du Musée national des sciences et des techniques, à La Villette. La couleur, phénomène biologique, outil publicitaire, élément de composition architecturale, ou matière première de la peinture et de l'image cinématographique, fera l'objet de conférences données par des personnalités du monde scientifique, des universitaires ou des artistes. Une vingtaine de courts métrages réalisés par des « plasticiens de la couleur » et des documentaires à caractère scientifique sont prévus en soirée (211, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris. Tél. : 240-27-28).

INSTITUT

Mort de l'historien Pierre-Maxime Schuhl

Pierre-Maxime Schuhl, membre de l'Institut, est mort dans la nuit du 6 au 7 mai. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans. Ses funérailles auront lieu le 10 mai après-midi, à 15 heures, dans l'église de Saint-Sauveur. La levée du corps se fera le 10 mai, à 8 heures du matin, 7, avenue de Suffren, à Paris.

Né le 28 juin 1902 à Paris, Pierre-Maxime Schuhl avait été reçu à l'École normale supérieure à l'âge de dix-neuf ans. Il était licencié et docteur en lettres, licencié en sciences (physiologie générale, botanique, minéralogie), agrégé de philosophie. Sa carrière universitaire a commencé à Poitiers et s'est achevée à la faculté des lettres de Paris, devenue université de Paris-IV-Sorbonne, où il enseigna l'his-

MUSIQUE

« LE MARIAGE SECRET », à l'Opéra-Comique

Tout va bien à bord

La grande question, à l'opéra, est de savoir si le ténor finira par épouser la soprano et comment ils viendront à bout des pièges du baryton, vainqueur l'obstination de la basse et déjoueront les intrigues menées par le contrat. Dans le *Mariage secret*, de Cimarosa, le problème vient précisément de ce que les deux jeunes premiers sont déjà mariés clandestinement, et c'est ce qui les sévera.

Créé à Vienne en 1792, commandé par l'empereur Léopold II qui en ordonna une seconde exécution après avoir offert une collation à tous les interprètes, *Il matrimonio segreto* a été adapté d'une comédie anglaise de Colman et Garrick (qui s'inspirait des gravures de Hogarth) par Giovanni Bertati, le rival et le successeur de Da Ponte, qui le tenait en piètre estime quoiqu'il lui ait emprunté toute la trame de *Don Giovanni*. Situé à la croisée de deux mondes, succédant de deux mois à la mort de Mozart et précédant de quelques jours la naissance de Rossini, cet opéra-bouffe dans la tradition napolitaine peut être considéré selon de multiples points de vue.

Déjà on y entend des effets de crescendos et des répétitions de notes dont Rossini fera son miel, tandis que la composition elle-même marque un recul par rapport à Mozart : les formules abondent, le rythme dramatique est moins serré, et à l'orchestre, on n'entend jamais qu'une seule idée à la fois, rarement exploitée d'ailleurs. Les meilleurs moments de la partition se trouvent dans les deux *finale* et dans le second acte. Le livret n'est pas fertile en rebondissements mais il sait ménager et même accroître l'intérêt jusqu'à son dénouement. Il ne s'agit donc pas d'un ouvrage capital ou profondément original mais d'un divertissement intelligent et sans prétentions.

C'est dans cet esprit qu'a été conçu le spectacle présenté à la salle Favart depuis le 28 avril (1) dans une production de l'Opéra de Cologne, qui a déjà voyagé et va le faire à Metz, à Nancy, à Strasbourg, au prix S.W.E. 1983 au Stadler Wells Theater de Londres. Dans un décor de Jan Schlubach représentant, selon les indications du livret, un grand salon qui communique avec plusieurs appartements, dans les tons gris de la pierre nue, les personnages évoluent comme dans une comédie bourgeoise, avec juste ce qu'il faut de variété pour faire rire une partie du public, mais on est loin de ces excès qui défiguraient *Tosca* il y a quelques années ou de ces vaines relectures dont la mode commence enfin à passer. Régis dans ses moindres détails, c'est un spectacle qui fonctionne bien, selon

l'expression des gens du métier, et qui se laisse écouter.

La distribution, exempte de vedettes et qui varie légèrement selon les soirs, est homogène. On peut placer en tête Aida Ferrarini (Carolina), dont le timbre clair séduit dès l'abord, et regretter que Marta Szirmay (Fidalma) soit obligée de forcer une voix plus à l'aise dans la légèreté, sans être réellement exceptionnel. Vinson Cole possède cette voix de ténor mozartien qu'exige le rôle de Paolo; Michèle Lagrange (Elisetta), Carlos Feller (Geronimo) et Claudio Nicolai (le Comte) appellent le même commentaire.

L'équilibre entre la fosse et le plateau, toujours délicat à la salle Favart, empêche de juger impartia-

lement le travail du chef. Réduit à trente-cinq musiciens environ (qui peuvent changer d'une représentation à une autre), l'orchestre n'a pas pour autant les qualités qu'on attendrait d'une formation de chambre; l'exécution ne pêche pas par excès de raffinement dans les nuances, mais, en dépit de quelques accidents de parcours, tout va bien à bord sous la direction alerte de Cyrill Dieudonné. Il faut accorder une mention toute particulière à Dimitri Yakov, dont les interventions au clavier, pleines d'invention et d'à propos, contribuent à donner au récital un intérêt plus vif qu'à l'ordinaire.

GÉRARD CONDÉ

(1) Prochaines représentations les 8, 11, 14, 18 et 21 mai à 19 h 30.

L'ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE TOKYO

Le lyrisme secret du Japon

En tournée pour la première fois à travers l'Europe, l'Orchestre philharmonique de Tokyo, comme l'écrit son président M. Akio Morita, « est en quelque sorte l'incarnation de la passion japonaise pour la musique classique ». Sa discipline, son homogénéité exceptionnelles, expriment une tension démesurée vers la perfection. Dans l'ouverture du *Carnaval*, de Dvorak, l'ensemble tourne à plein rendement, avec une raideur que peu militaire qui cède dans la partie médiane à une poésie de clair de lune, d'une infime qualité.

La *Cinquième symphonie* de Chostakovitch, si impressionnante dans son écartèlement entre l'angoisse de l'homme irremédiablement solitaire et sa recherche d'une fusion dans un grand courant populaire, trouve une expression émouvante dans un travail de haute précision dont le jeune chef, Tadaaki Otaka, mime chaque détail, enchaîne les lignes, et calibre les sonorités. On souhaiterait parfois plus de liberté, plus de soufflé et d'imagination autour des notes, un lyrisme plus tempéré et slave. Pourtant il y a quelque chose de bouleversant dans cette construction

sacharée d'un monde visionnaire, qui aboutit dans le largo, et surtout le beau thème russe si simple, à une image très pure, une douceur pleine de tendresse, où l'ère qui s'est battu longtemps contre lui-même et contre le monde qui l'entoure rend les armes.

La poésie, le rêve, habitent le *Concerto pour violon*, de Toru Takemitsu, intitulé *Orion et les pléiades*, créé ce lundi par l'Orchestre philharmonique de Tokyo. Un merveilleux soliste, au jeu fin, net, tressaillant, Tsuyoshi Tsutsumi, recrée de l'intérieur ce chant qui se déploie pensivement à travers les lignes les plus imprévues, les plus acrobatiques parfois, sur un beau décor de sonorités sidérales, de taches lumineuses. C'était tout le lyrisme secret du Japon qui s'inscrivait à l'intérieur de la tradition occidentale.

JACQUES LONCHAMPT. P.S. L'Orchestre philharmonique de Tokyo jouera ce mardi 8 mai au Théâtre des Champs-Élysées la même ouverture du *Carnaval* de Dvorak, avec la *Symphonie pastorale* de Tchaïkovski, et le *Concerto pour piano* d'Akio Yashiro.

ROCK

JOE JACKSON AU ZENITH

Le génie de la synthèse

La scène vide, à peine éclairée, un instrumental sur bande magnétique et, dans la salle, c'est déjà le délire. Hurllements, ovations, avant même d'entrer en scène, Joe Jackson a gagné la partie. Cette partie, il l'a gagnée sans concession, sans jamais aller chercher son public, à son rythme, menant une carrière au gré de ses humeurs, changeant de style régulièrement et de dehors des modes et des courants. Aujourd'hui, il est seul dans son domaine : enfant du rock émané, s'y référant à l'occasion pour les attaches et l'énergie, mais pour le reste - les influences, les attitudes, l'esprit - il est ailleurs.

Soutenu par une formation de choc, qu'il a présentée le lundi 7 mai au Zenith comme « le meilleur groupe qu'il ait jamais eu », Joe Jackson verse dans le latino-américain, mêlé de funk pimenté de swing, avec des penchants de plus en plus sensibles pour le jazz. Mélodies capiteuses, pulsions chaotiques et rythmes torrides, les compositions privilégient claviers et cuivres qui en sont la trame essentielle, la guitare, discrète, se réservant une fonction rythmique.

Quel que soit le genre abordé, ce qu'il y a de plus frappant dans la création de Joe Jackson, c'est son sens de l'assimilation. Musicien dans

l'âme, il a le génie de la synthèse, tirant le meilleur parti de ses influences multiples, éclatées, et les adaptant à son identité.

Son statut de star, il l'a obtenu à son lasso, presque malgré lui, il suffit de le voir sur scène pour comprendre que c'est la dernière de ses préoccupations. Chaleureux, un grin pataud avec ses allures de benêt maladroit, cherchant le contact avec le public mais exigeant de lui le silence, et se prenant un peu trop au sérieux, il se croit obligé d'introduire chaque morceau (dans un français approximatif). Et quand il s'essaye à quelque plaisanterie, on frise la catastrophe.

Pourtant, c'est aussi cela qui le rend attachant, différent, cette façon de prendre à cœur la moindre intervention, d'être sur scène comme on reçoit des invités. Cette conviction forcée qu'il pose sur tout : quand il chante, habité, stimulé, la voix vibrante et le timbre noir gorgé de soul, ou quand il souffle dans son saxophone. Joe Jackson est l'un des musiciens les plus importants du moment sans qu'il cherche à nous le faire savoir. Rien n'est plus rafraîchissant.

ALAIN WAIS.

* Discographie chez CBS.

CINÉMA

GÉRARD PHILIPPE

Un séducteur et son temps

Une carrière commencée tôt, au théâtre et au cinéma : le rayonnement exceptionnel d'une personnalité en laquelle la jeunesse de l'immédiate après-guerre trouva son héros, son symbole : une mort prématurée, le 25 novembre 1959, quelques jours avant son 37^e anniversaire, ont fait de Gérard Philippe une légende. On a beaucoup écrit sur lui. Mis à part les souvenirs et témoignages recueillis par Anne, sa femme, et Claude Roy, l'essai de Georges Sadoul et ce récit discrètement émouvant qu'est *Le Temps d'un soupir* d'Anne Philippe, ouvrages et articles, quel qu'ait été le talent de leurs auteurs, ont, d'une façon générale, contribué à placer cette légende sous les projecteurs bien réglés de l'émerveillement et de la nostalgie.

Le Gérard Philippe de Pierre Cadars ne dérange pas, avec une volonté iconoclaste, cette belle et pieuse ordonnance. Le livre cherche simplement à l'expliquer et à le dépasser, en reprenant le parcours de l'homme et de l'acteur.

Né pour sa part en 1944, Pierre Cadars n'a pas connu le phénomène TNP et les enchantements de la cour du palais des papes à Avignon, la fièvre du CTA et l'uniforme romantique du *Prince de Hambourg*; quant aux films, il les a découverts, pour la plupart, en dehors de l'époque où ils ont été tournés. On parlerait bien de « recul historique », si l'expression n'était un peu trop sèbe. L'auteur a consulté les archives, s'est appuyé sur des témoignages tout en s'impliquant lui-même dans cette exploration du passé.

Avec lui, ce passé vivant, cohérent, retrouve l'atmosphère sociale et idéologique de 1942 (l'année où Philippe Gérard, comme il s'appelait alors, débuta, à Nice, dans un petit rôle d'une pièce de Roussin) à 1959, tournant radical de nos institutions. Fin de l'occupation allemande, les espoirs de la libération, la rénovation culturelle de l'après-guerre, les retombées de la « guerre froide » sur les événements intérieurs de la IV^e République, tout cela appartient à l'histoire personnelle de Gérard Philippe.

Il y avait, chez Gérard Philippe, la séduction de la jeunesse et elle s'est conservée jusqu'au bout d'où la fascination qu'il a exercée dans *L'Idiot*, *Le Diable au corps*, *La Chartrreuse de Parme*, *Une si jolie petite plage*, *Juliette ou la clef des songes*, *Fanfan la Tulipe*, *les Belles de nuit*, *les Orgueilleux*, *Monsieur Ripois*, *le Rouge et le Noir*, *les Grandes Manœuvres*, *Montparnasse 19* et *Por-boutille*, pour ne citer que les interprétations dominantes, les meilleures, à notre sens.

Au cinéma comme au théâtre, Gérard Philippe a pleinement vécu son temps. L'originalité du livre, magiquement illustré par des photographies qui n'ont pas déjà été montrées partout et proloquemment, en grande partie, des collections de Freddy Buache à la Cinémaèque de Lausanne, tient à ce ressuscitement des années 45-50, à leurs glissements, leurs secousses, leur effervescence, aux idéalisations durement balayées par la réalité, aux crises de conscience.

Ainsi, aujourd'hui, un cinéphile qui s'est donné le temps de connaître et de réfléchir, sans préjugé, peut-il écrire sur Gérard Philippe, non pas « un livre de plus » mais un livre nouveau. L'exigence de l'honnête-acteur fut - le public le ressentait instinctivement - la constante d'une attitude humaniste. Autant biographe qu'étude psychologique, l'ouvrage de Cadars rend à Gérard Philippe, avec pudeur, la véritable image de lui-même.

JACQUES SICLIER.

* Gérard Philippe, Éditions Henri Veyrier, collection « Cinéma » dirigée par Claude Gauvreau, 216 pages illustrées, 128 francs. Pierre Cadars avait déjà consacré à Gérard Philippe un chapitre de son précédent ouvrage chez Veyrier *Les Séducteurs du cinéma français (1928-1958)*.

* PRÉSENCE DE LA ROUMANIE... - Un colloque international sur le thème « Présence de la Roumanie en France et en Italie » est organisé du 9 au 11 mai à l'université de la Sorbonne nouvelle (Paris III), 113, rue de Sceaux, Paris 5^e.

THÉÂTRE

« LES LINGES DU TEMPS », de Bruno Carlucci

Gauche toute : la bonne lessive

Les Linges du temps est une suite de tableaux rappelant des faits de l'histoire de la France, des Croisés du XI^e siècle jusqu'au jour d'aujourd'hui.

L'actualité, chemie faisant, est entendue, ressentie, commentée, dans une blanchisserie, ce qui est une bonne idée. Les draps, les chemises, il a fallu toujours les laver, selon des méthodes qui ont changé. Une blanchisserie, c'est une France en petit, il y a là le travail et le patronat, il y a tout de suite une question majeure puisque la main-d'œuvre fut surtout féminine, et il y a aussi les personnes dont le linge est bouilli, pressé : hommes politiques, professions libérales, clergé, mais aussi hommes du peuple lorsqu'ils sont aux armées et que les blanchisseuses essaient de récupérer les linges de corps ensanglantés.

Les auteurs de ce long spectacle ont vu grand (conception et mise en scène de Bruno Carlucci, dialogues de Jean-Pierre Léonardini, direction d'acteurs de Viviane Théophilides, décors et costumes d'André Acquart, musique de Anne-Marie Fijal et Jean-Louis Chauvemp). Les décors, très étudiés, figurent aussi bien des champs de bataille que des bords de rivières, des avenues, et bien sûr, sans cesse, les

buanderies qui ébangent avec le temps. Une équipe importante d'acteurs a été très bien bâillonnée : vêtements multiples, historiquement exacts, et aisés, naturels. Un orchestre sur le côté de la scène : musique, vieilles chansons françaises qui alternent avec des airs qui rappellent Brecht.

C'est comme si le public feuilletait un beau livre d'images sonores, claires, soignées, avec paroles fortes dans les bulles. Tout cela bien fauché, mais même sur une durée de cinq heures (en deux sessions : *la Coule* et *la Saignée*), la saisie d'une infinité d'événements et d'idées très riches, devient nécessairement un peu plus résumée. Ces *Linges du temps* gagnent dès lors une allure - parole d'évangile - qui, dans l'ambiance des salles de théâtre habituelles, avec tant d'auteurs, à des analyses plus raffinées, fait un peu trop « peinture naïve ».

A la belle étoile, aux mois d'été, les soirs de fête, dans un climat de détente bon enfant, *les Linges du temps* trouveraient un bon plus juste. C'est du beau théâtre de campagne, de plein air.

MICHEL CURNOT.

* Maison de la culture de la Seine-Saint-Denis, Bobigny, 20 h 30.



Air Canada, c'est aussi les USA.

Grande nouvelle : les USA sont voisins du Canada. Du coup, Air Canada peut vous emmener facilement à New York, Boston, Cleveland, Chicago, Dallas, Houston, Miami et Tampa. Le savez-vous ? Vers Los Angeles et San Francisco, c'est Air Canada qui assure, à des prix comparables et en Service Intercontinental, les liaisons parmi les plus rapides (départ 14 h 35 - arrivée 19 h 45) Et sans doute les plus commodes : une seule escale, Toronto, où vous passerez en même temps les douanes canadienne et américaine. Pensez-y, USA nime aussi avec Air Canada. Renseignez-vous chez Air Canada ou chez votre agent de voyages.

C'est si bon que vous voudrez rester à bord.



Point Service Tourisme, 21, rue des Capuciers, 75009 - Tél. (1) 4623 21 (tous les jours de 10h à 18h) ou 11 11 11 (1) 4623 21 (tous les jours de 10h à 18h) Air Canada se réserve le droit d'opérer des modifications de son calendrier de vols.

Handwritten signature or stamp in Arabic script.

SPORTS

L'INAUGURATION DU BARRAGE « ANTI-CRUE » DE LA TAMISE

Arrêter la mer

Londres. — Arrêter la mer et sauver Londres. Telle est, ni plus ni moins, la fonction de l'étonnant ouvrage d'art qui devait être inauguré, le 8 mai, par la reine Elizabeth. De conception tout à fait originale et spectaculaire, le barrage « anti-crue » de la Tamise devait, accessoirement, devenir un lieu d'attraction plus court que la tour de Londres, au dire des responsables de l'entreprise, qui n'hésitent pas à faire de ce nouveau monument la « huitième merveille du monde ».

L'Angleterre est en train de sombrer. Cette affirmation ne doit pas être prise au sens figuré. Ce n'est pas l'un de ces stupides méchancetés que l'on échange traditionnellement par « mésestime cordiale » de part et d'autre de la Manche. Ce naufrage est une réalité d'ordre strictement géographique. Tandis que le nord-ouest de la Grande-Bretagne se soulève, le sud-est s'enfonce dans la mer du Nord de 30 centimètres par siècle. A l'échelle de l'histoire de l'humanité, cette inclination est extrêmement rapide. L'Angleterre n'est une île que depuis peu. Il y a seulement huit mille ans, elle était encore rattachée au continent, et l'estuaire du Rhin, dont la Tamise était un affluent, se situait entre Dieppe et Brighton.

Flux et reflux

Au cours des cent dernières années, le niveau des marées croissantes au point de Londres a augmenté d'environ 76 centimètres car, de surcroît, le sous-sol de la capitale britannique, constitué d'une couche d'argile tendre, a tendance à s'affaisser. Londres est doublement livrée aux périls de la mer. Sous certaines conditions météorologiques, indépendamment du mouvement prévisible des marées, des flux venus de l'autre bout de l'Atlantique et s'engouffrant dans le goulot d'étranglement qu'est la mer du Nord peuvent provoquer, dans la basse vallée de la Tamise, des inondations catastrophiques. Londres en a connu à

De notre correspondant

plusieurs reprises dans le passé, notamment au treizième et au dix-septième siècle, mais plus récemment aussi, en 1928 et 1953, quand des raz de marée ont causé la mort d'une centaine de personnes dans la seule région de Londres. En 1976 et en 1978, les quais de Westminster ont été presque submergés. Par chance, la vague est revenue au moment des basses eaux. Mais le danger et sa fréquence augmentent sans cesse.

On estime qu'une superficie de 116 kilomètres carrés, sur laquelle vivent plus d'un million d'habitants, était directement menacée. Le coût d'une nouvelle inondation a été évalué à plus de 3 milliards de livres (36 millions de francs). Il n'était plus possible et suffisant de continuer à surélever les berges comme on l'avait souvent fait auparavant. Ainsi, en 1970, a été mis au point le projet de la construction, près de Greenwich, d'un barrage mobile entouré en aval de digues destinées à contenir le flot arrêté. Mobile, parce que le risque ne dure que quelques heures par an et parce que, en temps ordinaire, la circulation fluviale doit rester libre.

Même si le port de Londres a considérablement perdu de son importance et que ses principales installations se trouvent maintenant plus loin à proximité de l'embouchure de la Tamise, trente-six mille navires passent encore chaque année à Woolwich, l'endroit précis où se dresse le barrage. Il est constitué, sur les 520 mètres qui séparent les deux rives, de dix énormes piliers de béton entre lesquels sont placées des portes métalliques qui, normalement, reposent à plat sur le lit du fleuve et peuvent, au moment voulu, se dresser à la verticale en un quart d'heure, sous la poussée de puissants vérins. Chacune des quatre portes centrales est large de 65 mètres, haute de 20 et pèse environ 1 300 tonnes.

La solution était audacieuse et elle en donne immédiatement l'impression avec l'architecture étrange des piliers. Ceux-ci sont coiffés d'immenses coques recouvertes de feuilles d'acier inoxydable qui scintillent au soleil, si bien que l'on ne peut manquer d'apercevoir le barrage de très loin en arrivant à Londres par avion.

Double entreprise de sauvetage

Cette réalisation extraordinaire est l'œuvre et la fierté du Conseil du Grand Londres, qui a organisé de nombreuses festivités pour donner du relief à l'inauguration, d'autant que cette institution, contrôlée par l'opposition travailliste, est désormais menacée de dissolution par le gouvernement de Mme Thatcher. Double entreprise de sauvetage...

Il a fallu très exactement dix ans pour mener à bien les travaux qui viennent de s'achever et auront coûté près de 450 millions de livres (prix 1982) financés à 75 % par l'Etat. C'est évidemment très cher, mais cela représente à peine le sixième du montant des dégâts d'une seule des inondations redoutées. L'ouvrage était déjà prêt à fonctionner en cas d'urgence depuis le 31 octobre 1982, date à laquelle a eu lieu, avec succès, un premier essai. Une station d'alerte au nord de l'Ecosse permet de prévoir, douze heures à l'avance, une marée exceptionnelle justifiant la fermeture du barrage. Or les experts pensent que, d'ici à l'an 2000, il faudra procéder à cette opération en moyenne deux fois par an. Après la fin du millénaire, la fréquence pourrait aller jusqu'à dix fois. La durée de vie de cet ensemble est prévue pour soixante ans, mais on sait que bien avant cette limite, il faudra avoir envisagé une autre solution pour protéger Londres des effets de son inexorable enfouissement.

FRANCIS CORNU.

FOOTBALL

VINGT JOUEURS EN STAGE A FONT-ROMEU

Michel Hidalgo, directeur des équipes de France de football, a communiqué, lundi 7 mai, la liste des vingt joueurs qui prendront part, du 13 au 30 mai, à Font-Romeu, au stage de préparation, en vue du championnat d'Europe des Nations.

Cette sélection est la suivante :

- Gardiens de buts : Bats, Bergeron, Rust ;
- Défenseurs : Amoros, Battiston, Bossis, Domergue, Le Roux, Tusseau ;
- Milieux de terrain : Fernandez, Ferreri, Genghini, Giresse, Platini, Tigana ;
- Attaquants : Bellone, Bravo, Lacombe, Rocheteau, Six.

La liste définitive des vingt joueurs qui prendront part au championnat d'Europe sera connue le 2 juin mais, sauf blessures, elle ne devrait pas être différente de celle annoncée le 7 mai.

LE CHAMPIONNAT EN DIRECT SUR « CANAL PLUS »

La future chaîne de télévision Canal Plus pourra retransmettre en direct un match par journée du championnat de France de football. La signature d'un protocole d'accord a été annoncée par M. Jean Sadoul, président de la Ligue nationale de football, à l'occasion de l'assemblée générale qui réunissait à Monaco les présidents des clubs de première et de deuxième division.

Cet accord devrait permettre aux clubs de percevoir dans un premier temps 6 à 7 millions de francs par an et de valoriser le tarif des publicités statiques sur les stades sans nuire pour autant aux affluences. Pour son lancement en novembre, Canal Plus ne devrait toucher que deux cent mille abonnés, principalement en région parisienne.

JUDO

La retraite de Thierry Rey

Thierry Rey ne tentera pas de gagner l'été prochain à Los Angeles une nouvelle médaille d'or olympique. Finalement, il n'attendait pas, Rey ne puisa pas dans ses trésors de hargne pour s'imposer. Après avoir connu le judo des élites des plus élevés, il n'arrivait plus à trouver la motivation suffisante pour les objectifs plus communs. Sans ce ressort psychologique, son judo habituellement tranché était émoussé.

Après avoir été six fois champion de France de 1978 à 1983, d'abord en super-légers puis en mi-légers, champion du monde en 1980, champion olympique en 1980 et champion d'Europe en 1983, il n'a pas accepté d'être à Los Angeles la doublure d'un garçon qui a sagement vécu dans son ombre depuis six ans en attendant sa chance.

Sa décision était prévisible depuis plusieurs semaines : « Je me sens vieux dans mon corps », avait l'habitude de dire, ces derniers mois, Thierry Rey. Depuis 1977, année où il monta pour la première fois sur la plus haute marche d'un podium en gagnant les sélections d'hiver, il s'était constamment fait violence pour être au poids dans sa catégorie.

C'est un jeune inconnu, Pascal Gilbert, qui a, en fait, mis un terme, le 24 mars, à sa carrière :

il lui a barré la route de la finale des championnats de France. Fava a été adversaire qu'il n'attendait pas, Rey ne puisa pas dans ses trésors de hargne pour s'imposer. Après avoir connu le judo des élites des plus élevés, il n'arrivait plus à trouver la motivation suffisante pour les objectifs plus communs. Sans ce ressort psychologique, son judo habituellement tranché était émoussé.

Considéré de cette évolution depuis son dernier coup d'éclat aux championnats d'Europe 1983, où il avait décroché le titre qui faisait encore défaut à son palmarès, le judoka cigale était devenu tour à tour préparateur son avenir social. Intéressé par le cinéma, il a néanmoins prévu d'ouvrir un centre omnisports à Lagny, avec l'aide financière de la FFJDA.

On pourra regretter cette fin de carrière en queue de poisson qui suit de peu celle d'un autre champion du monde, Bernard Tchoullouyan. Toutefois, c'est en contestant sans cesse ses meilleurs représentants que la Fédération de judo a réussi à pérenniser les résultats internationaux des combattants français.

ALAIN GIRAUDO.

BOXE : Elbilia déchu de son titre européen. — Le boxeur français Gilles Elbilia a été déchu de son titre de champion d'Europe des poids welters pour ne pas l'avoir défendu dans les délais prescrits par l'Union européenne de boxe. Cet organisme lui a refusé le délai de trois mois qu'il avait demandé pour pouvoir disputer à Detroit un championnat du monde contre McCrory, Le Britannique Lloyd Honeyghan et

l'italien Gianfranco Rosi se rencontreront pour le titre européen.

TENNIS : Tulasne qualifié à Hambourg. — Le Français Thierry Tulasne s'est qualifié pour le deuxième tour du tournoi de tennis de Hambourg, doté de 250 000 dollars, en battant le Suédois Jan Gunnarsson, 1-6, 7-5, 6-1. En revanche, Christophe Froys a été éliminé par le Tchèque Libor Pimek, 6-0, 7-5.



Toshiba ouvre maintenant une usine pour semi-conducteurs en Europe, à Brunswick, RFA.

L'usine nouvellement ouverte à Brunswick fabrique maintenant des CI, LSI et VLS hautement qualifiés suivant une technologie des plus modernes et sur des installations entièrement automatiques. Les CI jouent un rôle décisif comme éléments «star» dans l'industrie électronique. Le développement de la technique des ordinateurs serait inimaginable sans eux. Ils sont nécessaires incessamment pour des appareils d'utilisation à domicile et dans les applications industrielles. Toshiba est universellement en tête dans le domaine de la production des semi-conducteurs. C'est la première entreprise du monde qui réussit à fabriquer en série des circuits complexes CMOS et LSI/VLSI. Avec le commencement de la production de la nouvelle usine à Brunswick, Toshiba est mainte-

nant à même d'offrir à ses clients des avantages importants :

- Livraison plus rapide**
Car Brunswick est situé 12.000 km plus près que le Japon.
- Aide technique renforcée**
Non seulement les bureaux de vente, mais aussi l'usine de Brunswick peuvent maintenant répondre à des désirs de clients pour un service technique dans les domaines de l'application, du développement et du contrôle de la qualité.
- Service après vente amélioré**
Un laboratoire d'analyse des défauts complètement équipé est à disposition dans l'usine de Brunswick pour pouvoir traiter le plus rapidement possible les réclamations des clients.

Importation simplifiée
Les produits de Brunswick obtiennent le certificat d'origine CEE. C'est la raison pour laquelle les produits ne sont soumis à aucune restriction d'importation ou d'exportation en dehors des états membres de la CEE.

De vastes contrôles de la qualité et de la fiabilité vous garantissent la plus grande sécurité des produits. Ainsi que vous l'êtes habitués de Toshiba.

TOSHIBA

Toshiba Europa L.E. GmbH - Paris Liaison Office - Tour de bureaux de Remy 7 - Avenue de Gambetta de Gaulle - 92118 Rosny Sous Bois
Telephone (01) 855-56-56 - Telex 231 245
Toshiba Semiconductor GmbH - Grunem-Steinweg-Strasse 10, D-3300 Braunschweig - Tel. (05 31) 31 00 00 - Telex 952 308
Toshiba Europa (L.E.) GmbH - Hauptstr. Landstrasse 115 - 4040 Neuss
Telephone 021 011 15 80 - Telex 3 517 426

مكتبة الامم المتحدة

DU 7 AU 12 MAI 1984

LES 6 JOURS DES 9 BHV

DES CENTAINES DE PRIX 6 JOURS DANS TOUS LES RAYONS.



RIVOLI/PARLY 2/MONTHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPINE
ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

Pour votre **DEMEMAGEMENT**

ODOUL

AGENT GENERALISTE

16, rue de l'Atlas-75019 Paris 208 10-30



Logement en famille, appartements ou hôtels en bord de mer. Cours pour adultes, cours spéciaux pour jeunes dans des écoles agréées tous l'année.

Structure générale: Côté A3 508.94.60
10, rue St-Marc 75002 Paris

DU 7 AU 12 MAI 1984

LES 6 JOURS DES 9 BHV

C'EST AUSSI **CRÉDIT GRATUIT (9 MOIS)**

A PARTIR DE 2000 F D'ACHATS, VERSEMENT 20% COMPTANT. APRES ACCEPTATION DU DOSSIER CREDITO. INTERETS A LA CHARGE DU BHV.

SUR L'ELECTROMÉNAGER, LA TV, LA HI-FI, LE JARDIN (MEUBLES ET MATÉRIELS)



Dans la mesure où le rayon correspondant existe

RIVOLI/PARLY 2/MONTHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPINE
ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

DU 7 AU 12 MAI 1984

LES 6 JOURS DES 9 BHV

C'EST AUSSI **-15% PLUS CRÉDIT GRATUIT (9 MOIS)**

A PARTIR DE 2000 F D'ACHATS, VERSEMENT 20% COMPTANT. APRES ACCEPTATION DU DOSSIER CREDITO. INTERETS A LA CHARGE DU BHV.

SUR TOUS LES MEUBLES, LITERIE, SIÈGES

meubles de cuisine, de salle de bains, kits d'ameublement
* En vente au rayon meuble



Dans la mesure où le rayon correspondant existe. Saut meuble de jardin. Livraison gratuite Paris et proche banlieue à partir de 800 F d'achats.

RIVOLI/PARLY 2/MONTHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPINE
ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

DÉFENSE

POINT DE VUE

Les dérives d'une politique

I. - France : on donne le change

par YVES LANCIEU (*)

Dans une série de deux articles, dont nous commençons ci-dessous la publication, le chargé de mission du RPF pour les questions de défense, M. Yves Lancier, député de Paris, croit discerner, dans la réorganisation de l'armée de terre, une « dérive » de la politique militaire actuelle qui accentuerait le fossé entre la défense nationale et l'engagement des seules forces classiques françaises au sein de l'alliance.

En matière de défense, la prospective doit s'inscrire dans une démarche pérennitaire. Les années 70 furent marquées du sceau de la continuité, si elles connurent à leur début un infléchissement des crédits (c'était l'après-mai 68), et par la suite une inflexion des priorités (avec la revalorisation du corps de bataille).

La grande question qui se posait, par conséquent, au début des années 80 était de savoir dans quelle mesure les grandes options des années 60 seraient maintenues avec l'arrivée au pouvoir d'une équipe longtemps opposée à notre doctrine de dissuasion nationale.

La loi de programmation militaire 1984-1988 allait apporter trois grands éléments de réponse :

- Des engagements sur des crédits et, en parallèle, sur des programmes physiques, engagements que nous jugeons insuffisants et surtout aléatoires ;

- Une référence marquée à la doctrine dite des trois cercles (1), en retrait sur la tendance qui se dessinait en faveur d'une dissuasion plus élargie ;

- Une réorganisation du dispositif de l'armée de terre avec la création de la Force d'action rapide (FAR) et de la division Hadès (2), donnant de prime abord le sentiment d'une timide réintégration dans le dispositif de l'OTAN.

Le débat au Parlement, en 1985, sur l'actualisation de la loi de programmation permettra de vérifier les prévisions, à nos yeux bien optimistes, de la seconde partie de la loi (1986-1988), celle qui vise à rétablir un équilibre général après deux premières années plutôt médiocres (1984-1985). Alors sonnera l'heure de vérité pour les principaux programmes de nos trois armées, bien sûr, mais plus encore pour le développement et la modernisation de notre force de dissuasion, qui ne peut courir le risque d'être dépassée dans la course aux technologies nouvelles.

Mais, sans attendre ce grand rendez-vous, il convient d'ores et déjà, à la lumière de données appues à l'occasion d'une mission récente du Parlement auprès de la 1^{re} armée et des forces françaises en Allemagne fédérale, de s'interroger sur la signification profonde, au-delà des apparences, de la réorganisation de notre dispositif sur le théâtre européen. L'impression prévaut en effet d'une sorte de dérive par rapport à la théorie orthodoxe des trois cercles telle qu'exposée dans la loi de programmation. Dérive qui accentuerait encore le fossé entre la défense nationale et l'engagement strictement classique au sein de l'alliance atlantique.

Suivant en effet le tableau qui nous a été présenté il y a quelques semaines à Strasbourg, les deux premiers cercles s'inscrivent délimitément dans la stratégie de dissuasion, cependant que le troisième cercle trouve place dans la stratégie d'action. Or, si le premier cercle est toujours circonscrit à l'Hexagone (avec sa notion de sanctuaire pro-

(1) Le premier cercle est le territoire français « qui constitue l'objet principal de la défense ». Le second cercle est l'Europe, et notamment l'Europe de l'Ouest, couverte par l'alliance atlantique et l'Union de l'Europe occidentale, dans laquelle « un état d'insécurité ou d'hostilité à nos portes aurait les conséquences les plus graves pour notre propre destin national ». Le troisième cercle englobe « les zones où résident nombre de nos ressortissants, celles où sont situés des pays avec qui nous avons des relations particulièrement étroites, des accords de coopération ou des accords de défense, ainsi que les régions essentielles pour nos approvisionnements et nos communications maritimes ». (NDLR.)

(2) La division Hadès, constituée après 1992, sera équipée de missiles sol-air tactiques, montés en double affût de tir sur des camions, bus et capable de porter une charge nucléaire à plus de 400 kilomètres de distance. (NDLR.)

ment), de l'autre la 1^{re} armée, amputée d'une bonne partie de ses hélicoptères (soixante hélicoptères antichars et quarante-quatre hélicoptères de manœuvre au moins) et de ses éléments blindés de reconnaissance (vingt-six AMX-10 RC mais renforcés par contre en éléments d'infanterie et d'artillerie au détriment du nombre de ses divisions blindées, en bref davantage vouée à la défense.

Dès lors, le troisième cercle, encore donné il y a peu comme correspondant aux interventions hors zone (avec à l'Europe), englobe-t-il désormais l'essentiel du territoire de nos alliés européens (« approches » de l'Hexagone exclues). En sorte que l'éventuel engagement de nos forces d'action rapide, très en avant, aux côtés des alliés, exclut formellement le recours à l'arme nucléaire tactique. Là où certains, par conséquent, préconisent une dissuasion très élargie (aux frontières de la République fédérale), là où la doctrine traditionnelle visait, quant à elle, à maintenir l'incertitude, par référence à la notion d'« intérêts vitaux », nous voyons donc très discrètement ramenés à une conception de la dissuasion plus strictement hexagonale.

Il est vrai que la perspective d'un engagement précoce de la FAR, même s'il ne peut s'agir que d'une partie de cette grande unité, celle rapidement disponible, est bien reçue par nos partenaires, qui y voient un signe tangible de solidarité. Sans doute leur est-il apparu moins clairement que le gros de nos forces (la 1^{re} armée) verrait privilégiée dans le nouveau schéma sa mission dans le cadre de la stratégie de dissuasion (deuxième cercle), puisqu'il est clairement dit que son engagement sous commandement allié ne pourrait être que limité dans son objet et dans le temps, afin de lui permettre à tout moment de tenir sa place au cœur de la dissuasion, aux approches de l'Hexagone.

A bien considérer pourtant les nouvelles structures de commandement et la nouvelle répartition des moyens, on saisit mieux cette nouvelle articulation du dispositif : d'un côté la FAR, à laquelle sont rattachés les moyens d'une grande mobilité offensive (hélicoptères notam-

(*) Député RPF de Paris, chargé de mission pour la défense au RPF.

ment), de l'autre la 1^{re} armée, amputée d'une bonne partie de ses hélicoptères (soixante hélicoptères antichars et quarante-quatre hélicoptères de manœuvre au moins) et de ses éléments blindés de reconnaissance (vingt-six AMX-10 RC mais renforcés par contre en éléments d'infanterie et d'artillerie au détriment du nombre de ses divisions blindées, en bref davantage vouée à la défense.

Si l'on considère par ailleurs que le regroupement au sein de la division Hadès de notre armement nucléaire tactique (ANT) pourrait tout aussi bien signifier une mise en œuvre à quelque 300 kilomètres en arrière de nos frontières, on retrouve un schéma cohérent avec la nouvelle théorie des trois cercles.

La 1^{re} armée, couplée avec la division Hadès, assurera ainsi au contact l'acquisition des objectifs, bien sûr, mais en RDA ou en Tchécoslovaquie !

Deux forces pour deux batailles, tel paraît être en définitive le concept retenu qui pourrait alimenter un peu plus le sentiment récemment exprimé par certains responsables ouest-allemands : « Tandis que la RFA se battra pour vous en première ligne, la France se battra sur-tout pour elle » ; ou encore : « L'arme nucléaire tactique consécutive est déployée pour défendre l'Allemagne, tandis que l'ANT française défendrait essentiellement l'Hexagone ».

En conclusion, si un consensus demeure très fort en France sur un certain nombre de principes, les opinions divergent, par contre, quant à une conception trop restrictive de l'engagement de nos forces, et notamment de notre armement nucléaire tactique, qu'il conviendrait, en toute hypothèse, de doter rapidement de l'arme neutrotonne.

Face à une menace plus précise, et afin de conjurer tout risque de découplage, l'heure nous paraît plus que jamais à la prise en compte de la communauté de destin des nations de l'Europe de l'Ouest.

Prochain article :

OTAN : ON CHANGE LA DONNE

La Force d'action rapide est un outil militaire destiné à marquer la solidarité de la France envers l'alliance

reconnait le chef d'état-major des armées

La Force d'action rapide (FAR), en cours de création dans l'armée de terre, est un outil militaire destiné à marquer, de façon plus concrète, la solidarité de la France envers l'alliance atlantique. C'est la substance des propos du chef d'état-major des armées, le général Jean-Louis Lacaze, devant les auditeurs du Centre des hautes études de l'armement, que rapporte la revue officielle *l'Armement* dans son dernier numéro.

Fort de 47 000 hommes lorsqu'elle sera définitivement formée, la FAR est une unité interarmes, actuellement commandée par le général de corps d'armée Gilbert Foray, qui sera essentiellement vouée, en Europe, aux combats antichars grâce à ses hélicoptères et à son infanterie spécialisée, et, outre-mer, aux missions d'intervention ou d'assistance extérieure.

« La France est un partenaire fidèle et loyal dans l'alliance », a expliqué le général Lacaze, avant de constater que ses forces, « en raison de leur implantation géographique et d'un certain manque de mobilité, en particulier logistique », n'étaient pas, jusqu'à présent, en mesure d'intervenir rapidement aux côtés des alliés. Analytant le rôle de la FAR, « qui constitue l'un des éléments novateurs de la réorganisation de l'armée de terre », le chef d'état-major, qui aura cette unité sous ses ordres en temps de crise, a alors explicité la mission de la FAR.

« En vue de marquer d'une façon plus concrète notre solidarité envers l'alliance, le gouvernement a pris la décision de se doter d'un outil polyvalent, signifiant sa volonté de pouvoir engager en Europe, en temps de crise ou de conflit, des moyens classés à l'ordre et au moment choisis, pour contribuer à un éventuel rétablissement de la cohésion du dispositif de l'alliance, sans que cela signifie, en aucune manière, la prise de responsabilité d'un « cré-

neau » dès le temps de paix, ou un retour dans l'organisation intérieure de l'OTAN.

Le général Lacaze fait allusion au fait que, à la différence des forces françaises, qui sont en deuxième échelon plus en arrière, les unités ouest-allemandes, néerlandaises, belges, britanniques, américaines, canadiennes et danoises, appartenant à la structure intégrée de l'OTAN, occupent, dès le temps de paix, un « créneau » du dispositif allié en Allemagne fédérale, face à la République démocratique allemande et à la Tchécoslovaquie.

« S'il est impératif de définir avec précision le rôle de cette nouvelle composante, a ajouté le chef d'état-major des armées, il convient également de dire ce qu'elle n'est pas. La force, compte tenu de sa logistique et de ses moyens de transmissions allégés et de la nature de ses appuis, n'a pas la capacité de prendre à son compte un ennemi menaçant nos frontières sur une direction stratégique. On ne peut donc la créditer d'une capacité de combat identique à celle d'un corps d'armée ».

Le général Lacaze explique, cependant, que la capacité de la FAR « de pouvoir intervenir vite et loin aux côtés des alliés (...) montre à l'agresseur qu'il encourt désormais le risque d'affronter très tôt les forces d'un pays nucléaire qui a l'autonomie entière de ses décisions. Cet aspect élémentaire de l'effort de dissuasion ajoute un nouvel élément d'incertitude dans l'analyse stratégique adverse et renforce ainsi la dissuasion d'ensemble ».

Le général Lacaze conclut que, « pour l'agresseur éventuel, qui se trouve placé devant plusieurs décideurs, la stratégie nucléaire indépendante de la France contribue au renforcement de la dissuasion de l'alliance ».

سكو من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES » CARNET DU Monde

VIE ASSOCIATIVE

Survivre en banlieue

Ces deux-là n'ont pas froid aux yeux. Partant d'un postulat - le centre de gravité s'est déplacé de la ville vers la périphérie - ils ont bâti leur association - Cosmopolitons - comme un monde associatif. Le temps de réunir les fonds et de mettre sur pieds un projet géographique : un festival international des banlieues qui doit élargir son éphémère en 1989. La butte attend, ils se sabordent.

Leur capital-idée, ils le déclinent dans un texte-manifeste qui chaque année dresse au vent. Murrure, grandement, la banlieue défile : « Au-delà des murs, la zone. Au-delà des fossés, les marécages, les terres inondables... le no man's land qui n'appartient à personne... Révolte du prolétariat urbain. Le pavillon, le jardin, le cabanon... « Culture verte ». Territoires des migrants, des métèques... Pavillon de cristal, « l'épave pavillonnaire ». Banlieue « déversoir » de la pauvreté des villes, résistances, prise de conscience sociale et politique. « Ceinture rouge ». Décharge, bidonville, désaffectation, urbanisation et nouvelles règles de socialisation... Territoire, taillurage des mille cultures... où s'invente le futur... »

Il passe un courant dans cette prose-là ? Dame ! Ce n'est pas pour rien qu'ils furent l'un - M. Lev Bogdan - directeur artistique, l'autre - M. Marc Delanne - directeur technique du Festival de Nancy.

L'idée du festival leur vient, dit M. Delanne, de la lecture d'une publication du Monde : vingt-quatre enquêtes réalisées par des collaborateurs du journal dans vingt-quatre mégapoles et rassemblées dans un ouvrage édité chez Fayard sous le titre *Cités géantes*. Et d'une constatation : les festivals s'essouffent, les lieux dynamiques, aujourd'hui, sont situés à la périphérie des villes, dans cette zone tampon, ce « sas de passage entre la campagne et la ville » qu'est la banlieue.

« Visions », dira le sceptique, Pas si sûr. Partis à partir de quelques lieux réels d'architectes, d'urbanistes, mais aussi d'avocats, d'anthropologues, de sociologues, d'ethnologues, d'artistes, va quadriller la planète. Pour étudier les cultures parallèles, les modes de vie nouveaux, créer des filières, vérifier les informations, nouer des contacts, rapporter des subventions. M. Bogdan insiste sur l'importance de la projection qui doit relativiser et redynamiser la notion de banlieue, inventer ce qu'elle sécrète comme cultures, langages, contre-pouvoirs. Les travaux seront recensés dans une banque de données et une publication régulière, support d'un discours interzones.

Une ville au-dessus de la ville

Sur ce point, on peut leur faire confiance : ils envisagent des opérations spectaculaires : faire sauter un immeuble, démolir un morceau de ville... provocation, mais aussi occasion de rêver à d'autres conditions de vie. Tout aussi décalés : tracer des itinéraires au laser en dégageant des lignes de force imaginaires ou réelles, dessinant, par exemple, une ville au-dessus de la ville ; envelopper un bâtiment à la manière de Christo ; retransmettre simultanément un débat par satellite entre Betshelheim et Ivan Illich ; interroger Henri Lefebvre sur ses expériences pédagogiques dans la banlieue de Mexico.

Plus « classiques » : organiser un concours de beauté des véhicules ; présenter des reportages sur le sport en banlieue, etc.

Ces femmes de communication - M. Bogdan est directeur des programmes à TSF 93, radio soutenue par le conseil général de Saine-Saint-Denis - ne craignent-ils pas qu'on leur vole leurs idées ? « Non : si un nous les prend, nous en aurons de meilleures encore ».

Le projet de 1985 devrait avoir une suite en 1987 et la manifestation finale, en 1989, aurait pour thème les « mutants ». Ce sont là des pistes que le travail de recherche continuera ou infirmes. « En tout état de cause, note M. Delanne, les banlieues sont le problème majeur des années à venir pour la société dans le monde entier ».

« S'agissant des immigrés, cet architecte, ami de Julien Gaignat, héros de *Laissez béton*, est optimiste : « On parle de la première génération, de la seconde, il n'y aura pas de troisième. Il y aura des mutants ». Banlieues multiculturelles ou non, ghettos où les jeunes humains s'organisent pour survivre, comme à Vescovis hier, dans les camps palestiniens, les favelles, aujourd'hui : « Face au phénomène de survie, les gens font preuve d'une imagination fantastique, ils vivent avec la vie au ventre », admire M. Delanne.

DANIELLE TRAMARD

* Cosmopolitons, 16, rue du Faubourg-du-temps, 75011 Paris. Tél. : 700-90-97. Cosmopolitons sera l'invité de Radio 101-Cité 96 (92,80 FM) mardi 8 et mercredi 9 mai à 19 h 30.

ANCIENS DU SCOUTISME. - Le rassemblement national de l'Association des anciens éclaireurs et dirigeants de France aura lieu, les 2 et 3 juin, au conservatoire régional de musique, chant et danse traditionnelle de Ploemeur, près de Lorient.

* Rassemblement auprès du président national, M. Exile Guillen, 15, rue Brown-Séguar, 75015 Paris.

COURS DE FRANÇAIS ET DE MANDARIN. - L'association Sorbonne chinoise, qui vient de se créer, veut favoriser les échanges culturels entre la communauté chinoise de France et la société française. Dans ce but, elle donne des cours de français et une assistance administrative aux Chinois et des cours de mandarin auxquels les Français peuvent également s'inscrire. Des expositions, représentations théâtrales, concerts, sont prévus.

* Association Serboécane chinoise, 16, rue Dauphine, 75006 Paris (joindre une enveloppe timbrée pour la réponse).

EXEMPLES A SUIVRE. - La municipalité de Clermont-Ferrand et un collectif d'associations de handicapés ont réalisé, à l'intention de ces derniers, un « Guide d'accessibilité » à la plupart des services administratifs, lieux publics, médecins, spécialistes divers, etc., de cette ville. Une quarantaine de stationnements ont été réservés aux handicapés, mesure qui serait inefficace si les véhicules des usagers insoucients - il en existe - n'étaient mis en fourrière. Ces stationnements réservés et les chemins accessibles figurent sur des plans en couleur qui ont été diffusés aux handicapés. Quand on veut...

* Centre régional pour la jeunesse handicapée en Auvergne, 10, rue André-Molain, 63000 Clermont-Ferrand. Tél. : (73) 37-25-52.

LE JARDINIER EST UNE FEMME

Le centre travaillier en Ile-de-France organise, pour des femmes de vingt-cinq à quarante-deux ans souhaitant travailler en plein air, un stage d'horticulture préparant au concours de jardinière de la Ville de Paris. Ce stage aura lieu du 4 juin 1984 à fin mai 1985. Epreuves de sélection les 9, 10 et 11 mai.

* Retraillier, 34, rue Balard, 75015 Paris. Tél. : 553-23-09.

MAISONS D'ACCUEIL

La Fédération nationale des associations familiales de maisons d'accueil (FNAFMA) étudie les conditions d'un véritable tourisme populaire lors de ses assises nationales qui auront lieu, les 12 et 13 mai, à Dourdan (Essonnel).

* FNAFMA, 20, rue du Delta, 75009 Paris. Tél. : 285-39-13/52.

RENOUVELLEMENT

La jeune association de quartier Nantes-Pont de Flandre à Paris (*le Monde* du 15 janvier) développe ses initiatives. L'élargissement de la rue de Flandre étant décidé, elle vient d'interroger les habitants sur l'aménagement de leur quartier. Vendredi 11 mai à 18 h 30, au restaurant Larcos, 28, rue de Nantes, elle présentera aux associations et aux élus les résultats de son référendum et en remettra les résultats au commissaire-enquêteur de la ZAC.

* Association de quartier Nantes-Pont de Flandre, 20, rue de Nantes, 75019 Paris.

PEINTURES RÉCENTES

KIMURA

10 avril - 12 mai 1984

ART YOMURI

5, quai Conti, Paris (6^e)

328-15-35

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3705

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Il vogue à son prochain une passion par trop dévorante. - II. C'est la petite qui tient la plus grande place. Animal à part. - III. Son interruption paralyse le progrès quand celui-ci est en marche. - IV. Le peravout du couard. - V. Barbaï ou coupai la barbe. Sète pour Troyes. - VI. Personnel. Flotte à proximité du berceau de l'amiral Brest. Note. - VII. Ceinture. - VIII. Plu ou ramassage de plus. Grecque. - IX. Élément d'un cycle. Fait preuve d'énergie après avoir été pompé. - X. Vase de Chambre. Même supérieure, elle a fait vœu d'humilité. - XI. Surcharge. Préparation.

PARIS EN VISITES

JEUDI 10 MAI

« Le Marais », 12 h 15, place des Voies, M^e Semant.
« Les arphelins apprentis », 15 heures, 40, rue La Fontaine, M^e Bacheler.
« La montagne Sainte-Genève », 15 heures, devant Saint-Etienne-du-Mont, M^e Duhamel.
« Hôtel des archevêques de Sens », 15 heures, 1, rue du Fiquier, M^e Legré.

MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LA JOURNÉE DU 9 MAI 1984

A Paris-Montsouris la pression atmosphérique, relative au niveau de la mer, était de 1023,6 millibars, soit 767 millimètres de mercure.
Tendance : légère hausse.
Température : 5 degrés sous abr.
Humidité : 82%.

Au sommet de la tour Eiffel, vent de nord à nord-est soufflant de 35 à 40 kilomètres/heure.
Minimum de température cette nuit : 4,3 degrés. Les températures extrêmes de la journée d'hier : minimum 5,9 degrés, maximum 13,1 degrés.

Bassin parisien et Normandie mardi après-midi : un temps frais avec du vent de nord-est assez fort, mais un temps plutôt ensoleillé malgré de forts pas-

VERTICALEMENT

1. Emprunte de préférence les portes dérobées. - 2. Grosse tête passait en vedette sur les ondes. Ce que fit Cain devenu fratricide. - 3. On ne tire dessus qu'après avoir fait feu. Navire de certaines espèces marines. - 4. Temps consacré à l'ave pour purifier son âme. Participe passé. - 5. Leur tour augmente à l'approche du terme. - 6. Campagne arabe souvent arctique. Article. Vole nordique pour trains de bois. - 7. Hauteurs demeures royales. Pied forestier homonymes d'un pied viticole. - 8. Il est toujours scabreux de répandre ce son num. Canal du rein. - 9. Monument construit en l'honneur d'un prince. Lieu de culture des hultres à Gironde et de culture générale par-tout ailleurs.

Solution au problème n° 3704

Horizontalement
I. Canebière. - II. Amériques. - III. Nos. Ebène. - IV. Tu. Braser. - V. Irréel. Si. - VI. Ne. - VII. Eugénisme. - VIII. Fiote. - IX. Tiféur. - X. Ubac. La. - XI. Musée. Set.

Verticalement

1. Cantine. Hum. - 2. Amoureux. Bu. - 3. Nés. Tas. - 4. Er. Bénéfice. - 5. Bière. Nie. - 6. Iqbal. Iode. - 7. Eues. Isle. - 8. Rénes. Meule. - 9. Esérine. Rut.

GUY BROUTY.

gois (Caisse nationale des monuments historiques).
« Le Palais de justice », 15 heures, métro Cité (B. Czary).

CONFÉRENCES

17 h 30 : 18, rue de Varenne, MM. P. Laroque et P. Mouton : « La crise de l'Etat-protection et l'avenir des politiques sociales » (Futuribles).

EN BREF

AUX INVALIDES

L'ARMISTICE AVEC PANACHE. - A l'occasion de l'anniversaire de l'armistice de 1945, un grand film exclusif sur la seconde guerre mondiale, d'une durée de près de quatre heures, sera projeté en permanence, mardi 8 mai de 10 heures à 18 heures, dans la salle de cinéma du Musée de l'Armée, à l'hôtel national des Invalides à Paris (7^e).

A 17 heures, le Requiem pour voix d'hommes, de Cherubini, sera interprété à l'église Saint-Louis-des-Invalides par l'orchestre symphonique de la Garde républicaine et les chœurs de l'armée française.

A 22 h 30, « Ombre de Gloire », spectacle son et lumière, sera présenté comme chaque soir, dans la cour d'honneur des Invalides.

* Renseignements : 555-92-30.

UN GUIDE PRATIQUE

MONTRE UN SPECTACLE. - L'Office départemental d'action culturelle du Calvados (ODACC) vient de publier un Guide pratique des créateurs et organisateurs de spectacles dans le département du Calvados et la région. D'une présentation agréable et raffinée, ce guide de 262 pages se présente comme un inventaire détaillé des organisateurs de spectacles (avec description des salles), des créateurs et des organismes pouvant apporter une aide technique et financière. Sa diffusion hors de Basse-Normandie se justifie du fait de l'insertion de nombreuses pages de réflexions, d'informations et de services (conseils pour bien organiser un spectacle).

* 45 F (frais de port : 13 F) auprès de l'ODACC, 28, rue Jean-Eudes, 14300 Caen.

ENFANTS

LE PARRAINAGE. - Le Centre français de protection de l'enfance (CFPE) recherche, à Paris et en région parisienne, des familles prêtes à parrainer des enfants d'âge scolaire placés dans des maisons d'enfants. Il s'agit de nouer des liens affectifs avec eux en les accueillant régulièrement pendant les week-ends et, éventuellement, une partie des vacances scolaires. Le parrainage est une action bénévole, partielle et durable qui suppose disponibilité, tolérance et compréhension.

* CFPE, 97, boulevard Berthier, 75017 Paris, tél. : 380-26-53.

MODE

LES CRÉATEURS DE DEMAIN AU PRINTEMPS. - La troisième Coupe Printemps du jeune créa-

teur, sous la présidence d'Anne-Marie Beretta pour la femme, et de Nino Ceruti pour l'homme, vient d'être désamée, par un jury de journalistes, à Gaby Usharin, du Cours Barcôt, qui travailla les matières enroulées en bordelottes, et à Patrick Jedrowski d'Ermond, sur un thème architectural cohérent à voir. Les deux gagnants verront leurs modèles réalisés à l'automne par le grand magasin, où ils effectueront un stage dans le bureau de style. Ouvert pour la première fois à l'assemblée, sous la présidence de Philippa Stark, le prix est revenu récompenser deux élèves de l'école Camondo : Stéphanie Aslanian, pour une table à plateau en grille de caddy, et Frédéric Hufmann pour une table à jeux. - N. M.S.

UN GUIDE PRATIQUE

M. Jacques CHAMBRON, artiste musicien, orchestre de Paris, professeur au conservatoire national de musique de Lyon, survenu brutalement le 4 mai 1984 dans sa cinquante-troisième année.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Bruno de Bordeaux (Gironde).

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue Péclet, 75015 Paris.

[Né à Bordeaux le 23 mai 1931, Jacques Chambron, après ses classes au Conservatoire, participa à de nombreux concours de musique de chambre, en particulier avec l'orchestre de Jean-François Pullard, et il est engagé à l'Orchestre de Paris, comme hautboïste soliste, dès sa constitution en 1957.]

MODE

LES CRÉATEURS DE DEMAIN AU PRINTEMPS. - La troisième Coupe Printemps du jeune créa-

Décès

On nous prie d'annoncer le décès de

François AUDOLLENT, chevalier de la Légion d'honneur.

De la part de Marie-Thérèse Audolent née Brauh, son épouse,

Pierre et Dominique Audolent-Montpellier, Marie-Chantal et Gabriel Dechanof, Annick Audolent, Catherine Audolent, Nicole et Pierre Prié, Sabine et Pierre Condere, Suzanne et Jean Gilles, Paulette et Monique Audolent-Baillet, Bernard et Chantal Audolent-Henry, ses enfants,

Béatrice, Geneviève, Agnès et Jérôme Audolent, Emmanuel Dechanof, Olivier, Isabelle et Estelle Condere, Bruno, Anne, Christine et Benoît Gillet,

Cécile, Mathieu, Sophie et Claire Audolent, Charlotte, Clotilde et Jean-Baptiste Audolent, ses petits-enfants,

M^e François Bertrand, M. et M^e Robert Ricard, Le colonel et M^e André Briere, M^e Corpechot, ses sœurs, beaux-frères, et belles-sœurs, Mademoiselle Buscemi,

La cérémonie religieuse aura lieu, le mercredi 9 mai 1984, à 14 heures, en l'église de la Sainte-Trinité (place d'Estienne-d'Orves, 75009 Paris), suivie de l'inhumation au cimetière Montmar-

Cet avis tient lieu de faire-part.

41, rue La Bruyère, 75009 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^e Rosy Brann, son épouse, M. et M^e Jacques Rotenberg, M. et M^e Marcel Goldmann, ses enfants,

M. et M^e Gérard Talbot et leurs enfants,

M. et M^e Claude Rotenberg, M. et M^e Denis Goldmann, Maxime et Frédéric Goldmann, ses petits et arrière-petits-enfants, ses frères et sœurs,

Et toute sa famille en Israël,

Cet avis tient lieu de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

Cet avis tient lieu de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

Cet avis tient lieu de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

Cet avis tient lieu de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

Cet avis tient lieu de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

Cet avis tient lieu de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

Cet avis tient lieu de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

Cet avis tient lieu de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

Cet avis tient lieu de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

Cet avis tient lieu de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

Cet avis tient lieu de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

Cet avis tient lieu de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

Cet avis tient lieu de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

Cet avis tient lieu de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

Cet avis tient lieu de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

Cet avis tient lieu de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

Cet avis tient lieu de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

Cet avis tient lieu de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

Cet avis tient lieu de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

Cet avis tient lieu de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

Cet avis tient lieu de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

Cet avis tient lieu de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

مقدار من الاموال

AFFAIRES

A Clermont-Ferrand

Fin de la « monoculture Michelin » et « dégraissage en douceur »

Clermont-Ferrand. - L'annonce, le 19 avril, des mesures de réduction d'effectif, n'a pas échangé l'atmosphère de la place des Carmes, cœur des usines Michelin.

De notre correspondant

Deuxième point : le contenu des mesures, qui ne prendront effet qu'en 1985. Elles ne s'avèrent pas traumatisantes (le Monde du 21 avril) et beaucoup de travailleurs de la production sont intéressés par la convention FNE que Michelin amènerait, par ses fonds propres.

A dire vrai, le tisseur clermontois n'a rien d'étonnant. Elle est traditionnelle et domine le paysage psychosocial de la ville. Près d'un siècle de paternalisme a façonné un profond consensus entre la famille Michelin et les générations d'ouvriers-paysans, les « Bibs » (1), dont on dit facilement qu'ils « sentent le caoutchouc ».

Clermont-Ferrand a prospéré autour de Michelin. Comment pourrait-elle se faire subitement à l'idée de ne plus pouvoir compter uniquement sur le géant du pneumatique ?

Hors l'histoire des relations sociales, deux autres raisons expliquent cette quiétude qui recouvre en réalité de grosses interrogations, sans qu'elles s'expriment dans la rue. Premier point : les modalités, organisées ou non, de l'annonce des mesures ont réduit la portée du choc. La veille même du fameux 19 avril, on parlait avec insistance de 7 000 licenciements. Aussi constatait-on comme un sentiment de soulagement le lendemain, en apprenant que 3 520 personnes se trouvaient en fait concernées dans l'agglomération.

Rude continuité pour l'économie locale. Le terrain du recul de l'emploi chez Michelin est labouré depuis 1980 avec rigueur, puisque les effectifs sont passés de 29 908 à 25 866 en 1983. Au train prévu, la firme aura « dégraissé » en six ans 30 % de son personnel initial, soit près de 9 000 salariés.

Au-delà de leur insistance à soutenir qu'il n'y a pas de surefforts comme le fait valoir la direction, les syndicats interrogent : « Pourquoi les usines de Clermont-Ferrand sont-elles les plus touchées ? »

Cette volonté du conseil régional, que préside M. Maurice Pourchon (PS), soulève des réticences syndicales. Nuancées à la CGT : « On est pour la diversification industrielle, mais elle se fera mieux autour d'un pôle puissant... Virulentes à la CFDT : « Les pouvoirs publics sont prêts à se coucher, dit Jean-Claude Pfeuf, un de ses secrétaires. Ils doivent avoir des exigences sur les intentions de Michelin pour ses usines clermontoises et françaises ».

Les idées qui trottent dans les têtes clermontoises dépassent l'horizon 1985. La fin d'une « monoculture industrielle » vieille comme le siècle est-elle irrémédiablement amorcée ? Le débat est entre ceux qui réfutent l'idée de cette faillite et ceux qui s'inscrivent d'ores et déjà dans une logique d'adaptation.

LIBERT ADAPTAGO.

(1) Contraction de Bibendum, le gros bonhomme illustrant les publicités de la firme.

SNCF

EMPRUNTS MAI 1984 2,5 MILLIARDS DE FRANCS OBLIGATIONS DE 5.000 F

Emprunt à taux variable :

Montant : 1,25 milliard de francs
Prix d'émission : Le pair soit 5.000 F par titre

Taux d'intérêt annuel : Egal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis ou assimilés, publiés par l'INSEE multipliée par : 0,9 pour les 4 premières échéances, 1 pour les 4 échéances suivantes, 1,1 pour les 4 dernières échéances.

Intérêt minimum : 7,50 %

Amortissement en 4 tranches égales de 1983 à 1986

- soit par remboursement aux prix suivants : 106 % le 21 mai 1983, 107 % le 21 mai 1984, 108 % le 21 mai 1985, 109 % le 21 mai 1986 - soit par rachats en Bourse

Amortissement anticipé : La SNCF se réserve le droit de procéder à toute époque à des rachats en Bourse.

Date de jouissance et de règlement : 21 mai 1984.

Durée : 12 ans.

SOUSCRIVEZ

dans les banques et chez les Agents de Change, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste, les Caisses d'Epargne, les Caisses de Crédit Agricole Mutuel. Une note d'information (visa de la C.O.B. n° 84-112 du 2 mai 1984) est tenue à la disposition du public.

pour reconstruire un trou pareil par l'action des PMI estime M. Francis Fontaine, chargé de mission au conseil régional, une instance qui a saisi au vol la proposition de Michelin d'aide à la reconversion pour plusieurs centaines de ses cadres intéressés à la création d'entreprises. « Il y aura de l'argent pour ça dans le cadre de l'agence régionale de développement en cours de création », indique M. Fontaine. C'est un pas de plus dans la collaboration feutrée établie depuis un an et demi entre le conseil régional et la manufacture dans un but de diversification industrielle (le Monde du 7 mai 1983).

Désertion propre à Michelin n'hibe. Il est impossible de quantifier précisément ses interventions. Une soixantaine d'entreprises auraient bénéficié de son soutien à l'exportation grâce à son réseau commercial et à l'amélioration de leur technicité et de leur position. Cet engagement, pour lequel M. François Michelin n'a pas altéré sa totale autonomie, est ainsi appelé à se renforcer dans le cadre des mesures annoncées.

Un lourd bilan pour cette entreprise, dont Bouygues s'est assuré le contrôle sous réserve d'inventaire (le Monde du 13 avril 1984) en désignant un nouveau président, M. René Augereau, pour remplacer M. André Miller à la tête d'AMREP.

LES PERTES D'AMREP ONT DOUBLÉ PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS

Le groupe parapétrolier AMREP, dont les déboires financiers continuent à défrayer la chronique boursière depuis plusieurs semaines, a finalement perdu 823 millions de francs en 1983, selon un audit réalisé par le groupe Arthur Andersen, soit deux fois plus que les chiffres avancés par la société au début du mois de mars. Victime de mauvais résultats imputables à sa principale filiale d'exploitation, l'Union industrielle et d'entreprise (UIE), notamment au Brésil et au Nigeria, cette société spécialisée dans la fabrication de plates-formes pétrolières enregistre un déficit « supérieur à 1,4 milliard de francs », selon un communiqué publié lundi 7 mai à l'issue d'une réunion du conseil d'administration d'AMREP.

En effet, outre la perte de 823 millions de francs pour le dernier exercice, il faut également tenir compte, précise le communiqué, de pertes « inévitables » d'environ 300 millions pour 1984, de pertes « prévisibles » d'environ 200 millions pour 1985, de 200 millions environ pour les mesures de restructuration, enfin, de 100 millions pour les provisions destinées à la filiale du Venezuela.

Un lourd bilan pour cette entreprise, dont Bouygues s'est assuré le contrôle sous réserve d'inventaire (le Monde du 13 avril 1984) en désignant un nouveau président, M. René Augereau, pour remplacer M. André Miller à la tête d'AMREP.

LE GROUPE VICTOIRE RACHÈTE VIA ASSURANCES

Le groupe d'assurances Victoire (Abeille et Paix) a acquis auprès de la Compagnie de navigation mixte sa filiale VIA-Assurances (Le Monde SA et VIA-Assurances (IARD), par rachat en Bourse de Paris.

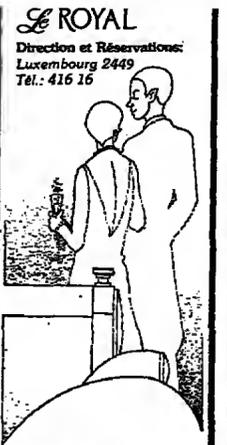
Cette opération va faire du groupe Victoire, ainsi renforcé, le premier groupe privé de assurances françaises, devant les AGP, et le second de l'assurance française, avec une quinzaine de milliards de francs de primes, après l'UAP et à égalité avec les AGF.

L'opération a été facilitée par le fait que la Compagnie de navigation mixte, dirigée par M. François Fournier, contrôlé déjà par le groupe Victoire, conjointement avec la Centrale d'investissement (MM. Dassault et Verne), au travers de leur filiale commune la Compagnie Industrielle.

Cette dernière, on le sait, avait réussi, après le 10 mai 1981, à arracher le contrôle du groupe d'assurances Victoire, Abeille et Paix à la Financière de Suez, en voie de nationalisation, après une longue bataille. Cette bataille avait trouvé son épilogue en juin 1983, un armistice conclu entre M. Francis, président de la Compagnie Industrielle, et M. Peyrelevade, nouveau président de la Financière de Suez, qui, finalement, a réussi à conserver 34 % du groupe Victoire.

L'opération qui vient d'être effectuée, constitue donc un aboutissement, et, surtout, la prise en main de VIA-Assurances, qui a connu de nombreuses difficultés dans le passé, par le groupe Victoire, en bien meilleure situation.

F. R.



La Grande Tradition Hôtelière à votre service pour mieux apprécier tous les bons moments de votre séjour à Luxembourg.

AGRICULTURE

Le premier marché à terme de la pomme de terre s'ouvre à Tourcoing

De notre correspondant

Lille. - Le mercredi 9 mai s'ouvre au centre Mercure, à Tourcoing, un marché à terme de la pomme de terre, le premier et le seul en France, le troisième en Europe, après Amsterdam et Londres (1). L'initiative est venue à la chambre de commerce de Lille-Roubaix-Tourcoing, qui espère que ce nouveau marché à terme prendra en quelque sorte le relais - ou viendra tout au moins en complément - de celui de la laine peignée installé à Roubaix et qui subit une baisse importante d'activité. Le nouveau marché disposera du personnel et de l'infrastructure de celui de la laine.

La pomme de terre est un produit qui se prête parfaitement à ce genre d'opération. Il ne fait pas l'objet d'une réglementation au sein de la CEE et est soumis, comme toute production agricole et peut-être plus que d'autres, aux aléas climatiques. Il en résulte des variations de cours très importantes pouvant aller de un à trois, voire davantage. L'intérêt du marché à terme est de placer les professionnels à l'abri des conséquences financières de cette fluctuation de prix. Producteurs, négociants, industriels réunis au sein du Comité national interprofessionnel de la pomme de terre se sont d'ailleurs montrés très favorables et coopératifs pour la mise en place de ce nouveau marché.

La Banque centrale de compensation, créée au lendemain du scandale du sucre en 1974, apportera sa garantie, et, pour éviter toute spéculation abusive, exigera des dépôts, c'est-à-dire une garantie financière, de l'ordre de 15 % de la valeur des contrats.

Pour la première année, les responsables de ce nouveau marché espèrent y faire transiter les ordres d'achat et de vente de 350 000 tonnes de pommes de terre sur une production totale française de 4 à 4,5 millions de tonnes. Le marché de Londres ouvre pratiquement toute la production britannique commercialisée (plus de 4 millions de tonnes) et celui d'Amsterdam, la moitié (1,5 million de tonnes) de la production des Pays-Bas.

Le marché de Tourcoing pourrait donc constituer un essor rapide, bénéficiant d'une situation géographique privilégiée au cœur d'un bassin de production entre les Pays-Bas et la Belgique et les cinq départements du Nord de la France, qui fournissent à eux seuls 80 % de la production française de pommes de terre de conservation (hormis les primeurs).

JEAN-RENÉ LORE.

(1) Le marché sera ouvert chaque jour d'ouverture des Bourses. Les contrats porteront sur des lots de 20 tonnes de pommes de terre de calibre 40 millimètres et plus. A l'image des contrats anglais et hollandais, les échéances seront fixées en novembre, février, avril et mai, correspondant à la fin de la récolte au milieu de l'hiver et aux fins de campagne.

CONJONCTURE

M. CHIRAC : une réduction d'impôt ne peut être qu'illusoire

De source autorisée, tant à l'Elysée qu'à Matignon et au ministère des finances, on affirme qu'aucune décision n'est prise quant aux modalités fiscales de l'abaissement des prélèvements obligatoires promis par le président de la République. Ces modalités seront arrêtées au cours des mois de juin et de juillet. « Les orientations du budget de 1985 commenceront à être réalisées fixées par des discussions au sein du gouvernement qui auront lieu au cours de l'été », a confirmé M. Lionel Jospin au micro de France-Inter, lundi 7 mai, dans l'émission « Face au public ».

Quant aux réactions que suscite une éventuelle diminution des impôts, le premier secrétaire du parti socialiste les a commentées en ces termes : « Si on se situe au niveau du sens commun, il paraît curieux de voir cette levée de boucliers. Il paraît curieux de dire : « Ce qu'il faudrait faire pour être efficace sur le plan économique ou social, c'est augmenter les impôts... Cela paraît une thèse paradoxale ».

De son côté, M. Jacques Chirac, en visite à Bordeaux, a mis en doute la possibilité, pour le gouvernement, de parvenir à une diminution des prélèvements obligatoires en 1985, mettant en cause « l'augmentation considérable et non maîtrisée des dépenses publiques ». « Dans un tel contexte, il est bien évident qu'une réduction d'impôt ne peut être qu'illusoire ; ou bien c'est un trébuchet de plus et on compensera cela par d'autres recettes plus discrètes, ou bien on augmente un peu plus les déficits, c'est-à-dire les impôts de demain. Il ne s'agit donc pas d'une mesure sérieuse et fiable », a conclu le maire de Paris.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● États-Unis : progression des bénéfices des sociétés. - Les bénéfices des sociétés américaines ont fortement progressé au cours du premier trimestre 1984, notamment dans les secteurs de l'automobile et de la construction. Selon des statistiques publiées le 7 mai par le Wall Street Journal, les bénéfices nets de plus de cinq cents grandes compagnies américaines ont augmenté de 58 % au cours des trois premiers mois de l'année par rapport au premier trimestre 1983.

Les hausses les plus fortes ont été enregistrées dans l'automobile (+ 236 %), les produits alimentaires (+ 196 %), les matériaux de construction (+ 151 %), les fabricants de pneumatiques et les chemins de fer. D'autres secteurs, comme la sidérurgie ou les métaux non ferreux, ont à nouveau gagné de l'argent après avoir subi de lourdes pertes un an auparavant, tandis que certains, comme les compagnies aériennes, réduisaient très fortement leurs pertes, tout en demeurant déficitaires. - (AFP)

● Les investissements de British Telecom. - British Telecom va dépenser plus de 100 millions de livres (1,1 milliard de francs) pour automatiser l'ensemble de ses services. La société va ainsi acheter une trentaine de très grands ordinateurs. Elle a choisi deux fournisseurs : IBM, qui confirme ainsi sa pénétration à l'intérieur des télécommunications britanniques, et la société nationale ICL.

● 54 milliards de francs pour les CODEVI. - Les CODEVI (comptes pour le développement de l'industrie) totalisaient 54 milliards de francs à la fin du mois de février, chiffre en progression de 9,3 % sur le mois précédent. Selon l'Association française de banques (AFB) bien que le rythme de collecte se ralentisse progressivement, les capitaux recueillis chaque mois restent

importants avec plus de 4,5 milliards de francs en février. La part des Caisses d'épargne dans la collecte est passée de 22,3 % à 23,5 % de janvier à février alors que celle des banques de l'AFB est revenue de 41,7 à 40 %. Les parts respectives du Crédit Agricole, des Banques populaires et du Crédit mutuel ont augmenté modérément.

Énergie

● Hausse de la consommation d'énergie en France au 1^{er} trimestre. - La consommation d'énergie en France a augmenté de 6,1 % durant les trois premiers mois de l'année, par rapport au 1^{er} trimestre de 1983, a annoncé le 2 mai le secrétaire d'Etat à l'énergie. Cette reprise de la consommation traduit « pour partie un relâchement dans les comportements de maîtrise de l'énergie ». La facture énergétique extérieure de la France s'est par ailleurs fortement alourdie : 53,2 milliards de francs au 1^{er} trimestre, soit 23,7 % de plus que pour la même période de 1983. La reprise de la consommation, sensible depuis plusieurs mois dans le secteur « domestique », se manifeste également depuis le début de 1984 dans l'industrie.

Social

Option pour les médecins à honoraires libres. - Un arrêté publié au Journal officiel du 6 mai, approuve un avenant à la convention entre les syndicats médicaux et les caisses de Sécurité sociale. Celui-ci permet jusqu'au 15 mai aux médecins praticiens les « honoraires libres », de revenir aux tarifs conventionnels ou de se « déconventionner » totalement. Cette disposition répond aux demandes des syndicats médicaux (le Monde du 7 mars). Mais ceux-ci auraient souhaité, aussi que les médecins conventionnés puissent changer de statut, ce qui n'a pas été accepté.

les banques natio de leurs

ETRANGER

En Suède Investissement croît

SOCIAL BOURSE

NEW-YORK

Irregulier

Travaillé en tous sens par les diverses interprétations que provoquent les derniers commentaires sur la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, le marché new-yorkais a fait preuve d'irregulier lundi, ce qui est plutôt interprété comme un élément positif dans la conjoncture financière, où l'on s'attendait à un repli plus accentué de la cote. Celle-ci a même gagné 1,25 point, à 1.665,50 points, en fin de séance, au vu de l'indice Dow Jones des industriels, sous l'effet de quelques achats tardifs. Les échanges ont été moins actifs que lors de la précédente séance (72,92 millions d'actions, contre 98,38 millions), mais une poignée de titres (Shell Oil, Ralston Purina, Ford Motor, Esmark et American Telephone) ont encore avoué, voire dépassé, le million de titres chacune.

Dans l'ensemble, les observateurs considèrent que Wall Street a bien réagi. « Je continue à escompter une demande importante sur les actions en dépit de la baisse constatée sur le marché obligataire et des craintes que peuvent susciter les besoins de refinancement du Trésor américain », conclut un analyste, faisant remarquer l'ampleur de la récente variation des fonds fédéraux, l'équivalent de notre taux de l'argent : de 9 1/4 % à près de 11 % en une seule semaine. L'accroissement de la demande privée de capitaux résultant de la reprise économique peut peser sur le marché du crédit, estime-t-on au Big Bear, mais la nouvelle déflation de la balance commerciale américaine (en déficit de 2,8 milliards de dollars au premier trimestre 1984) constitue un autre facteur de préoccupation pour les taux d'intérêt, ajoute-t-on.

VALEURS	Cours de 4 mai	Cours de 7 mai
Alcoa	34 1/2	34 1/2
A.T.T.	38 1/2	38 1/2
Boeing	38 1/2	38 1/2
Chrysler	43 1/4	43 1/4
Du Pont de Nemours	48 1/4	48 1/4
Eastman Kodak	38 1/2	38 1/2
Exxon	35 1/2	35 1/2
General Electric	34 1/2	34 1/2
General Motors	34 1/2	34 1/2
IBM	112 1/4	112 1/4
ITT	38 1/2	38 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
Merck	38 1/2	38 1/2
Pfizer	38 1/2	38 1/2
Schlumberger	38 1/2	38 1/2
Amgen	38 1/2	38 1/2
U.S. Steel	38 1/2	38 1/2
Union Carbide	38 1/2	38 1/2
Weyerhaeuser	38 1/2	38 1/2
Xerox Corp.	40 3/4	40 3/4

Les banques nationalisées procèdent à l'élection de leurs administrateurs salariés

Conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1983 et de la circulaire du 16 février 1984 sur la démocratisation du secteur public, les 643 entreprises concernées (122 sociétés-mères et 482 filiales), comprenant les sociétés nationalisées en 1982, doivent procéder avant le 30 juin prochain à l'élection des administrateurs salariés appelés à siéger aux côtés des représentants de l'Etat et des usagers dans les futurs conseils d'administration et de surveillance constitués à cette occasion.

Cette procédure, qui intéresse 2,2 millions de salariés (12,5 % du total des salariés du privé et du public), a commencé récemment à être appliquée dans les entreprises industrielles, notamment à la région Reagant (le Monde du 15 mars 1984). A présent, c'est au tour des établissements bancaires nouvellement nationalisés à procéder de même, à savoir les « trois vieilles », issues de la vague de nationalisation de l'après-guerre (Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris), les 36 banques privées englobées en février 1982 dans le secteur public élargi et les deux compagnies financières (Paribas et Suez), où l'élection sera remplacée par une désignation des nouveaux administrateurs salariés.

Ces élections ont commencé le 25 avril au Crédit commercial de France (CCF) et elles se poursuivent durant tout le mois de mai avec un taux de participation qui, de source syndicale, devrait être voisin de celui des traditionnelles consultations professionnelles (70 % en moyenne). Invoquant cette actualité, la fédération CFDT des syndicats de banques et établissements financiers, qui présente des candidats dans 36 établissements sur les 41 concernés (à elle disposait jusqu'à présent de 54 administrateurs), a tenu à dresser un rapide bilan de ces deux années de nationalisation bancaire avant d'expliquer l'importance qu'elle attachait à ces élections.

« Dans l'ensemble, le bilan est assez critique », a estimé son secrétaire général, M. Régis de Béranger, formulant un certain nombre de griefs à l'égard des rapports sociaux « qui bougent trop lentement », des têtes des directions de banques « qui n'ont pas beaucoup changé », des cadres supérieurs « étouffement conservateurs », sans oublier « les chambres patronales » (l'Association française des banques), accusées de n'avoir pas fondamentalement varié non plus, exception faite de « quelques modifications internes laborieuses et une plus grande attention à la communication ».

Aux yeux de la CFDT-banque, seuls trouvent grâce quelques exemples isolés, notamment dans les banques régionales où sont intervenus des changements réels dans la conception du rôle des banques, de leur relation avec la clientèle et de leur place dans l'économie. Ainsi, constate cette organisation syndicale, « le secteur bancaire et financier semble à l'abri des réformes », alors que la réduction du temps de travail a un caractère structuré ; au ministère, on fait valoir que la réglementation antérieure pénalisait la diminution des horaires, et qu'il s'agit en somme d'ouvrir une plage de négociation.

En revanche, les discussions continuent toujours au gouvernement pour trouver un compromis sur le projet de décret concernant le « chômage partiel total » (le Monde daté 8-9 avril), lui aussi attendu avec impatience par les syndicats et vivement contesté par le CNPF, qui y voit un abus des pouvoirs de l'administration.

« Pour ce qui est des élections en cours, la CFDT-banque, qui retient trois thèmes d'action (élargir le champ de la démocratie économique et sociale, contrôler la gestion et améliorer les conditions de travail du personnel), ne cache pas qu'elle pourrait être interprétée comme un test de représentativité syndicale, voire politique dans un secteur où le taux de syndicalisation reste peu élevé (20 % en moyenne dans la profession). »

Etant donné que les futurs administrateurs salariés (pour cinq ans) seront élus à la fois sur des listes « patronales » par les organisations syndicales mais également, pour la première fois, sur des listes comportant des « candidats libres ». Sans étiquette, les associations de défense du personnel bancaire qui s'étaient constituées dans certains établissements bancaires dans la perspective de la nationalisation, peuvent mettre à profit cette consultation pour acquiescer un réel droit d'existence. Mais, toujours du côté syndical, on ne semble pas craindre cette concurrence, du moins ouvertement, tant il est vrai que la quasi-totalité de ces associations sont en sommeil depuis plusieurs mois. Par contre, certains de leurs adhérents, rompus à présent aux subtilités de la tactique électorale, ont préféré pratiquer une « plus ou moins » discrète politique d'« entrisme » dans les syndicats jugés réformistes plutôt que de se présenter directement.

A l'issue de ces élections, la dernière étape importante sera la désignation des présidents de ces groupes bancaires ou financiers, nommés par décret en conseil des ministres sur simple proposition des futurs conseils d'administration. La plupart d'entre eux devraient conserver leur fauteuil, mais il n'est pas exclu que trois ou quatre « petites » banques changent de titulaire à cette occasion.

FO va diriger un grand nombre de caisses locales de sécurité sociale

Commu pour les organismes nationaux, les présidences et vice-présidences (1) des caisses locales (caisses primaires d'assurance-maladie et caisses d'allocation familiale) et régionales de sécurité sociale ont été « monopolisées », avec l'appui de l'alliance du CNPF, par les syndicats dits « réformistes » (FO, CGC, CFTC), vainqueurs des élections du 19 octobre 1983 aux conseils d'administration. C'est ce qui ressort d'un bilan provisoire portant sur les résultats des deux tiers des caisses. Ainsi, l'alliance de fait qui a gouverné la Sécurité sociale de 1967 à 1983 sera sans doute reconduite sur le plan local comme sur le plan national.

Force ouvrière, forte de son succès électoral, ramporte à elle seule quarante-huit présidences de caisses primaires (sur quatre-vingt-deux), vingt-huit présidences d'allocations familiales (sur soixante-douze) et sept présidences de caisses régionales (sur douze), alors qu'elle n'en détenait auparavant que trente et une, quinze et quatre respectivement. Cette « prise de pouvoir » par des responsables locaux a suscité quelque inquiétude chez les dirigeants confédéraux, qui soumettaient que, dans une période difficile, on ne laisse pas en dehors la CGT et la CFDT.

En fait, la CGT, arrivée pourtant en tête des élections, et la CFDT, qui était en troisième position (après FO), risquent d'être pratiquement exclues des responsabilités ; la CGT n'a obtenu jusqu'à présent qu'une présidence de caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) et une vice-présidence de CAF, la seconde, deux vice-présidences (une CPAM, une CAF). En revanche, la CGC et surtout la CFTC progressent. La CFTC, en particulier, a déjà davantage de présidences (11 CPAM, 19 CAF, une caisse régionale) qu'elle n'en détenait auparavant (7 CPAM, 6 CAF). La CGC retrouve presque le nombre de présidences qu'elle détenait déjà ; elle devrait donc elle aussi dépasser

ce score lorsque les élections auront eu lieu dans toutes les caisses.

Le CNPF avait annoncé son intention de ne pas briguer de présidence, sauf dans les URSSAF, chargées du recouvrement des cotisations. En fait, certains représentants des employeurs (CNPF ou CGPME) se sont laissés convaincre de prendre ou de reprendre de tels postes là où les salariés n'ont pu se mettre d'accord ou trouver un « bon » président : cinq dans les CPAM, autant dans les CAF et deux dans les caisses régionales. Parallèlement, le patronat a déjà retrouvé le même nombre de vice-présidences qu'auparavant : il est un président « salarié » et est élu, cette élection a été compensée par celle d'un vice-président « employeur ».

Cette redistribution s'est faite au détriment de l'UNAF, qui a jusqu'à présent obtenu que deux présidences et trois vice-présidences de caisses d'allocation familiale (contre une vingtaine de chaque, auparavant) et des travailleurs indépendants. En revanche, plusieurs représentants de la fédération nationale de la mutualité française ont été élus à la présidence de caisses primaires.

(1) Lorsque plusieurs vice-présidents ont été élus, il s'agit de la première vice-présidence.

« M. Gattaz déplore la « baisse d'audience » du syndicalisme. — Au cours d'une conférence de presse à Montréal, M. Yvon Gattaz, président du CNPF, a déclaré, lundi 7 mai, que « l'audience syndicale dans le monde, et particulièrement en France » était « en train de baisser ». Un phénomène eucoréen « occulté », selon lui, dans notre pays, parce que les syndicats ont été « institutionnalisés et neutralisés par le gouvernement dans le secteur public et nationalisé ». Cependant, a-t-il ajouté, les chefs d'entreprise « ne doivent pas se réjouir » de cette baisse d'audience, mais innover davantage en matière de politique sociale pour combler le vide.

CHOMAGE PARTIEL : LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION ENCOURAGE LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Un décret publié dimanche 6 mai au Journal officiel encourage la réduction du temps de travail par les entreprises plutôt que le recours au chômage partiel. Ce texte, attendu depuis longtemps par les syndicats, apporte notamment deux innovations à la réglementation concernant le chômage partiel. Sur les indemnités versées par l'employeur aux salariés touchés par une telle mesure, la part prise en charge par l'Etat sera forfaitaire ; auparavant, elle était proportionnelle au salaire antérieur, ce qui favorisait les rémunérations élevées. Surtout, la prise en charge de l'Etat s'appliquera « uniquement aux horaires inférieurs à 37 heures » (par semaine).

En effet, comme le précise le décret, le recours au chômage partiel est autorisé « lorsque les difficultés d'une entreprise n'auront pu trouver de solution, notamment par une réduction ou une modulation concertée des horaires de travail ». Cette disposition est contestée par le CNPF, qui estime que le chômage partiel est une mesure provisoire alors que la réduction du temps de travail a un caractère structuré ; au ministère, on fait valoir que la réglementation antérieure pénalisait la diminution des horaires, et qu'il s'agit en somme d'ouvrir une plage de négociation.

En revanche, les discussions continuent toujours au gouvernement pour trouver un compromis sur le projet de décret concernant le « chômage partiel total » (le Monde daté 8-9 avril), lui aussi attendu avec impatience par les syndicats et vivement contesté par le CNPF, qui y voit un abus des pouvoirs de l'administration.

ÉTRANGER

En Suède

L'investissement croît, l'inflation aussi

De notre correspondant

Stockholm. — Selon le ministre suédois des finances, M. Kjell-Olof Feldt, le redressement de l'économie suédoise est plus rapide qu'escompté. Pour l'ensemble de 1984, le gouvernement prévoit maintenant une croissance de 2,8 % du produit intérieur brut, une augmentation en volume de 7,4 % des exportations, un excédent d'environ 15 milliards de couronnes (autant de francs français) de la balance commerciale et, ce qui est plus intéressant, une progression de 15 % des investissements industriels qui avaient chuté, au total, de 30 % depuis 1980.

Toutefois, d'après le ministre, la situation, satisfaisante pour le moment, est encore « précaire ». Les bons résultats actuels peuvent vite se dégrader si le gouvernement ne réussit pas à juguler l'inflation, qui, au mois de mars, avoisinait les 9 % en rythme annuel. L'objectif des sociaux-démocrates était de limiter la hausse des prix à 4 % en 1984 et à 3 % en 1985. Mais les augmentations de salaires, plus fortes que prévu, et surtout les dispositions des conventions collectives permettant par exemple à une catégorie de salariés d'exiger un supplément ou une révision des accords signés si les employés d'un autre secteur obtiennent des majorations de revenus supérieures, embarrassent sérieusement le ministre des finances.

Le blocage des prix décidé le 12 avril (le Monde du 14 avril) permettra au mieux d'enrayer une nouvelle flambée d'inflation cette année et de la limiter à environ 6 %, mais il risque aussi de provoquer une explosion des prix en 1985. M. Feldt est

apparemment conscient du danger et il n'exclut pas diverses mesures de réduction de la consommation privée et des dépenses publiques, et même une hausse des impôts, bien que les prélèvements obligatoires représentent déjà 51 % du PNB.

Enfin, malgré une légère amélioration ces deux derniers mois, les sociaux-démocrates n'ont réussi qu'à freiner tout juste l'augmentation du chômage, ce qui cadre mal avec les promesses de retour au plein emploi faites pendant la campagne électorale. En mars, 134 000 Suédois, soit 3,1 % de la main-d'œuvre active, étaient sans travail, et 150 000 autres — chiffre record — étaient en voyage ou employés à des travaux de dépannage. Près de 3 milliards de couronnes vont être prochainement dégagés pour financer la création de 30 000 nouveaux emplois artificiels. En fait, le taux de chômage est proche de 9 %.

ALAIN DEBOVE.

« Découverte de pétrole en large des côtes chinoises. — La compagnie Exxon a découvert, pour la première fois, du pétrole dans l'embouchure de la rivière des perles, l'une des zones les plus prometteuses de l'« off-shore » chinois, où de nombreuses compagnies étrangères se sont vues accorder des permis. L'agence Chine nouvelle, qui a annoncé cette découverte, n'a pas précisé son accord, mais la compagnie BP avait découvert des traces de pétrole, dans cette zone, mais en quantités insuffisantes pour être commercialisées. — (AFP.) »

Que savez-vous du verre ?

La légèreté du verre, un argument de poids.



Deux paires de lunettes pour la même correction. A gauche, du plastique, à droite, du verre spécial à haut indice de réfraction.

Les verres de lunettes peuvent être puissants sans pour autant être épais. Grâce aux nouveaux verres à haut indice de réfraction de Schott, l'épaisseur des verres de lunettes a pu être réduite de façon sensible. Par exemple, des verres de moins de 8 dioptries n'ont plus que 7 mm d'épaisseur aux extrémités. Pour obtenir la même correction avec du plastique, l'épaisseur sera supérieure de 60%. Autre avantage du verre à haut indice de réfraction par rapport aux verres traditionnels : il est jusqu'à 10% plus léger. Les lunettes équipées de ce verre sont non seulement plus performantes mais aussi plus esthétiques.

Le verre spécial de SCHOTT pour lunettes, couvre plus de 50% des demandes actuelles. Les fabricants de lunettes ont le choix entre plus de 50 types de verres dans plus

de 2000 variantes. Nous répondons de ce fait aux besoins de chacun par un verre approprié.

Nos recherches nous permettent aujourd'hui de réaliser des verres multifocaux dans lesquels nous intégrons des verres aux indices de réfraction différents sans que cela se remarque.

Dans un autre secteur, nous produisons des verres photochromiques dont la sensibilité varie en fonction de la luminosité.

Le verre spécial pour l'ophtalmologie n'est qu'un exemple des propriétés particulières que nous pouvons donner au verre. Et les possibilités de ce matériau sont loin d'être épuisées : nous travaillons sans cesse à des projets de recherche et à de nouveaux produits.

Le Groupe SCHOTT :
34 entreprises avec 40 centres de production dans le monde entier, plus de 250 agences de distribution en France et à l'étranger. Plus de 50.000 articles fabriqués pour un chiffre d'affaires de 3,9 milliards de francs.

SCHOTT FRANCE
6, rue des Bateliers - 92110 Clichy.



SCHOTT
Nous perfectionnons sans cesse le verre.

سكوا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
- 2. RÉGIONS : Les trois perceptions de la décentralisation, par Robert Schwintz ; Le signe brisé, par Gustave-Nicolas Fischer.
 - LU : Gérard Durrill, zoologiste et conteur.
- ÉTRANGER**
- 3. L'élection de M. Napoleón Duarte à la présidence de la République du Salvador.
 - 4. AMÉRIQUES
 - 4. DIPLOMATIE - Les relations Est-ouest.
 - 5-6. EUROPE
 - 6. ASIE
- POLITIQUE**
- 7. Au nom de la Corse française, par Danièle Rouard.
- CHRONOLOGIE**
- 8. Les mois d'avril dans le monde.
- CULTURE**
- 9. MUSIQUE : Le Mariage secret, de Murosa, à l'Opéra-Comique.
 - THÉÂTRE : Les Lignes du temps, de Bruno Carliucci.
 - ROCK : Joe Jackson.
 - 11. COMMUNICATION : les giscardiens préconisent le désengagement de l'État pour « libérer la communication ».
- SOCIÉTÉ**
- 12. L'avenir de l'IOT Chalon.
 - 14. DÉFENSE : point de vue : « Les dérivés d'une politique (II) », par Yves Lancier.
- ÉCONOMIE**
- 16. AFFAIRES : la réaction de Clermont-Ferrand aux suppressions d'emplois chez Michelin.
 - AGRICULTURE : la première récolte de la pomme de terre.
 - 17. SOCIAL : l'élection des administrateurs salariés dans les banques.

RADIO-TÉLÉVISION (11) INFORMATIONS « SERVICES » (15) :
 Vie associative ; Météorologie ; Mots croisés ; Carnet (15) ; programmes des spectacles (10).

LÉGITIME DÉFENSE POLICIÈRE

Une enquête de l'inspection générale des services (IGS) a été ouverte après la mort d'un jeune Algérien, Zaoui Benmabrouk, tué par des policiers, dans la nuit du 6 au 7 mai, boulevard Suetet, à Paris (16^e). Tout avait commencé par une querelle d'automobilistes, à proximité de l'avenue George-V, entre les occupants d'une estafette et ceux de la 504 Peugeot conduite par Zaoui Benmabrouk, accompagné de trois amis.

Les occupants de l'estafette ayant signalé l'incident à la police, en précisant que ceux de la 504 étaient « peut-être armés », un équipage de gardiens de la paix en civil d'une unité mobile de sécurité de nuit du seizième arrondissement de Paris partit à la recherche de la 504.

Selon les policiers, qui affirment avoir arboré leurs brassards oranges « Police », le conducteur de la 504, bloqué boulevard Suetet, aurait fait plusieurs manœuvres afin de se dégager sans obtempérer. Une dizaine de balles auraient alors été tirées par les policiers, tandis que la voiture fonçait sur les gardiens qu'elle devait traverser. C'est une balle tirée par ce dernier qui eût blessé mortellement Zaoui Benmabrouk. Selon le parquet, l'enquête s'orienterait vers la légitime défense, les passagers de la 504 étant par ailleurs passablement étonnés.

PARENTS...
 En fin d'études secondaires (1^{re} ou terminale)
 faites préparer à vos enfants en 1 à 3 ans une carrière commerciale ou débouchés nombreux et sûrs (gestion, marketing, informatique, secrétariat)
 Enseignement privé
E.P.P.A.
 14, bd Gouvion-Saint-Cyr (17^e)
 Tél. : 574-58-51

Le numéro du « Monde » daté 8 mai 1984 s'est tiré à 412.585 exemplaires

LA FORMATION DU GOUVERNEMENT LIBANAIS

M. Rachid Karamé a cédé aux exigences de M. Berri mais affronte encore celles de M. Frangié

De notre correspondant

Beyrouth. — M. Nabih Berri a obtenu ce qu'il voulait. Il a donc accepté d'intégrer le gouvernement d'union nationale qu'il boudait. Il a eu droit, à son corps défendant, à un assourdissant baronnage de réjouissances de la part de ses miliciens et des soldats de sa fraction de l'armée, la sixième brigade, à l'assaut de la majorité ébénée, concentrée à Beyrouth-Ouest. Les cris de joie ont dégénéré en combats le long de la ligne de front puis en bombardements des quartiers résidentiels. Bilan : deux morts et vingt-sept blessés des deux côtés de la ville.

Le chef d'Amal exigeait d'être ministre d'Etat chargé des affaires du Liban-Sud et de la reconstruction de la « principale banlieue sud de Beyrouth », et s'était payé le luxe de tenir tête aux pressions de Damas où il avait été convoqué.

La solution était tellement évidente que l'on se demanda d'ailleurs pourquoi le président Gemayel et le chef de gouvernement, M. Karamé, ont traîné une semaine avant de s'y résoudre, donnant à M. Berri l'occasion d'une nouvelle victoire. Victoire d'autant plus significative que le gouvernement avait été perçu comme une résurgence, avec l'appui de la Syrie, de l'alliance maronite-sunnite, pour contenir la poussée ébénée.

Cela étant, le chef d'Amal en obtenant la responsabilité directe des affaires du Sud a peut-être reçu un cadeau empoisonné, car il va se trouver face à l'occupation israélienne, confronté à des problèmes dépassant les pouvoirs de l'Etat qu'il représente désormais. Mais, aussi, il est probable que la mobilisation anti-israélienne des ébénés du Sud, déjà vigoureuse et déterminée, s'en trouvera confortée. L'armée israélienne est quotidiennement barbelée dans ce territoire où, à titre d'exemple au cours des dernières quarante-huit heures, elle a été l'objet de trois attentats, et procède elle-même, conjointement avec l'armée du sud du Liban, à des actions de représailles. M. Berri a lancé dès lundi soir un appel au « jihad (guerre sainte) suprême ». Son entrée au gouvernement coïncide avec la fer-

meure totale, pour une durée indéterminée, du dernier passage reliant le Sud au reste du Liban.

Le règlement du cas Berri ne résout pas celui de l'ex-président Frangié, qui conteste que les maronites soient représentés au gouvernement, uniquement par le Front libanais dont il est l'adversaire acharné. D'autant qu'il a lui-même efficacement défendu les droits de la communauté à la conférence de Lausanne. Le président Amine Gemayel s'est rendu ce mardi matin, dans le nord du Liban pour tenter de le convaincre que, dans les circonstances présentes, le cabinet constitue un tout indissociable, et que son genre M. Abdallah Racy, ministre de l'Intérieur, bien que grec orthodoxe, représenterait ce fait, au sein du cabinet, plus les maronites du Nord que sa propre communauté.

Une solution difficile

Cependant, il n'est pas sûr que l'argument porte. Les objections de M. Frangié ne sont, en effet, pas sans fondement. L'exemple de M. Berri, qui a obtenu satisfaction, montre que la détermination est payante en la matière. Il est enfin très important pour M. Frangié de mettre son fils Robert sur les rails du pouvoir. Mais autant dans le cas Berri la solution allait de soi, autant dans le cas Frangié elle apparaît difficile. Il est, en effet, exclu que M. Camille Chamoun ou M. Pierre Gemayel soient retirés du gouvernement. De même, il est difficile d'attribuer un troisième portefeuille aux maronites, alors que summes et chûtes n'en ont que deux.

Cela étant, le boycottage de M. Frangié pèse moins lourd que celui de M. Berri et ne devrait, en tout état de cause, pas empêcher le gouvernement de fonctionner.

Si l'équilibre global chrétien-musulman est respecté dans le cabinet Karamé, une singularité a été introduite pour ce qui est des communautés chrétiennes, avec l'attribution de deux portefeuilles aux

Sur le vif

Fausse bonne nouvelle ?

Alors, c'est vrai ou c'est pas vrai, cette histoire de réduction d'impôts, de feuille à deux chiffres qu'on a signée pendant tout le week-end sous nos yeux stupéfaits, enchantés ? Il n'était question que de ça à la radio et à la télé. Pour bien nous montrer que c'était du sérieux, du solide, qu'on n'avait pas l'impression de nous rouler, on allait tout bien nous mesurer à l'autome. Le montant (gros) qu'on aurait dû payer et le (petit) montant qu'on aurait à payer. Pour ne pas faire de jaloux, on nous expliquait que ceux qui ne payaient pas d'impôts seraient droit à un petit cadeau : une ristourne sur leur taxa d'habitation. Quant aux entreprises, on allait leur arranger le coup, à elles aussi, on allait leur accommoder une taxe professionnelle aux petits oignons.

On avait beau se dire : C'est trop beau, ce n'est pas possible, nous, on y a cru. On a plané. On était même si contents, si reconnaissants, qu'on était prêts à revoter pour le PS — finalement, ils ne sont pas si mal que ça, ces gens-là — le mois prochain.

Et puis, ce mardi matin, on allume nos transistors, et qu'est-ce qu'on apprend ? C'est du

vent, c'est du prématuré. Il n'y a rien de fait, rien de décidé. Delors est en voyage. Mauroy est à l'hôpital. Et, dans leur entourage, on s'étonne, on est abasourdi : qui vous a dit ça ? Première nouvelle ! Ce ne sont que des supputations. Elles ne reflètent aucune réalité, à moins d'être une réalité, à même d'être déclarée à la fois plus quel conseiller de l'Élysée.

Alors, d'où ils tiennent leur information, les confrères ? Ils ne l'ont quand même pas inventée. Quel intérêt auraient-ils à tromper la clientèle ? Ils ont dû se renseigner quand même, ce n'est pas possible. Et si, à Mestignon et Rue de Rivoli, on s'était un peu payé leur tête, et la nôtre pendant qu'on y était, en leur lâchant comme ça, pour voir, une sorte de ballon d'essai, ou plutôt de bulle d'oxygène ? Ça ne mange pas de pain, et ça euphorise l'opinion. Alors, là, excusez-moi, je suis nul en maths, mais je crois que c'est une erreur de calcul. Si ceux qui nous gouvernent ne veulent pas, apprendra une vraie mauvaise nouvelle au soir du 17 juin, ils feraient bien de nous épargner les fausses bonnes nouvelles.

CLAUDE SARRAUTE.

UNE ENQUÊTE EST OUVERTE A PROPOS DU FONCTIONNEMENT DE CINQ ÉTABLISSEMENTS

Des cliniques « sans but lucratif » mais... rémunératrices

Après une plainte déposée le 19 avril par le ministre des affaires sociales, le directeur d'un établissement hospitalier sans but lucratif de la banlieue parisienne bénéficiant d'une concession de service public — l'hôpital à domicile de Bagnolet (Seine-Saint-Denis) —, M. Paul Nemegeyi, a été inculpé d'escroqueries, faux et abus de confiance par M. François Chanut, juge d'instruction à

Paris. M. Nemegeyi a été écroué le 20 avril après une perquisition dans son établissement.

Il est accusé d'avoir constitué avec des proches un réseau d'associations et de sociétés lui permettant d'obtenir des conventions avantageuses aux dépens de la Sécurité sociale, ainsi que des rémunérations illégales par plusieurs établissements.

La plainte faisait suite à une enquête en cours de l'inspection générale des affaires sociales. Les premières investigations ont constaté des éléments pour le moins troublants, concernant outre l'hôpital à domicile de Bagnolet, son directeur et ses responsables, ceux de quatre autres établissements sans but lucratif et bénéficiant d'une concession de service public : le foyer de la rue de Richemont, dans le treizième arrondissement, l'hôpital de Passy (16^e), le foyer clinique de La Noue, à Villeneuve-la-Garenne (Haute-Seine), et l'hôpital privé Le foyer, à Pierrefitte (Seine-Saint-Denis).

Outre ses fonctions de directeur à Bagnolet, M. Nemegeyi avait été rémunéré aussi par l'hôpital de Passy, par celui de Pierrefitte et par la clinique de Bagnolet, sans que l'on ait pu jusqu'à présent établir les raisons précises de ces rémunérations.

Le directeur de l'hôpital à domicile de Bagnolet avait acheté plusieurs cliniques par l'association elle-même et une société anonyme, la SANE, qui avait le même président.

Mais certains responsables de ces associations intervenaient aussi dans des sociétés commerciales travaillant pour les établissements hospitaliers : par exemple, la société LINTEA, SARL servant de groupement d'achat de matériel médical et de fourniture hospitalières ou la société Les ambulances du printemps. Cette dernière, qui s'était fait payer des factures mensuelles confortables, semble avoir disparu fin 1983.

La Fédération de la santé CGT, qui vient de révéler l'affaire, avait attiré l'attention de l'administration, en décembre dernier, sur les irrégularités. A l'occasion de licenciements jugés abusifs à l'hôpital de

Passy, elle avait constaté que cet établissement, qui emploie une centaine de personnes, ne possédait pas de comité d'entreprise ; les sommes destinées aux œuvres sociales servaient en fait à payer des réceptions. Elle avait aussi découvert des imbrications entre les associations, gestionnaires et les différents sociétés.

GUY HERZLICH.

DEUX NOUVEAUX ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS DANS PARIS

Le nouvel hôpital de la Croix-Saint-Simon, dans le vingtième arrondissement de Paris, vient d'être inauguré par M. Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France. La construction de cet établissement, fonctionnel et ultramoderne, complète les réalisations de la Fondation de la Croix-Saint-Simon, association sans but lucratif, qui constitue un important ensemble médico-social dans l'un des arrondissements les plus déshérités de la capitale.

Une nouvelle maternité vient d'ouvrir ses portes à l'hôpital Lariboisière (Assistance publique), dans le dixième arrondissement, pour remplacer une structure vétuste. Elle comporte cinq niveaux d'hospitalisation, de consultation, d'obstétrique et de chirurgie, ainsi qu'une banque de sang.

MENACÉE DE LIQUIDATION

L'imprimerie Montsouris est toujours à la recherche d'une solution

Plus de trois cent mille exemplaires de l'hebdomadaire *Télérama*, sur un total de cinq cent vingt mille fabriqués à l'imprimerie Montsouris de Massy (Essonne), ainsi qu'une partie du tirage de *PSD* étaient retenus lundi soir, à la veille du 8 mai, jour chômé dans l'entreprise. Les ouvriers de cette imprimerie, en difficulté depuis dix mois, entendent ainsi « maintenir la pression » au moment où se déroulent les ultimes négociations pour la survie de l'entreprise.

La situation apparaît cependant toujours bloquée, depuis que le tribunal de commerce de Corbeil a ordonné l'arrêt de l'exploitation fin avril. Le syndic chargé de l'administration de Montsouris toutefois décidé de surseoir à l'envoi des lettres de licenciement, mesure dont l'annonce était prévue lors d'une réunion du comité d'entreprise, mercredi 9 mai, finalement reportée d'une huitaine de jours.

Une solution financière et industrielle est en effet toujours recherchée par les pouvoirs publics (*Le Monde* du 17 mars), le syndicat du Livre CGT, majoritaire à Montsouris, et les différents candidats à

MEXAUX EST REPORTE

L'ÉLECTION PRIMAIRE DU COLORADO

Denver (AFP). — Selon des résultats partiels, M. Gary Hart a remporté, lundi 7 mai, les petites assemblées (« Caucus ») du Colorado, État dont il est sénateur, avec plus de 75 points d'avance sur l'ancien vice-président Walter Mondale, grand favori dans la course à l'investiture démocrate pour les présidentielles américaines. L'État du Colorado sera représenté par 43 députés à la convention démocrate de San Francisco, en juillet prochain.

LANCÉMENT D'UN VAISSEAU SPATIAL SOVIÉTIQUE

Un nouveau vaisseau spatial du modèle Progress a été lancé, le lundi 7 mai, par l'Union soviétique en direction de la station orbitale Saliout-7, à bord de laquelle trois cosmonautes vivent depuis le début de février.

Ce vaisseau automatique, le Progress-21, doit permettre de ravitailler en matériel, vivres et combustible, l'équipage de la station qui, à plusieurs reprises ces dernières semaines, a effectué des sorties dans l'espace de plusieurs heures pour réparer certains éléments du système de propulsion de la station.

Les États-Unis, la CEE et le Brésil se livrent à une « guerre du poulet » sur les marchés du Proche-Orient

De notre correspondant

Communautés européennes (Bruxelles). — Les États-Unis vont reprendre pied sur le marché égyptien des volailles. Washington vient en effet d'accorder un crédit de 7,6 millions de dollars à des conditions très favorables à l'Égypte, afin que ce pays s'approvisionne auprès des producteurs américains. Les facilités financières consenties correspondent à des fournitures de l'ordre de 30 000 tonnes. Ce qui comblerait les capacités actuelles d'absorption du marché égyptien à l'importation.

Les États-Unis vont ainsi retrouver un débouché qu'ils avaient perdu au profit du Brésil. Cette opération est la première manifestation de la « réplique » que les Américains entendent apporter à l'accroissement spectaculaire des exportations brésiliennes de poulets. Le Brésil est apparu sur le marché mondial en 1980 et est déjà devenu le deuxième exportateur (300 000 tonnes en 1983) après la France (350 000 tonnes, 400 000 pour les États-Unis). Les États-Unis ont un troisième position (200 000 tonnes, contre 300 000 tonnes, il y a trois ans).

LE SECRÉTAIRE AMÉRICAIN AU TRÉSOR S'OPPOSE A LA LIBÉRATION DES IMPORTATIONS D'AUTOMOBILES JAPONAISES

M. Donald Regan, secrétaire d'Etat américain au Trésor, s'est vivement opposé, au cours d'une interview télévisée, à la suppression des restrictions imposées aux importations d'automobiles japonaises aux États-Unis. Ces restrictions, a-t-il déclaré, représentent un atout dans les négociations commerciales engagées entre les États-Unis et le Japon.

Il prend ainsi le contre-pied de son collègue, M. William Brock, représentant spécial de la Maison Blanche pour le commerce, qui a affirmé récemment (*Le Monde* du 4 mai) qu'il n'était pas nécessaire de renouveler l'accord signé en 1981 et prolongé jusqu'en mars 1985, par lequel les Japonais s'engageaient à limiter « volontairement » leurs ventes d'automobiles aux États-Unis à 1,68 million puis à 1,85 million d'unités. M. Brock, estimant que ces quotas avaient donné aux groupes automobiles américains un « faux sens de sécurité », avait déclaré : « Attendez-vous maintenant se préparer à la concurrence ».

MARCEL SCOTTO.

AUX ÉTATS-UNIS
 Remontée de M. Hart dans deux districts primaires

Le boycottage

Sport et politique

Le boycottage des produits japonais...
 Les Américains ont réagi...
 Les Japonais ont réagi...
 Les négociations...
 Les quotas...
 Les ventes...
 Les restrictions...
 Les importations...
 Les exportations...
 Les échanges...
 Les relations...
 Les contacts...
 Les discussions...
 Les débats...
 Les échanges...
 Les contacts...
 Les discussions...
 Les débats...
 Les échanges...
 Les contacts...
 Les discussions...
 Les débats...